ÉDITION NATIONALE

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

VICTOR HUGO

ILLUSTRATIONS

D'APRÈS LES DESSINS DE NOS GRANDS MAÎTRES



PARIS

E. TESTARD & CIE ÉDITEURS

10 RUE DE CONDÉ

1839-1851

I

Nous avons montré quelle révélation avait été pour Victor Hugo le spectacle des journées de Juillet. Le poète qui publiait en 1834 le *Journal d'un Révolutionnaire de 1830* aurait dû, à ce qu'il semble, achever son évolution républicaine avec ses illustres amis Lamartine et Lamennais, et peut-être avant eux. Pourtant elle allait subir un retard de quinze années. Si dès le moment où il écrivait les déclarations décisives reproduites dans la première partie de cette étude il s'était jeté dans la politique, s'il en avait vécu les péripéties, s'il avait été conduit à en ressentir activement les impressions, il aurait continué, sans nul doute, à la lumière des événements, le développement logique de son tempérament et de sa pensée. Il l'aurait fait, comme Lamartine, hors des cadres officiels

des partis, en s'imposant à eux par la puissance du génie. Mais il y avait entre eux une profonde différence de situation. Au lendemain de 1830, Lamartine, plus vieux de dix ans, avait accompli la partie essentielle de son œuvre de poète; il se sentait libre pour d'autres préoccupations et poussé vers un champ d'activité nouveau; la tribune l'appelait : il allait y devenir le plus grand orateur du siècle. Victor Hugo, dans toute la plénitude de son inspiration poétique, dans tout le feu de son combat littéraire, avait alors le théâtre pour champ de bataille et le romantisme pour drapeau.

Le théâtre et la tribune s'excluent, précisément à cause de leurs côtés communs. L'un et l'autre ont le retentissement immédiat, le corps à corps direct avec le public, l'aspect d'un combat livré. Nulle part la pensée, relativement tranquille dans le livre, ne trouve plus nettement les conditions de la lutte et le caractère de l'action. D'ailleurs, l'un et l'autre exigent une élaboration matérielle, une existence spéciale, un travail de coulisses ou de couloirs, trop accaparants pour qu'on puisse se partager entre les deux. On sait comment le théâtre sembla aux débuts du romantisme la position décisive pour l'école nouvelle. Dans toute la durée du XVIIIe siècle, il avait eu dans les mœurs littéraires une importance d'autant plus significative, qu'il tient une place moins grande, au point de vue du mérite, dans l'œuvre de cette magnifique époque. Sous l'empire, cette importance s'était encore accrue, en même temps que la médiocrité des productions. Comment s'étonner que le romantisme à ses débuts ait semblé avoir

surtout à prendre la scène pour champ de lutte et à y planter son étendard? C'est là que le chef de l'école nouvelle devait engager le combat; là qu'il devait installer le drame moderne sur les ruines de la tragédie.

C'était si bien le sentiment général que l'armée romantique se mettait en mouvement à chaque pièce nouvelle. Les « tribus » de jeunes gens groupés autour des poètes, les artistes de l'école nouvelle, sortaient en masses compactes du fond des cénacles et des ateliers, avec leurs crinières mérovingiennes, leurs barbes hérissées, leurs pourpoints flamboyants, leurs carmagnoles révolutionnaires, leurs costumes fantastiques qui déjà étaient autant de défis aux gens tranquilles, pour livrer leur bataille quotidienne aux lueurs du lustre. Chaque représentation devenait une mêlée acharnée, au milieu des bravos, des sifflets, des échanges d'invectives. C'est grâce à ces bruyantes campagnes que la poésie nouvelle conquit les positions occupées par la poésie du passé. La place du chef d'école était là.

Les années qui commencent à la première représentation de *Henri III* furent remplies par cette guerre littéraire. Victor Hugo s'y donna sans réserve. *Marion Delorme*, *Hernani*, *Le Roi s'amuse*, *Lucrèce Borgia*, *Marie Tudor*, *Angelo*, *Ruy Blas*, *les Burgraves*, telle fut la série des combats livrés par lui de 1829 à 1842. On comprend très bien que durant cette période le poète se soit abstenu de se mêler d'une manière active aux luttes des partis politiques, et qu'il en soit resté aux déclarations de *Littérature et philosophie mêlées*.

Il n'y a pas de guerre éternelle. A la fin de ces treize années, la situation avait changé du tout au tout. D'abord, le romantisme n'avait plus à conquérir son droit de cité : il avait vaincu. Puis, à mesure que la littérature du siècle prenait tout son développement, il devenait plus difficile de croire que le drame dût rester sa forme principale. La pensée nouvelle donnait trop de place à l'homme intérieur pour s'enfermer tout entière dans le cadre du dialogue. Elle attachait en même temps trop d'importance à l'aspect matériel des choses et surtout au spectacle de la nature, pour trouver son expression complète sur les planches, où le poète doit abandonner au décorateur et au costumier la réalisation d'un des éléments essentiels de son idée. Elle était trop complexe, trop mêlée à la fois d'élans lyriques, de conceptions historiques ou sociales, de systèmes ou de rêves philosophiques, pour ne point déborder les planches du théâtre, si merveilleusement adaptées à l'idéal plus simple et plus sobre du XVII[e] siècle. On voyait, d'une part, le roman prendre une grande partie de l'importance d'abord réservée à la scène; d'autre part, le théâtre subir, entre les mains de spécialistes habiles, la transformation qui devait lui donner un caractère de plus en plus industriel.

Dès 1837, dès *Ruy Blas*, les bandes romantiques, qui naguère combattaient avec la passion des armées révolutionnaires, étaient ou disparues, ou dispersées. Les fanatismes étaient ailleurs. Dès ce moment, il semble que Victor Hugo ait, de son côté, senti son inspiration l'éloigner de la scène. Le premier drame qu'il conçut ensuite,

les *Jumeaux*, est resté à l'état d'ébauche. Interrompu « pour cause de maladie », il ne fut jamais repris. La seule œuvre qu'il ait écrite après cela pour la scène, les *Burgraves*, témoigne mieux que toute autre de l'évolution de son génie. Elle marque la transition du drame à l'épopée; on n'y reconnaît plus l'auteur de *Hernani* : on y pressent le poète de la *Légende des Siècles*.

D'ailleurs la victoire du romantisme avait été si complète, que déjà une réaction se manifestait : il fallait au public un retour en arrière. C'est aux *Burgraves* qu'on s'en prit. A distance, nous comprenons qu'il ait été difficile de faire tenir les personnages démesurés de ce magnifique poème féodal entre les rideaux de la scène et sous les oripeaux des comédiens ordinaires du Roi. Il aurait fallu les bouches d'airain des masques antiques à ces frères germaniques des géants de la Grèce primitive auxquels Eschyle prêtait sa langue surhumaine. Mais on a peine à comprendre que l'incomparable grandeur de l'œuvre n'ait pas frappé les contemporains. Les *Burgraves* ne rencontrèrent guère que la froideur des uns et les railleries des autres. Le public se portait ailleurs. Le besoin de revanche pour la tragédie vaincue faisait un succès foudroyant à la très médiocre *Lucrèce* du très médiocre Ponsard. Rachel vengeait Racine des victoires récentes du romantisme.

L'échec des *Burgraves* fut décisif pour Victor Hugo. Il résolut de renoncer au théâtre, et il se tint parole. Ce génie de combat n'était pourtant pas de ceux que les oppositions effrayent ou que les défaites abattent. Mais il avait achevé son œuvre au théâtre; il avait donné son drame

au romantisme; des inspirations nouvelles s'élaboraient en lui. Dans toute la seconde partie de sa carrière, la plus magnifique et la plus féconde, jamais sa pensée n'a plus revêtu une forme adaptée au cadre de la scène, même au temps où la reprise de ses œuvres théâtrales était une série de triomphes. Au surplus, dès 1840, la pensée du siècle se portait d'un autre côté. La révolution littéraire était accomplie : un souffle de rénovation politique et sociale passait sur la France. Victor Hugo se sentait une gloire nouvelle à conquérir, et il était dorénavant libre pour la tribune où Lamartine l'avait précédé.

Il faut remonter de quelques années en arrière, pour comprendre, à la fois, la situation générale des partis d'avenir, et la situation personnelle préparée à Victor Hugo.

II

Rappelons d'abord ce qu'était le parti républicain, qui s'improvisa dans le combat de Juillet.

Le mouvement démocratique d'où il est sorti dépassait singulièrement la question posée sur la forme du gouvernement. Il est impossible de l'isoler de l'immense mouvement intellectuel et matériel qu'opérait le génie du siècle. En même temps qu'un art, une littérature et une pensée naissaient, toute une société nouvelle sortait, soit des découvertes et des transformations scientifiques qui allaient

multiplier dans des proportions colossales les forces économiques du monde, soit des premiers conflits qui allaient éclater entre le labeur des pauvres et le patronat des riches. Les forces mécaniques, les chemins de fer, l'organisation renouvelée du crédit, ne devaient pas seulement décupler la puissance du travail humain ; ils commençaient à créer, à côté et au-dessus des vieilles aristocraties en décadence, des pouvoirs de banque et d'industrie auxquels l'avenir n'était que trop réservé. En même temps, la protestation des déshérités contre les injustices de la fortune éclatait en révoltes et se formulait en doctrines. Les premières insurrections économiques couvraient Lyon de cadavres; les ouvriers, soulevés par une question de salaire, apercevaient aux lueurs de la fusillade l'intérêt de la cause républicaine pour leur pain de chaque jour; et le sang versé scellait à jamais l'alliance entre les travailleurs affamés et le parti de la Révolution. Ainsi apparaissaient, à la fois, la puissance de la richesse moderne et les révoltes du travail pauvre. Chose étrange : les systèmes, qui donnaient conscience d'eux-mêmes à ces deux éléments contraires, sortaient de l'école du même grand esprit, à peu près ignoré de son vivant, et le Saint-Simonisme, par une bizarre antithèse, produisait en même temps les premiers socialistes et les fondateurs des pouvoirs financiers les plus modernes.

Le gros de l'armée républicaine se recrutait naturellement dans les masses ouvrières, révoltées contre leur annulation politique et contre leur sujétion économique. Le peuple d'alors était bien celui qu'avait révélé la

bataille de mil huit cent trente : épris d'idéal, familier de naissance avec la poudre et les balles comme une armée de vieux soldats. Une foule d'hommes jeunes, d'écrivains, de savants, brûlant de la passion de la Révolution, apportaient aux masses populaires leur enthousiasme et leur intrépidité. C'était la génération des Godefroy Cavaignac, des Barbès, des Martin Bernard, des Blanqui, des Trélat. Ainsi se forma, d'ouvriers et de jeunes gens, cette légion de héros bravant, avec la même fierté intrépide, les juges de la royauté au banc des assises, et ses troupes sur une barricade ; obstinés aux combats sans espoir, comme s'ils avaient fait avec la mort le fameux pacte des Conventionnels. Nul, même parmi ceux qu'irritaient les alarmes dont ils effrayaient incessamment le repos public, ne pouvait se défendre, devant un tel spectacle, d'une admiration qui hâtait singulièrement les progrès de l'idée républicaine. Cette admiration, Victor Hugo la ressentait mieux que tout autre : le magnifique tableau qu'il a laissé dans les *Misérables*, le prouve incontestablement. On peut modifier ses opinions avec le temps : on ne se refait pas des impressions. L'homme qui, avec ses souvenirs d'alors, a écrit « l'épopée rue Saint-Denis », a certainement contemplé, avec une profonde émotion, l'armée d'insurgés républicains qu'il a glorifiée dans des pages immortelles.

Mais pour former et diriger un parti, il ne suffit pas de héros, il faut encore des politiques. Et les politiques du parti républicain allaient être forcément recrutés dans les plus hardis des libéraux de la Restauration.

ses plus puissantes inspirations. On imaginerait difficilement une œuvre moins « orléaniste » par l'idée qui la soutient d'un bout à l'autre; et rien ne montre mieux combien le génie du poète restait fidèle à lui-même, jusque sous l'habit du pair de France. Même dans leur forme primitive, les *Misérables* offraient la négation la plus absolue de cette béate prépondérance des classes moyennes sur laquelle reposait toute la monarchie de Juillet.

En ce qui concerne la politique proprement dite, que pensait, que disait alors Victor Hugo? — Là encore, les faits montrent avec quelle force son génie se refusait aux opinions et aux inspirations du monde où il se trouvait placé.

Qu'à la suite de ses relations avec la duchesse d'Orléans, il se soit tourné de propos délibéré vers la politique, tout se réunit pour le démontrer. J'ai signalé, dans la conclusion du *Rhin* (août 1841), un véritable manifeste sur les affaires publiques. C'était le second. Peu de temps avant, en juin, il était reçu à l'Académie. Son discours était attendu comme un des événements littéraires du siècle. On voyait le chef du romantisme entrant, après de nombreux assauts, dans la citadelle de l'ennemi. Quelle occasion pour l'auteur de *Cromwell* et de *Hernani*, de déployer son drapeau, ou tout au moins d'adresser au public le bulletin de victoire de la poésie nouvelle! Ce fut une véritable surprise, j'allais dire une véritable stupeur, d'entendre un discours où il était aussi peu question de poésie que possible, et qui était con-

sacré presque en entier à Napoléon, à la Convention, à la monarchie de Juillet, à la situation des partis. Victor Hugo était reçu par M. de Salvandy ministre, dont les œuvres (s'il en a composées) sont toujours restées inconnues. Le public eut lieu d'être étonné, en entendant, par un étrange renversement des choses, dans cette séance de l'Académie, Victor Hugo parler politique, et Salvandy, lui répondre littérature. C'est que, pour Victor Hugo, le fauteuil d'académicien était un lieu de passage au fauteuil de pair de France. Il voulait la tribune : il était impatient d'y paraître.

Eh bien ! de la contradiction qui existe entre sa situation et son génie, sort cette autre contradiction, qu'au moment même où il est résolu à prendre un rôle politique, il lui est impossible de prendre parti dans les questions auxquelles il va se consacrer. Il y est en quelque sorte paralysé. Assurément, il est aisé de relever, dans ce qu'il a écrit alors, des adhésions très nettes à la monarchie de Juillet. On en cite deux ou trois, que, comme, je l'ai déjà remarqué, il n'avait aucun motif de refuser, n'étant lié alors à aucune opinion, mais dont le ton est évidemment différent de celui du *Journal d'un révolutionnaire* publié en 1834. La royauté de 1830 n'est plus pour lui ce « pont de bateaux » destiné à être emporté à la première crue. Il dit à l'Académie : « La tradition importe à ce pays : la France n'est pas une colonie violemment faite nation ; la France n'est pas une Amérique... Elle ne peut pas plus briser avec le passé que rompre avec le sol. Aussi, à mon sens, est-ce avec un admirable instinct que notre dernière révolution a compris que

les familles couronnées étant faites pour les nations souveraines, à de certains âges des races royales, il fallait substituer à l'hérédité de prince à prince, l'hérédité de branche à branche... C'est avec raison qu'elle a transformé en jeune dynastie une vieille famille, monarchique et populaire à la fois, pleine de passé par son histoire, et pleine d'avenir par sa mission. » On a pu citer quelques phrases du même genre dans la conclusion du *Rhin*, dans le discours adressé au nom de l'Académie à Louis-Philippe pour la mort du duc d'Orléans, dans le discours de la Chambre des pairs pour l'abrogation de la loi d'exil qui frappait la famille Bonaparte. A propos du duc d'Orléans, il disait au roi : « La mort fatale du prince eut pu ébranler le trône; ce deuil public et national consolide la dynastie. La France qui vous consacrait, il y a douze ans, par l'unanimité de son adhésion, vous consacre aujourd'hui une seconde fois par l'unanimité de sa douleur. » Dans le discours sur la famille Bonaparte, en 1847, il appelait Louis-Philippe « le plus éminent des rois d'Europe ». — J'ai tenu à reproduire au complet ces passages, précisément à cause du plaisir que les détracteurs de Victor Hugo éprouvent à les citer.

Il n'y a rien de plus, dans ces quelques mots, avec une acceptation du régime existant — acceptation qui allait alors fort loin, jusqu'à la gauche dynastique, et que devait imposer au poète l'espérance d'une transformation populaire de la monarchie; — il n'y a, dis-je, rien de plus que les compliments qu'on pouvait attendre sans peine de Victor Hugo, en raison de ses relations.

Mais en même temps, il tenait à faire des déclarations

répétées de neutralité entre les partis. Il écrivait en 1840 (*Les Rayons et les Ombres*, Préface) : « Des choses immortelles ont été faites de nos jours par de grands et nobles poètes personnellement et directement mêlés aux agitations quotidiennes de la vie politique. *Mais à notre sens un poète complet que le hasard ou sa volonté aurait mis à l'écart, du moins pour le temps qui lui serait nécessaire, et préservé pendant ce temps de tout contact immédiat avec les gouvernements et les partis, pourrait faire aussi, lui, une grande œuvre* ». Et, indiquant son programme de neutralité politique, il ajoutait : « Aucune haine contre le roi dans son affection pour le peuple ; aucune injure pour les dynasties régnantes dans ses consolations aux dynasties tombées ; aucun outrage aux races mortes, dans sa sympathie pour les rois de l'avenir. »

Il est aisé de traduire ces quelques lignes. Après un hommage amical à Chateaubriand et à Lamartine, Victor Hugo définit sa situation : il se « met à l'écart » pour le temps « qui lui est nécessaire ». Il est décidé à avoir une pensée politique. Le moment n'est pas encore venu.

Et dans le recueil que cette déclaration précède, une pensée analogue revient. Il hésite entre la foi du passé et l'idée de l'avenir :

La royauté déchoit, et le peuple se lève,
Hélas! l'homme aujourd'hui ne croit plus, mais il rêve,
Lequel vaut mieux, seigneur?

Dans la pièce intitulée : *Sagesse*, le poète fait parler les trois voix qu'il entend au fond de sa pensée. D'abord celle

du dogme qui damne le siècle; puis celle du déisme philosophe, tolérant et généreux; puis, celle de la religion panthéiste de l'éternelle nature, indifférente à nos passions. Et il ajoute :

J'écoute ces trois voix : si mon cerveau fragile
S'étonne, je persiste; et sans peur, sans effroi,
Je les vois accomplir ce qu'elles font en moi, —
Car les hommes troublés de ces métamorphoses,
Composent leur sagesse avec trop peu de choses;
Tous ont la déraison de voir la vérité,
Chacun de sa fenêtre et rien que d'un côté...

Rien de si différent du Victor Hugo connu, que cette conclusion de scepticisme. Une telle situation d'esprit n'a été chez lui que passagère. Il cherche ou plutôt il se cherche. Il écoute ce que disent les idées les plus contraires. Il les laisse « accomplir ce qu'elles font en lui». Le temps viendra où il prendra son parti.

Même hésitation, en juin 1842, quand il est reçu à l'Académie. Pour lui, la « mission du poète » est de « respecter dans tous les partis, tout en s'écartant d'eux quelquefois, les innombrables formes qu'a le droit de prendre l'initiative multiple et féconde de la liberté ». Et plus loin : « Le miroir de la vérité s'est brisé au milieu des sociétés modernes : chaque parti en a ramassé un morceau. » On n'a plus à défendre ni « la royauté », maintenant à l'abri de la guillotine de 93; ni « la liberté », maintenant à l'abri de la dictature de 1810. (Comme s'il n'y avait pas de moyen terme entre le trône et l'échafaud, entre la liberté véri-

table et le despotisme absolu). Donc, le poète n'a plus à servir que « la civilisation ». Tout cela est admirablement dit, dans des formules précises qui accentuent l'indécision de la pensée. Et pourtant, l'indécision est un défaut que comportait peu le génie de Victor Hugo. Elle n'en caractérise que plus fortement la situation.

Trois idées se dégagent pourtant de la manifestation politique par laquelle Victor Hugo a pris possession de son fauteuil à l'Académie.

D'abord, la gloire de Napoléon, qui ne l'a jamais plus magnifiquement inspiré. Tout le début du discours est un morceau d'une puissance incomparable, d'un essor superbe, consacré au prodigieux conquérant. Il faut déterterminer le bonapartisme du poète. Dès la fin de la Restauration, l'épopée napoléonienne a exercé sur son esprit une action qui devait toujours aller croissant. Louis-Bonaparte, devenu criminel, n'effacera point cette impression. Il sera seulement « Napoléon le Petit ». Le 2 Décembre sera « l'expiation » du grand homme, pour le crime du 18 Brumaire. Il me souvient d'avoir entendu il y a une vingtaine d'années, Victor Hugo arrivé à la fin de sa vie, juger l'*Origine des Bonaparte :* le livre dans lequel Michelet ramenait à des proportions réduites la campagne d'Italie. L'indignation lui jaillissait du fond du cœur.

Je dis qu'il y avait là une admiration profonde pour l'épopée napoléonienne. Victor Hugo n'a jamais loué autre chose : la grandeur de l'homme. Cette admiration ne l'empêchait pas de juger sévèrement les attentats commis

contre la liberté. Il le disait dès 1842, précisément dans le discours de l'Académie, en louant de leur fière attitude devant le maître Chateaubriand et M^m^ de Staël, à propos de Népomucène Lemercier. Il l'a dit plus nettement encore dans les *Châtiments* et dans les *Misérables*. Chose plus rare alors et que j'ai indiquée plus haut, cela ne l'empêchait pas d'imaginer pour la société de son temps, une organisation différente de l'organisation consulaire. Il avait l'esprit plus large et plus libre. Il célébrait le culte d'une gloire éblouissante; il ne subissait pas le joug d'un passé.

J'ajoute que cette admiration, déjà ancienne chez Victor Hugo, n'avait rien qui pût effaroucher ses relations des Tuileries. L'effacement et la médiocrité systématiques de la monarchie de Juillet aimaient à s'abriter sous les ailes de l'aigle napoléonien, comme si de cette attitude il pouvait résulter une compensation au lieu d'une antithèse. Cette sorte de bonapartisme historique de la royauté orléaniste semble avoir surtout été de mode chez le duc et la duchesse d'Orléans, où elle pouvait sembler moins paradoxale. Alexandre Dumas a raconté comment il avait pleuré la mort du duc avec le prince Jérôme, je crois. Et nombre d'amis et d'amies de la famille déchue figuraient dans la maison de la duchesse. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce que Victor Hugo, à ce moment, pût se dire le poète de Napoléon, pendant qu'on l'appelait le poète de la princesse Hélène.

Mais il est plus significatif de le voir, dès cette époque, mettre en regard de la gloire de l'Empereur, la gloire de la Convention. Oh! il le fait avec beaucoup de précautions

oratoires. Si cependant on se rappelle que quelques années plus tard, à la veille des journées de Février, Ledru-Rollin effraya encore nombre des ennemis de la royauté eux-mêmes en portant un toast à l'Assemblée révolutionnaire, on sera frappé de cette apologie prononcée sous la coupole du Palais Mazarin. L'historien qui a le plus exactement étudié notre révolution, M. Aulard, attribue à Auguste Comte l'honneur d'avoir presque le premier mis Danton à peu près à sa place. Avant la publication de la *Politique positive*, Victor Hugo avait signalé dans ce discours Danton comme l' « homme de premier ordre », « l'intelligence capitale » de la période révolutionnaire après Mirabeau et Sieyès. (On sait combien Sieyès fit longtemps illusion à ses contemporains et à l'histoire.) Il était assez hardi (malgré nombre de restrictions) de tracer, dès 1842, en pleine Académie, le tableau suivant de la Convention :

« C'est à mon sens, une volonté de la Providence, que la France ait toujours à sa tête quelque chose de grand ; sous les anciens rois, c'était un principe ; sous l'Empire, c'était un homme ; pendant la Révolution ce fut une assemblée. Assemblée qui a brisé le trône, et qui a sauvé le pays ; qui a eu un duel avec la royauté comme Cromwell et un duel avec l'univers comme Annibal ; qui a eu à la fois du génie comme tout un peuple, et du génie comme un seul homme ; en un mot, qui a commis des attentats, mais qui a fait des prodiges, que nous pouvons détester, que nous pouvons maudire, mais que nous devons admirer ! »

Quand il arrivait au présent, Victor Hugo indiquait largement le caractère social de la politique telle qu'il la

concevait. Il parlait en termes saisissants de « ces générations encore couvertes d'ombre, qui languissent faute d'air et d'espace, et que nous entendons heurter tumultueusement de leurs passions, de leurs souffrances et de leurs idées, les portes profondes de l'avenir ». Il est à peine besoin de rappeler que cette préoccupation du peuple qui travaille, qui n'a pas sa part au soleil, et qui est oublié par le régime bourgeois, est celle de tous les grands esprits d'alors; qu'elle revient à chaque instant dans l'œuvre littéraire du poète ; qu'il y voit dans le présent (comme d'ailleurs on commençait à le comprendre) la pensée dominante d'un gouvernement moderne. Il faut ajouter que Victor Hugo n'accepte pas pour cela les doctrines et les passions socialistes qui se font jour de tous côtés. Au contraire, il les voit grandir avec une certaine inquiétude. Il recommande « le dédain des populaces, et l'amour du peuple ». Il éprouve le besoin de « ménager dans le pouvoir, tout en lui résistant au besoin, le point d'appui, divin selon les uns, humain selon les autres, mystérieux et salutaire selon tous, sans lequel toute société chancelle ». Une ou deux années après, il est plus explicite dans les conclusions du *Rhin*. Il parle d' « un peu de défiance mêlée à la sympathie des hommes sages pour les classes souffrantes ». Il a conçu les réformes politiques et sociales par une royauté ouverte au progrès; et il entend gronder la marée montante d'une Révolution nouvelle.

Telles sont les incertitudes de ce puissant esprit devant les résolutions à prendre au sujet des choses publiques

auxquelles il se consacre. Ces incertitudes restent les mêmes quand enfin il a la tribune de la Chambre des pairs; et il est visible qu'elles l'empêchent d'y prendre un rôle. Pourtant, le moment est décisif. Le régime de 1830 craque de toutes parts. La Révolution du mépris va éclater. Entre les masses profondes du peuple et ce qu'on appelle « le pays légal », l'antagonisme s'aggrave de jour en jour. L'entêtement et la morgue de M. Guizot, l'étroite obstination du vieux roi, l'aveuglement des majorités du suffrage restreint, rendent cet antagonisme mortel. La nation étouffe sous une politique sans grandeur, sans fierté, sans principe, sans racines dans le passé, sans vue sur l'avenir, dont une honteuse corruption traduit les vices en scandales. Au souffle qui passe sur les foules, tout le groupe des grands esprits qui sont l'honneur du mouvement intellectuel de 1830, Michelet, Quinet, George Sand, Lamennais, sentent frémir en eux le génie de la Révolution. Lamartine est le premier de tous. Admirable d'inspiration nationale et de clairvoyance politique, c'est lui qui fait retentir à la tribune la voix de la France. Certes, si un homme semblait destiné à lui disputer ce grand rôle, c'est celui qui, dès 1834, montrait le large courant de la démocratie emportant le pont de bateaux, sans attache avec le sol, substitué par l'expédient orléaniste au pont de pierre de la vieille royauté. Mais, au moment où le mouvement se prononce, il y a entre Victor Hugo et l'esprit public l'épaisseur du Luxembourg et des Tuileries. De là ce fait singulier, qu'ayant enfin la tribune qu'il a désirée si longtemps, il n'y prononce aucune parole décisive, il n'y

exerce aucune action et ne joue, à la Chambre des pairs, qu'un rôle relativement effacé.

Il faut dire que la Chambre des pairs lui était peu sympathique. Par le caractère de sa gloire, par le tour de ses idées, par le relief de son langage, Victor Hugo devait heurter et blesser au premier abord tous les milieux parlementaires, celui-là plus qu'aucun autre. On imagine de quel œil tous les retraités de la Haute Chambre pouvaient regarder l'orageux poète de *Hernani*. La forme que revêtait sa pensée n'était point faite pour les rassurer. Les parlements aiment les gens qui parlent la langue de tout le monde. Ceux d'alors admettaient plus volontiers que nos contemporains une certaine grandiloquence oratoire, mais à condition qu'elle fût du style reçu. Rien ne pouvait mieux effaroucher un tel auditoire que cette originalité presque provocante; ces chocs brusques et retentissants de mots aux couleurs éclatantes; ces symétries ou ces heurts d'idées à l'aspect étrangement romantique. Ajoutez à cela la hauteur d'attitude familière à ce front olympien, et une solennité de débit alors aggravée, sans doute, par cette timidité des premiers discours qui, en essayant de se maîtriser, prend si aisément l'apparence de la roideur. On comprend sans peine que, sauf une seule peut-être, les rares apparitions du poète à la tribune de la Chambre des pairs aient été très froidement accueillies.

Il y a pourtant là des choses superbes; une des plus frappantes à mon sens est un discours ou plutôt un ensemble de deux discours prononcés sur les travaux publics. Victor Hugo voulait-il, comme Lamartine, s'essayer à l'élo-

quence des questions pratiques qui semblait alors nécessaire pour lester un homme d'État? Je l'ignore : en tout cas, ce qu'il apporta à la tribune, c'était beaucoup moins un discours d'affaires qu'une admirable marine. Il s'agissait de la défense des côtes normandes que le poète connaissait si bien. Dans une langue très simple, il évoque magnifiquement l'image de l'Océan assiégeant de son assaut perpétuel nos falaises et nos grèves. Tout y est : la terrible force des vents et des eaux, les ruines formidables dont les flots sèment leur domaine, les lentes et fatales transformations cosmiques que leur puissance élabore irrésistiblement, les luttes de la science contre les armées innombrables et éternelles des vagues. On retrouve là, tout entier, le poète qui a le mieux compris et rendu l'Océan; le futur auteur des *Travailleurs de la mer*. Ces pages superbes ennuyèrent fort la noble Assemblée. Peu s'en fallut la première fois que le président, au bout de dix minutes, ne retirât la parole à Victor Hugo qui, au gré de cet important personnage, « sortait de la question » et « perdait le temps de la Chambre ».

Les trois discours politiques que le poète prononça à la Chambre des pairs se ressentent de la situation que j'ai définie. Il était réduit aux sujets sur lesquels son large esprit de progrès populaire pouvait s'exprimer sans tourner en aggression contre le régime de 1830. Il parla sur trois questions : l'écrasement de la Pologne, l'abrogation des lois d'exil qui frappaient les Bonaparte, et les premiers actes de Pie IX, qui offrait alors au monde le spectacle inattendu d'un pape réconcilié avec les libertés modernes.

Le discours sur la Pologne, son début à la Chambre des pairs, si l'on met à part de courtes observations sur les marques de fabriques, fut accueilli avec une froideur glaciale. Il est vrai qu'il fut le moins bon. Les ardentes sympathies que la France a vouées à la généreuse nation slave ont toujours été paralysées par la difficulté d'exercer une action effective si loin de nos frontières. Il y a eu presque toujours, dans les reproches adressés à l'inaction des gouvernements français, une contradiction évidente entre l'énergie des sentiments et le caractère illusoire des solutions. Il ne semble pas d'ailleurs que Victor Hugo ait retrouvé là les cris de passion si puissants que lui avait déjà maintes fois inspirés et que devait lui inspirer encore la cause des nations écrasées; peut-être parce que, pour son début, il ne voulait prononcer aucune parole violente. En tout cas, privé à la fois de ces deux éléments, une conclusion nette et la pleine et pathétique énergie de son indignation, l'orateur était deux fois gêné. Le discours fut un échec marqué.

Le discours pour la rentrée des Bonaparte eut, au contraire, un réel succès; il est d'ailleurs très beau de forme et de mouvement. L'expérience semble avoir mal justifié la pensée politique qui l'inspirait. C'est dans ce discours que Victor Hugo a dit des princes « que l'exil en faisait des prétendants et que l'air de la patrie en ferait des citoyens ». Les faits n'ont confirmé cette opinion, ni en 1851, ni en 1871. Par une frappante antithèse de la destinée, moins de cinq ans après, un prétendant de la famille à laquelle Victor Hugo rouvrait les portes

de la France devait le remercier en l'exilant. Cette réponse de l'histoire à la généreuse erreur du poète rend deux fois odieux le crime du prince.

Il faut d'ailleurs le dire : il y a, dans ce discours, quelques mots significatifs adressés à l'aveuglement et à la corruption de la monarchie de Juillet. Le danger, disait l'orateur, n'est pas du côté des prétendants ; il est ailleurs. Et il ajoutait : « Tournez vos regards, non du côté des princes, mais du côté des masses, du côté des classes nombreuses et laborieuses où il y a tant de courage, tant d'intelligence, tant de patriotisme, où il y a tant de germes utiles, et en même temps, je le dis avec douleur, tant de ferments redoutables. C'est au gouvernement que j'adresse cet avertissement austère. Il ne faut pas que le peuple souffre ! Il ne faut pas que le peuple ait faim ! »

Et quelques minutes avant, il avait dit plus sévèrement :

« Quant à moi, en voyant les consciences qui se dégradent, l'argent qui règne, la corruption qui s'étend, les positions les plus hautes envahies par les passions les plus basses ; en voyant les misères du temps présent, je songe aux grandes choses du temps passé, et je suis par moment tenté de dire à la Chambre, à la presse, à la France entière : Tenez, parlons un peu de l'empereur, cela nous fera du bien. »

Le discours sur Pie IX a soulevé plus d'orages.

On sait combien les débuts du pape permettaient peu de prévoir le *Syllabus*.

Au sortir du long pontificat de Grégoire XVI, qui avait représenté l'absolutisme du moyen âge sous sa

forme la plus entêtée et la plus obscure, l'Europe vit soudain un pape qui prêtait aux idées de liberté et de patrie le prestige de la plus vénérée des traditions, la puissance des plus hautes autorités morales, l'influence de la plus disciplinée des hiérarchies et les émotions du plus savant des mysticismes. Tout ce qui avait jusque-là fourni des ressources et donné des armes à l'esprit du passé semblait jeté aux aspirations de l'avenir. Toutes les nations tressaillirent à ce spectacle stupéfiant; il s'éleva de toutes parts une longue acclamation d'enthousiasme.

Il est aisé de deviner l'impression produite sur Victor Hugo, alors attaché au beau rêve d'une sorte de Révolution politique, sociale et nationale, opérée pacifiquement par les pouvoirs monarchiques. L'œuvre que Pie IX accomplissait était précisément celle à laquelle Victor Hugo liait toutes ses idées d'avenir dans les choses publiques. Écoutez en quels termes il s'empare de ce grand exemple :

« Cet homme qui tient dans ses mains les clefs de la pensée de tant d'hommes, il pouvait fermer les intelligences, il les a ouvertes... Ces principes éternels que rien n'a pu arrêter et que rien ne pourra détruire, *qui ont fait notre Révolution et qui lui ont survécu*, ces principes de droit, d'égalité, de progrès qui, il y a cinquante ans, étaient apparus au monde, grands sans doute, mais farouches, formidables et terribles sous le bonnet rouge, Pie IX les a transfigurés, il vient de les montrer rayonnants de mansuétude, doux et vénérables sous la tiare!... *Pie IX enseigne la route bonne et sûre aux rois, aux peuples, aux hommes d'État, aux philosophes, à tous...*

Il est venu, *révolutionnaire rassurant,* faire voir aux nations, à la fois éblouies et effrayées par les événements tragiques, les conquêtes, les prodiges militaires et les guerres de géant qui ont rempli la fin du dernier siècle et le commencement de celui-ci ; il est venu, dis-je, faire voir aux nations que pour féconder le sillon où germe l'avenir des peuples libres, il n'est pas nécessaire de verser le sang, il suffit de répandre les idées ! »

Ce magnifique langage n'échauffa point la Chambre des pairs. Elle appréciait fort, assurément, un pape libéral qui pouvait atténuer certains antagonismes avec une monarchie bourgeoise ; mais elle ne tenait pas à s'engager dans la route que, d'après Victor Hugo, Pie IX enseignait aux rois, aux hommes d'État et aux peuples. Là où l'on se fâcha tout à fait, ce fut quand Victor Hugo ajouta que « Rome allait peut-être enfanter l'unité de l'Italie... » Que « ce mot magique, l'Italie », allait, grâce au pape, « redevenir non seulement le résumé d'une grande histoire morte, mais le symbole d'un grand peuple vivant » ; et que la France devait aider de toutes ses forces à ce résultat désirable. Devant ces idées de bouleversement, l'Assemblée conservatrice se sentit exaspérée. Les derniers mots de l'orateur furent couverts par un tumulte de violentes protestations.

Il faut insister sur ce discours ; celui qui traduit le plus exactement la pensée politique de Victor Hugo à cette époque. En réalité, comme tous les grands esprits ses contemporains, il avait compris depuis 1830 que l'Europe moderne devait continuer la Révolution ; la continuer par l'af-

franchissement des patries opprimées, par l'expansion des libertés politiques, surtout par les réformes sociales. Seulement il estimait cette œuvre possible par les pouvoirs du passé assez éclairés pour préparer l'avenir. De même que Lamennais l'avait attendue de la papauté dix-sept ans plus tôt, de même que, dix ans avant, Lamartine l'indiquait à la monarchie de Juillet comme sa véritable mission, il l'espérait encore, lui, probablement d'une régence, où son rôle paraissait désigné. Il vivait dans cette étrange illusion où nous le verrons s'attarder jusqu'en 1849, d'accomplir le progrès démocratique avec les éléments de la monarchie. Tel était le degré auquel les hommes avec lesquels il était entré en relation l'empêchèrent de suivre les conséquences des idées restées entières au fond de son génie, qu'il s'obstinait à chercher dans les chefs de la réaction, des « révolutionnaires rassurants » et à compter que les éternels ennemis de tout progrès auraient l'obligeance de « féconder le sillon où germe l'avenir des peuples libres ».

La date du discours a un intérêt. Treize janvier 1848. Trois semaines avant la Révolution.

V

La France n'avait pas de telles illusions. Le 24 février, elle proclamait la République.

On a répété : « C'était une surprise; la France n'était pas républicaine; elle a fait une révolution sans le vouloir;

elle n'y était pas préparée, et elle allait le regretter. » Tout cela peut être vrai. Tout cela ne rend que plus probante la signification du mouvement qui se produisit. Aucune occasion pour un conflit, aucun attentat : le vieux roi, profitant de l'expérience de 1830, s'était appliqué, en procédurier rompu au métier, à ne point laisser de prise à l'esprit révolutionnaire. Nulle mesure de réaction violente ; la tribune libre, la presse libre ; les choses suivant leur cours régulier ; l'interdiction des banquets, qui eut de tels contre-coups, ne fut qu'un de ces abus qu'en temps ordinaires les gouvernements français, quels qu'ils soient, se permettent couramment. Rien qu'un esprit général de recul ; on ne sait quoi d'étroit et de bas prétendant immobiliser la France ; une résistance obstinée à l'avenir, résistance sans grandeur, qui n'avait ni un drapeau, ni une idée ; les moisissures de corruption qu'une loi naturelle fait végéter à la surface de toutes les politiques stagnantes ; une antipathie profonde entre la pensée nationale et le régime bourgeois, s'aggravant sous le couvert d'une fiction légale ; et cela a suffi pour qu'un incident, par lui-même secondaire, fît crouler un gouvernement qui n'avait plus d'attaches dans le sol. Grave leçon pour ceux qui croient qu'on fait vivre un régime en continuant le train ordinaire des choses, et qu'il n'est pas plus téméraire de braver le dégoût que la haine ! La Révolution renversait toutes les prévisions et toutes les idées de Victor Hugo. Il ne pouvait s'y résigner. Lui qui voyait dans la République l'avenir, il était convaincu que la République se trompait d'heure et gâtait tout. Surpris par ce mouvement popu-

laire, il n'hésita pas : il descendit dans la rue pour essayer de l'arrêter. Il courut place de la Bastille dire aux révoltés : « Mais, vous vous trompez! ce qu'il faut, ce n'est pas la république, c'est la régence! » Son journal, *l'Événement*, racontait ce fait quelques mois après; lui-même un peu plus tard le rappelait à la tribune. « Je n'ai prêté, disait-il, qu'un serment; mon serment de pair de France, et je l'ai tenu! »

En effet, on essayait cet expédient : la régence d'une princesse jadis populaire. Elle-même, avec toute l'énergie de la passion, affrontait la tempête, allait avec ses enfants à la Chambre, et s'accrochait désespérément aux dernières chances de salut. Pendant que Victor Hugo haranguait pour elle les ouvriers au faubourg Saint-Antoine, il fallait l'arracher de la salle, déjà envahie, où elle tentait cette dernière espérance. On a dit que Lamartine avait prononcé les paroles décisives contre cette dernière solution. Lamartine vit juste; mais il ne fit que constater un fait. La régence était emportée par le courant populaire avec la royauté.

Victor Hugo resta le lendemain ce qu'il était la veille. Il l'a du reste déclaré lui-même très nettement et cela en 1875, alors qu'il était la gloire du parti radical. Il écrivait dans la préface du recueil intitulé : « *Avant l'exil :* »

« En 1848, son parti... (Victor Hugo parle de lui-même à la troisième personne) n'était pas pris sur la forme sociale définitive. Chose singulière, on pourrait presque dire qu'à cette époque la liberté lui masqua la République. » Encore à ce moment, après l'exil, après la Com-

mune, l'impression qu'il ressentit alors est restée si vive qu'il ajoute : « En 1848, il y eut presque un dix-huit Fructidor », et enfin il conclut :

« Après Juin 1848, il attendait; mais après Juin 1849, il n'attendit plus.

« L'éclair qui jaillit de ce mouvement lui entra dans l'esprit. Ce genre d'éclair, lorsqu'il a brillé, ne s'efface pas. Un éclair qui frappe, c'est la lumière du vrai dans la conscience.

« En 1849, cette clarté définitive se fit en lui. »

Rien de plus exact : Le milieu où il avait vécu, depuis 1840, le retint encore quatorze mois. Il faut ajouter que sentant pour l'idée républicaine une sympathie vieille de dix-huit ans, et croyant seulement sa réalisation hâtive, il garda, dans cette opinion, une franchise bien rare à ce moment. C'était la saison de la mascarade républicaine la plus éhontée de notre histoire. Chevaliers de l'ancien régime, serviteurs bourgeois du régime bâtard de Juillet, complices futurs du futur césarisme, fanatiques dévôts de l'absolutisme catholique, tous criaient à qui mieux mieux : « Vive la République ! » Les hommes qui ont eu depuis un rôle dans toutes les réactions prononçaient des discours incendiaires dans les clubs les plus violents. C'était à qui renierait, à force d'injures, la monarchie tombée. Victor Hugo eut une attitude toute différente. Jusqu'aux élections, il garda une réserve absolue. Quand on consulta pour la première fois le suffrage universel, il accepta une candidature. Sa première lettre d'acceptation (20 mars 1848), ne contient même pas le mot de

République. Il renvoya les électeurs à ses œuvres et à ses discours de pair de France, dont il donnait la liste. « Tout cela, ajoutait-il, est livré à tous, je n'ai rien à y retrancher; *rien à y ajouter.* » Il est vrai qu'un peu après, convié à célébrer la plantation d'un arbre de la Liberté place des Vosges, il termine en disant : « Vive la liberté universelle! Vive la République universelle! » — Mais il a soin de définir sa pensée. Dans sa profession de foi pour les élections complémentaires (la première fois il a approché du succès sans l'obtenir), il fait le parallèle fameux qu'il y a lieu de reproduire ici :

« Deux républiques sont possibles : l'une abattra le drapeau tricolore sous le drapeau rouge; fera des gros sous avec la colonne; jettera bas la statue de Napoléon, et dressera la statue de Marat; détruira l'Institut, l'École polytechnique et la Légion d'honneur; ajoutera à l'auguste devise : Liberté, Égalité, Fraternité, l'option sinistre : « ou la mort »; fera banqueroute, ruinera les riches sans enrichir les pauvres; anéantira le crédit, qui est la fortune de tous, et le travail qui est le pain de chacun; abolira la propriété et la famille; promènera des têtes sur des piques; remplira les prisons par le soupçon et les videra par le massacre; mettra l'Europe en feu et la civilisation en cendres; fera de la France la patrie des ténèbres, égorgera la liberté, étouffera les arts, décapitera la pensée, niera Dieu, remettra en mouvement ces deux machines fatales qui ne vont pas l'une sans l'autre, la planche aux assignats et la bascule de la guillotine; en un mot fera froidement ce que les hommes de 93

ont fait ardemment, et après l'horrible dans le grand que nos pères ont vu, nous montrera le hideux dans le petit.

« L'autre sera la sainte communion de tous les Français dans le présent, et de tous les peuples un jour dans le principe démocratique; fondera, dans une liberté sans usurpations et sans violences, une égalité qui admettra la croissance naturelle de chacun, une fraternité, non de moines dans un couvent, mais d'hommes libres; donnera à tous l'enseignement, comme le soleil donne la lumière, gratuitement; introduira la clémence dans la loi pénale et la conciliation dans la loi civile; multipliera les chemins de fer, reboisera une partie du territoire, en défrichera une autre, décuplera la valeur du sol; partira de ce principe qu'il faut que tout homme commence par le travail et finisse par la propriété; assurera en conséquence la propriété comme la représentation du travail accompli et le travail comme l'élément de la propriété future; respectera l'héritage qui n'est autre chose que la main du père tendue aux enfants à travers le mur du tombeau; combinera pacifiquement, pour résoudre le grand problème du bien-être universel, les accroissements continus de l'industrie, de la science, de l'art et de la pensée; poursuivra sans quitter la terre pourtant, et sans s'écarter du possible et du vrai, la réalisation sereine de tous les grands rêves des sages; bâtira le pouvoir sur les même bases que la liberté, c'est-à-dire sur le droit; subordonnera la force à l'intelligence, dissoudra l'émeute et la guerre, ces deux formes de la barbarie; fera de l'art la loi des citoyens, et de la paix la loi des nations; vivra et rayonnera; grandira la

France, conquerra le monde; sera en un mot le majestueux embrassement du genre humain sous le regard de Dieu satisfait.

« De ces deux républiques, celle-ci s'appelle la Civilisation, celle-là s'appelle la Terreur. Je suis prêt à dévouer ma vie pour établir l'une et empêcher l'autre. »

Le morceau est superbe, et le programme de réformes tracé dans la seconde partie est, pour l'idée comme pour la forme, d'une merveilleuse ampleur. Mais on peut trouver que le tableau présenté comme le portrait de la république « rouge » manque de bienveillance; pour l'auteur, évidemment, « le péril est à gauche ». Pas un mot de blâme au régime tombé; la crainte violente d'un nouveau 93, voilà ce qui caractérise ce manifeste. Aussi, quand Victor Hugo eut peu après à l'expliquer dans une importante réunion (séance des cinq associations), l'objection que tout le monde lui fit fut celle-ci : « Vous signalez les dangers de l'anarchie, mais vous ne dites rien des dangers de la réaction... Vous nous parlez de Blanqui, mais vous ne nous parlez pas de Louis-Philippe. » — Et là, encore, le poète se maintint très fermement : blâmant énergiquement la loi d'exil contre la famille d'Orléans; refusant d'attaquer « les vaincus », — ne semblant pas soupçonner que les partisans du trône renversé pussent manquer de sincérité dans leur zèle nouveau pour la République.

Il faut bien le dire, cette République, il ne croyait pas qu'elle pût durer, et il redoutait qu'elle ne vécût que pour faire une effrayante besogne. Acquis de vieille date aux idées les plus largement démocratiques, aux plus

énergiques aspirations de progrès social, il conservait une crainte véhémente : celle des violences que la légende de 93 associait au nom de la République; celle de certains systèmes socialistes, tendant à faire de la société un vaste couvent. A cet égard, surtout, son aversion contre certaines tendances d'alors reparaît à chacun de ses manifestes. Il faut reconnaître que nombre de doctrines, formulées alors, semblaient, en effet, vouloir ramener l'humanité au monastère. Victor Hugo avait une conception des réformes sociales hostile à la plupart des formules socialistes en vogue à ce moment, et qui lui faisait répudier le nom du socialisme lui-même. Il conservait, avec une pensée très résolument populaire, ses craintes, ses relations, ses sympathies personnelles de pair de France, jusqu'à croire visiblement que contre les esprits exaltés, le bon travail des réformes démocratiques serait accompli par les conservateurs.

C'est ainsi qu'il fut nommé membre de l'Assemblée nationale aux élections complémentaires du 4 juin, sur une liste modérée, en compagnie de Changarnier et de Thiers.

Il faut rappeler ici l'histoire des premiers mois de la République.

VI

J'ai essayé de montrer, dès 1830, les deux éléments qui composaient l'état-major du parti porté au pouvoir par les journées de Février : d'un côté, les hommes qu'on pourrait appeler les doctrinaires de la démocratie; les politiques de profession qui continuaient les libéraux de 1829 avec plus d'audace, avec plus de passion pour l'idéal de la Révolution, mais sans plus de largeur dans les idées; d'autre part, le groupe de grands esprits qui avaient représenté avec le plus d'éclat, dans la magnifique explosion de 1830, la pensée du siècle en littérature, en histoire, en philosophie, et que le mouvement de leur temps avait amenés à la cause du peuple.

Si Carrel avait vécu en 1848, il est probable que l'influence des premiers aurait, sinon dominé sans partage, au moins eu beaucoup plus de force dans le gouvernement provisoire. Deux faits semblent avoir exercé une action déterminante sur le caractère de ce gouvernement : la disparition de Carrel, et la fortune politique de Lamartine.

On sait quel rôle éclatant il avait joué dans la seconde moitié du règne de Louis-Philippe. Ce fut une des plus heureuses surprises de l'histoire que celle qui donna comme chef à la démocratie le poète royaliste de la Restauration. Le grand savant allemand, Humboldt, avait

prononcé sur lui, dès les débuts de sa carrière parlementaire, un mot bien frappant et bien prophétique :

« Lamartine, disait-il, est une comète dont on n'a pas encore calculé l'orbite. » Nulle comparaison, à mon sens, ne rend mieux la façon dont cet astre d'un superbe essor envolé à travers les espaces célestes était venu, du fond des systèmes planétaires les plus éloignés, apporter à la cause de la Révolution sa couronne de rayons et sa sereine traînée de lumière.

On aurait pu douter que le rôle d'homme d'État fût dans la vocation de ce grand esprit, qui semblait avoir pour les notions précises et exactes un dédain transcendant. Eh bien! Lamartine a prouvé que l'inspiration poétique, élevée à un certain degré, pouvait donner, dans les choses politiques, une netteté et une justesse de vue refusées à des caractères en apparence beaucoup plus pratiques. Depuis son entrée à la Chambre, jusqu'à l'heure où il descendit du pouvoir, Lamartine fut comme illuminé d'un don de clairvoyance qui lui permit d'éclairer, non seulement les situations les plus obscures, mais encore quelques-uns des problèmes politiques les plus ardus. Il ressentit, il pressentit, il dégagea l'idée de son temps; il fut, en face de l'expédient bourgeois de 1830, la pensée et la voix de la France. Chose étrange, pour qui se rappelle ses incertitudes, son dégoût des choses publiques à la veille de 1830, et plus tard, après sa chute, son retour en arrière, et les actes de pénitence par lesquels il a presque renié une large part de ses plus beaux titres de gloire! Sa carrière politique, isolée dans sa vie, fut celle d'un génie

ouvert à tous les grands problèmes de ce temps et qui, pendant quelques années, vibra à l'inspiration démocratique de l'esprit national, comme il avait vibré aux premières émotions littéraires du siècle.

Ce fut une circonstance décisive, qu'il fût en même temps à l'Hôtel de Ville le véritable chef du gouvernement et le représentant du parti modéré. Deux hommes de nature toute différente complétaient le caractère du pouvoir sorti des barricades. Ledru-Rollin, infiniment plus dégagé de l'esprit bourgeois, infiniment plus hardi que les politiques du *National,* plus libre d'allures, plus populaire de tempérament; Louis Blanc, qui s'était consacré, dès la première heure, aux idées les plus audacieuses de rénovation sociale. Ainsi, un poète, un révolutionnaire, un socialiste, tels furent les trois principaux auteurs de l'œuvre accomplie ou indiquée.

Il est facile de deviner ce qui se serait produit dans le gouvernement provisoire si des politiques de l'école de Carrel, des hommes de résistance et de prudence bourgeoise y avaient joué un rôle dominant. Ils seraient bien vite entrés en conflit aigu avec leur collègue socialiste et leur collègue radical, dont ils auraient complètement annulé l'action, comme ils les ont tous deux poursuivis de leur hostilité, aussitôt que l'Assemblée nationale fut réunie. Ils auraient très probablement ajourné à la réunion de cette Assemblée les réformes qu'elle n'aurait d'ailleurs accomplies qu'à moitié, ou les mesures qu'ils auraient prises auraient eu ce caractère timide, incomplet, transactionnel, qui a marqué toutes les œuvres de leur école. Enfin,

assaillis par ces restes d'agitation qui suivent les révolutions, ils se seraient sans nul doute défendus, non par des paroles éloquentes, mais par des actes de répression et des diminutions de liberté analogues à ce qu'on vit quelques mois après.

Mais les hommes qui auraient pu faire aisément une telle politique avec la majorité du gouvernement tel qu'il était formé, surtout Marie et Garnier-Pagès, qui représentaient l'élément actif du modérantisme, étaient paralysés dans une large mesure par la supériorité de situation de leur illustre collègue.

Lamartine prit une attitude toute différente. Son génie de poète était exempt des timidités étroites, et ouvert à la nécessité des grandes mesures qui doivent marquer une révolution. Le poète du faubourg Saint-Germain garda jusqu'au bout un sentiment résolu de solidarité avec son collègue radical. Quand, plus tard, les modérés voulurent exclure Ledru-Rollin de la Commission exécutive, Lamartine s'attira leur rancune en s'y opposant énergiquement.

Si l'entente fut plus difficile avec Louis Blanc, on peut croire que Lamartine ne contribua pas médiocrement à lui faire accorder la part qui lui fut donnée, non pour la réalisation, mais pour l'étude des réformes sociales. Et quand, quelques mois après, le parti du *National*, s'acharnant sur Louis Blanc, demanda à deux reprises sa mise en accusation, Lamartine la refusa deux fois. En résumé, quels qu'aient été successivement les querelles, les soupçons, les antagonismes du moment, nous pouvons dire, nous qui voyons les choses avec le recul de l'histoire, que les divi-

sions, inévitables entre les éléments très différents de la démocratie républicaine, furent certainement atténuées dans la mesure du possible par l'élévation de caractère et la largeur d'esprit de Lamartine.

Il accepta la Révolution avec ses nécessités populaires; en même temps qu'il les couvrait devant les classes dites « dirigeantes » et devant l'Europe monarchique de sa grande situation et de son grand nom.

Rarement gouvernement fut assailli par plus de difficultés à la fois. Les tempêtes des révolutions ne s'apaisent pas d'un coup ; le peuple, une fois arraché à son équilibre ordinaire, reste, comme la mer après l'orage, secoué d'une grosse houle, où se soulèvent de loin en loin d'énormes vagues qui sont comme l'arrière-garde de la tourmente. Les méfiances réciproques, les espérances surexcitées par l'imprévu des bouleversements politiques, les alarmes sans motif, les malveillances favorisées par le désordre multiplient, à la suite du combat, des alertes d'où le moindre hasard ou la moindre faute peut faire jaillir une guerre civile. On imagine, devant les insurrections possibles, la situation d'un pouvoir qui n'a lui-même d'autre titre qu'une insurrection victorieuse, qui n'a plus de forces organisées dans les mains, et qui ne peut guère compter sur les services publics formés par le régime déchu. Ajoutez à cela les périls d'une république proclamée, acclamée presque par surprise dans un mouvement national de colère, et placée entre deux dangers absolument contraires. D'un côté, une bourgeoisie et des populations rurales pour lesquelles le nom de la République avait été jusque-là un

épouvantail, et qui voyaient tourbillonner autour de lui, au-dessus d'un sol bouleversé par d'effroyables cataclysmes, tous les fantômes des légendes royalistes répandues sur la Terreur de 93 ; de l'autre, des masses ouvrières chez lesquelles l'idée nécessaire du socialisme s'était présentée d'autant plus facilement pendant le régime de Juillet, sous forme de systèmes absolus et aventureux, qu'on en était encore, sous ce rapport, à l'inexpérience du début, que l'esprit du temps comportait en toutes choses une sorte d'exaltation poétique, et enfin que les doctrines revêtent presque forcément un caractère chimérique, quand propagées dans des foules souffrantes, sous un régime de compression, où elles ne peuvent pas espérer de réalisation régulière, elles ont la poussée de l'irritation populaire, et ne sont point contenues par la perspective d'une application pratique.

Il semblait presque impossible d'éviter un conflit entre les espérances illimitées éveillées d'un côté et les craintes furieuses qui se cachaient de l'autre. Une panique économique, peut-être sans précédents, mettait le comble au caractère tragique de la situation. Quand de terribles crises s'étaient produites en France auparavant, soit sous la Révolution, soit lors des invasions de 1814 et de 1815, soit même en 1830, la grande industrie et le crédit moderne ou n'existaient pas encore, ou n'avaient qu'un rôle restreint dans la vie nationale. Quand depuis, et notamment dans les horreurs de l'Année terrible, des crises aussi graves se produisirent, la nation avait pris des habitudes de sang-froid qui préservèrent, dans la mesure du possible, la fortune

du pays. En 1848, il y eut comme un sauve-qui-peut industriel et financier; les affaires, qui avaient pris une importance énorme dans les dix-huit années antérieures, s'arrêtèrent net; on se demanda si tout allait crouler à la fois. La débâcle de la Bourse et le chômage des usines purent faire redouter une ruine universelle.

Au milieu de tous ces périls, le gouvernement de Février ne porta la main sur aucune des libertés illimitées qui s'étaient établies en fait le lendemain de la Révolution. La presse put faire contre lui une campagne d'odieuses diffamations; les clubs purent dans toute la France retentir des paroles les plus passionnées; aucune restriction ne fut même tentée contre les droits des journaux, des réunions ou des associations. Dans Paris, secoué par des alarmes continuelles, on ne vit pas seulement Caussidière faire, suivant un mot connu « de l'ordre avec du désordre », on vit Lamartine faire de l'ordre à force d'éloquence et opposer victorieusement à tous les soulèvements de la foule les inspirations du plus admirable lyrisme.

C'est ainsi qu'on évita les conflits sanglants dans les neuf ou dix semaines les plus difficiles, puisque c'étaient celles qui suivaient immédiatement la révolution et où aucun pouvoir régulier n'était encore constitué. Eh bien, ces neuf ou dix semaines furent parmi les plus fécondes de l'histoire pour la France, on peut dire pour l'Europe. Il suffirait de l'établissement du suffrage universel, qui devient graduellement le facteur principal de la politique dans le monde entier, pour donner au gouvernement provisoire un rôle éclatant. L'abolition de l'esclavage dans

les colonies, abolition due surtout à Victor Schoelcher, qu'on essayait de faire restreinte, graduelle, mitigée, et qui eût été dans ce cas révoquée à la première réaction, est, après l'établissement du suffrage universel, l'œuvre la plus importante du gouvernement provisoire. Mais combien d'autres mesures se sont jointes à celles-là! Suppression de la peine de mort en matière politique, suppression de l'odieuse exposition pénale, création de « comptoirs d'escomptes » et de magasins commerciaux, condamnations en principe de l'inamovibilité de la magistrature, etc., etc. Nous n'avons guère été habitués, dans notre pays, à voir aucun gouvernement, quel que soit son titre, accomplir en dix ans la moitié de ce que le gouvernement provisoire a fait en deux mois.

Il gardera surtout l'honneur d'avoir été l'initiateur, dans le monde moderne, en matière de réformes sociales. Il n'a pu réaliser que deux choses en cette matière : les lois de protection pour le travail des femmes et des enfants et la réglementation des heures de travail. Mais ce sont précisément les deux problèmes qui, quarante ans plus tard, préoccupent tous les gouvernements européens. Si l'on examine impartialement le rôle de ces conférences du Luxembourg où, sous la présidence de Louis Blanc et d'Albert, des réformes étaient préparées pour l'Assemblée future, il faut convenir que les esprits sont encore bien prévenus à ce sujet. A l'heure où les systèmes — je dirai presque les plus romanesques — étaient en faveur, ce qui s'est dégagé de ces conférences, ce sont précisément les idées que nous voyons entrer dans le domaine pratique un

demi-siècle plus tard. Frapper la féodalité financière, dans ses privilèges d'état; reprendre pour la communauté nationale avant tout les chemins de fer, comme l'ont fait à une date récente les gouvernements les plus divers, depuis l'empire allemand jusqu'aux démocraties australiennes; y ajouter les mines comme on le demande chaque jour; charger l'État d'organiser les assurances de toutes sortes; faire de la grande banque du pays une banque nationale (comme le mouvement des idées y porte les régimes les plus différents)... c'était retenir, du programme socialiste primitif, les parties auxquelles l'épreuve d'un demi-siècle a donné le plus de force. Pour l'industrie privée, les conférences du Luxembourg ont surtout recommandé le principe de l'association libre qui, depuis, a fait de tels progrès, hélas! surtout au dehors, et qui est aujourd'hui universellement accepté. On a fondé ainsi les premières associations coopératives, dont quelques-unes vivent encore. On a pratiqué enfin cette intervention, non pas forcée, mais acceptée librement, de l'État dans les conflits entre patrons et ouvriers, intervention que la théorie des économistes condamne absolument, mais que la force des choses a tant de fois imposée de nos jours.

Un caractère étonne, dans ces mesures improvisées par un gouvernement presque fortuit, dont le chef était un poète, dont le radical a eu dans l'histoire un jour d'éclat sans veille et sans lendemain, dont le socialiste a émis bien des idées contestables : c'est le caractère, je dirais presque définitif, de toutes ces mesures. Ordinairement, dans l'œuvre politique d'une époque, si féconde qu'elle soit, il

y a une part plus ou moins large qui n'a plus, trente ou quarante ans après, qu'une valeur archéologique, et que les générations suivantes ne s'expliquent que par l'état d'esprit d'une période antérieure. Des idées qui ont dicté les mesures que je viens de rappeler, les unes sont admises aujourd'hui universellement, les autres sont incontestablement en voie de progrès : la plupart ont été réalisées autour de nous, et les plus discutées gagnent dans les esprits.

Une politique extérieure d'un grand caractère avait été exposée par Lamartine, dans un manifeste adressé à l'Europe. C'est resté une question discutée et discutable de savoir si, à l'exemple de la République de 1792, la République de 1848 aurait dû laisser déborder au dehors les énergies militaires si longtemps comprimées de la nation française. On peut dire pour l'affirmative, qu'à une époque où tous les peuples se soulevaient au souffle de liberté qui venait de France, nos armées auraient aisément assuré l'affranchissement de tous nos voisins, et rendu impossible la réaction européenne qui, le 2 décembre, a reflué sur Paris. On peut alléguer, en sens contraire, l'horreur des guerres et le péril pour la République des pouvoirs conférés au militarisme. Quoi qu'il en soit, et sans prétendre trancher ici un problème sur lequel on ne peut décider que par des hypothèses d'autant plus incertaines qu'elles portent sur une époque déjà éloignée, on doit constater que la politique de paix conçue par Lamartine était haute et fière; qu'en s'interdisant d'intervenir dans les affaires des autres pays, la France exigeait, la main sur son épée, la

même abstention des autres puissances; et que si cette politique avait été continuée, l'écrasement des peuples révoltés par les réactions monarchiques autour de nous aurait été impossible.

On n'a pas encore rendu justice au gouvernement provisoire. L'avenir y verra, sans doute, un des plus grands gouvernements qui aient honoré la France. Il est curieux de voir comme un rayon de fausse renommée tombe encore sur de prétendus hommes d'État dont le rôle dans le mouvement de notre siècle n'aura été qu'un arrêt passager, et qui, ayant reçu des situations relativement faciles dans un pouvoir assis, ont ou compromis ou perdu les régimes qu'ils ont servis. Il semble pourtant que, si devant le bon sens, quelque chose peut être un signe indéniable de profonde médiocrité et de maladresse déplorable, c'est la nullité de l'œuvre accomplie devant l'avenir, et la préparation des catastrophes dans le présent. Le gouvernement provisoire a laissé plus d'institutions ou d'idées durables, après deux mois de pouvoir, que les autres après avoir pesé sur la nation pendant quinze ou vingt ans. Exposé à tous les périls d'une révolution et à tous les malheurs d'une crise, il a obtenu de la nation, en se retirant, une majorité réelle, une unanimité apparente pour une république fondée par une sorte de hasard. Si depuis, cette république a succombé à la suite de fautes qu'il avait évitées et que ses successeurs ont commises, au moins en tombant elle a laissé un tel souvenir que, tandis que jusque-là son nom avait été un épouvantail, il s'est retrouvé la plus grande force morale de France quand le despotisme

établi par un guet-apens a commencé à décliner. Peut-être la postérité tiendra-t-elle à glorifier les hommes politiques qui ont obtenu de tels résultats.

Il eût été conforme à toutes les vraisemblances qu'une assemblée où étaient réunies toutes les forces intellectuelles de la France, et qui par la valeur de ses membres restera parmi les plus éclatantes de l'histoire, qu'une Assemblée dont la grande majorité était animée d'une passion démocratique très sincère et dont les éléments réactionnaires eux-mêmes avaient dû prendre pour y entrer un masque républicain; il eût été conforme, dis-je, à toutes les vraisemblances qu'une telle Assemblée continuât, dans de plus vastes proportions, l'œuvre du gouvernement provisoire et rappelât, dans une certaine mesure, la magnifique fécondité réformatrice des Assemblées de la Révolution.

Ce fut tout le contraire qui se produisit. Aussitôt la représentation nationale réunie, les choses se modifièrent du tout au tout. On a peut-être trop peu remarqué ce changement de politique qui, ne tenant pas à un changement de parti, mais à un changement dans le caractère et le tour d'esprit des hommes dirigeants, ne devait pas être souligné par les querelles et les préjugés des opinions contraires. On peut dire qu'à part quelques grands discours, dont le plus marquant fut une lourde erreur, sur l'élection du président par le suffrage universel, la carrière politique de Lamartine finit avec le gouvernement provisoire. Ledru-Rollin se retrouva vite dans l'opposition; Louis Blanc fut tout de suite placé hors du pouvoir. L'influence fut ressaisie par l'école du *National*, on eut la monnaie d'Armand

Carrel. Bientôt, Marrast à la présidence de la Chambre; Cavaignac à la présidence du pouvoir exécutif, occupèrent les deux positions dominantes. Le lecteur n'a sans doute pas oublié les lignes significatives que leur maître écrivait en confidence à un ami au moment même où il soutenait une guerre désespérée contre le régime de Juillet : « Nous renverserons la monarchie, disait-il. Puis nous aurons une autre lutte à soutenir contre l'élément avancé. Nous devrions dès aujourd'hui rompre avec lui et tendre la main aux honnêtes gens du juste milieu, si ces honnêtes gens ne nous en voulaient pas. » C'est tout le programme de résistance à la fois bourgeoise et militaire qui allait se dérouler. Elle allait se marquer dans la composition du ministère, d'abord formé exclusivement de l'élément le plus modéré, auquel plus tard on associa le « juste milieu » orléaniste qui avait accepté la main tendue. M. Dufaure représenta le premier ce juste milieu dans le gouvernement de la République.

Le plus petit des défauts qu'on remarqua dans le nouvel esprit gouvernemental fut l'accaparement d'un grand nombre de situations par un groupe assez étroit, presque sorti des bureaux d'un seul journal, et affichant au monopole de la capacité politique la prétention que j'ai déjà indiquée plus haut, à propos d'Armand Carrel. Je n'aurais pas à relever ce fait, évidemment secondaire, s'il n'avait un rapport direct avec le sujet de cette étude et s'il n'avait donné lieu aux attaques les plus persistantes de la part du journal de Victor Hugo, qui publiait par morceaux quotidiens une liste des rédacteurs, employés ou amis

du *National* ayant obtenu des situations officielles. Tout ce qu'il y a à retenir de cette critique, c'est que le groupe du personnel dirigeant s'était singulièrement rétréci et que la majeure partie des forces vives de la démocratie se trouvait ainsi écartée. La justice oblige à reconnaître que le monde assez restreint qu'on attaquait à ce propos était profondément honnête, ardemment dévoué à la démocratie, parfaitement capable, et méritait aussi bien de gouverner que le fameux canapé des doctrinaires. Cependant il exposait la République à des mécontentements plus graves que ceux des ambitions auxquelles il barrait la route. Le pays n'aime pas à se sentir aux mains de ce qui a l'apparence d'une coterie.

Ce fut un malheur plus sérieux que ce groupe un peu accaparant se laissât aller à l'esprit de haine contre le reste du parti démocratique. On sait qu'il ne se contenta pas d'écarter du pouvoir les éléments les plus ardents : il chercha bien vite à les frapper par d'injustes accusations. L'Assemblée eut rapidement affaire à l'un de ces mouvements populaires dont les deux mois du gouvernement provisoire avaient été remplis, mais elle en fit sortir de tout autres conséquences. Quand on considère de sang-froid, et avec un recul de quarante-cinq ans, la journée du 15 Mai, on ne peut guère se méprendre sur sa véritable nature. Il y eut là un de ces soulèvements passagers et spontanés des masses, que rien ne peut diriger. Quand les foules sont mises en mouvement; quand des milliers d'hommes sont saisis dans un de ces profonds entraînements de quelques heures au milieu desquels personne n'a

même le moyen matériel de se faire entendre, où d'ailleurs toutes les influences restent impuissantes sur des esprits surexcités par l'électricité éparse dans l'atmosphère; quand chacun à la fois, pris dans une masse compacte qui va de l'avant, se sent poussé et ajoute lui-même, sans le vouloir, à la poussée qui pèse sur ceux qu'il a devant lui, il est aussi impossible d'arrêter l'impulsion populaire que les oscillations quotidiennes des flots. Des expériences renouvelées de ce phénomène nous ont permis de le mieux connaître. Il y a là moins des révoltes que des flots de masses populaires qui montent d'abord, puis se retirent. Les hommes de notre âge l'ont vu en 1870, au 31 octobre.

La journée du 15 Mai fut, on le sait, à l'origine, une manifestation pour la cause de la Pologne qui, sous Louis-Philippe, inspirait même dans le suffrage restreint des sympathies universelles. La révolution de Février avait eu son contre-coup sur la frontière de la Russie; la Pologne s'était soulevée, elle allait être écrasée une fois de plus. Il est certain qu'au début il ne s'agissait que d'une démonstration pacifique et que, même avec ce caractère, elle avait été jugée imprudente par nombre des plus ardents. Quand la manifestation fut arrivée jusqu'au Palais-Bourbon, il ne suffit pas de dire qu'on ne put plus l'arrêter; il faut ajouter qu'elle ne pouvait plus s'arrêter elle-même. La salle des séances fut envahie. Ce fut surtout un nommé Hubert, agent provocateur sous Louis-Philippe, qui ajouta à cette invasion des paroles insurrectionnelles. Quoi qu'il en soit, une grande partie de l'Assemblée, composée tant de la droite que du groupe du

National, se servit de cette triste journée pour accuser les socialistes et un peu les radicaux, qui avaient notoirement fait les derniers efforts pour arrêter le mouvement. L'intérêt évident de la République était d'apaiser les divisions et les méfiances réciproques du lendemain. Les passions en décidèrent autrement. On sait comment Louis Blanc, notamment, fut l'objet d'une demande de poursuites immédiates de la part du gouvernement, et quel réquisitoire Jules Favre prononça contre lui. La majorité ne voulut pas poursuivre Louis Blanc, mais Barbès était de nouveau en prison, mais Caussidière donnait sa démission : c'était la rupture avec les masses ouvrières.

Déjà cette rupture s'indiquait dès les premiers jours de l'Assemblée. Elle avait refusé à Louis Blanc la création d'un ministère du travail, spécialement chargé des questions sociales. Plus tard, le gouvernement sorti de l'Assemblée devait adopter pour ces questions capitales la plus étrange des fins de non recevoir. Il devait les renvoyer à l'Académie des sciences morales ! C'est sans doute la première fois qu'on ait vu un pouvoir public renvoyer à une Académie le soin de trancher les plus graves des problèmes contenus dans son mandat. Il suffit d'ailleurs de noter, en passant, qu'au point de vue politique comme au point de vue social, la page des réformes de l'Assemblée est restée à peu près blanche; on peut dire que rien ne fut ajouté à l'œuvre du gouvernement provisoire; sur quelques points même, on revint en arrière. Par exemple, la reconnaissance au droit du travail fut à moitié retirée au moyen d'une formule vague et la suppression de l'inamo-

vibilité de la magistrature fut réformée. L'esprit de timidité devant les vieilles organisations monarchistes avait repris le dessus.

La scission avec l'esprit populaire s'accentuait de jour en jour. Il n'est pas besoin de dire à quelle affreuse guerre civile elle aboutit.

Nous ne pouvons pas voir les tragiques journées de Juin du même œil que les contemporains qui avaient cru, sur le moment, la société sauvée d'une nouvelle invasion des Huns, et qui avaient ajouté foi aux terribles légendes démenties depuis. On sait quelle occasion provoqua ce grand conflit. Ce fut la brusque suppression des ateliers nationaux. Assurément, les ateliers nationaux furent un expédient déplorable. Avec l'impôt des quarante-cinq centimes, qui répondit à une nécessité, mais qui fut peut-être mal choisi, ils représentaient dans l'œuvre du gouvernement provisoire la part de l'école du *National*. L'une de ces mesures était signée Garnier-Pagès et l'autre Marie. Il n'est guère contestable que dans la façon dont les ateliers nationaux furent institués, la pensée de retirer au socialisme la majeure partie de ses forces en l'embrigadant eut une influence prépondérante. Il n'est que juste pourtant de reconnaître qu'il fallait faire quelque chose pour empêcher le peuple de mourir de faim. Ce qu'on fit fut mal fait. Le travail dérisoire auquel on occupait les ouvriers inoccupés prêtait à toutes les critiques et les laissait à moitié humiliés de gagner leur pain en promenant au Champ de Mars des brouettes inutiles. Mais si l'organisation des ateliers nationaux fut une faute, on peut dire

que leur brusque suppression fut un crime. Des milliers d'hommes allaient rentrer dans leurs foyers au plus fort de la crise qui arrêtait tous les travaux, sans espoir de gagner le pain du lendemain. On provoquait comme à plaisir toutes les exaspérations du désespoir à une époque où les idées d'égalité sociale et de vie assurée par le travail, longuement propagées sous Louis-Philippe à la faveur de l'irritation générale et surexcitées par la révolution de Février, menaçaient le plus l'état de choses existant et le repos public.

Une insurrection devait inévitablement éclater : il semble qu'on n'ait rien négligé pour l'étendre. Tout indique qu'on eût pu sans grands efforts comprimer les premiers soulèvements : on laissa le temps à la traînée de poudre de s'allumer d'un bout à l'autre. Le fait a été attesté par des témoins qui ne sont pas suspects : il fallait qu'il fût bien avéré, pour que Lamartine, si modéré, si ennemi des récriminations, l'ait dénoncé dans l'enquête ouverte quelque temps après avec la plus grande netteté. Au surplus, il fut à peu près avoué. Le général Cavaignac, chargé de la répression et sur qui l'accusation retombait, confessa qu'il avait laissé l'insurrection s'étendre plutôt que de risquer la défaillance d'un seul régiment, qui, d'après lui, aurait entaché l'honneur de l'armée : langage bizarre dans la bouche d'un homme qui déclarait sous Louis-Philippe qu'il n'aurait pas combattu une insurrection républicaine.

Il est naturel de croire qu'on a eu d'autres mobiles consciemment ou inconsciemment. C'est une vieille tactique que

de laisser les insurrections s'étendre, pour mieux écraser ensuite ce qu'on appelle l'esprit de désordre. Ce fut à Vienne, vers la même époque, la tactique du général Windischgraetz, et Thiers invoquait cet exemple pour expliquer comment, en mars 1871, il avait évacué Paris. Un mouvement de peu d'importance, vite réprimé, produit peu de conséquences politiques ; le vainqueur d'une guerre civile atroce peut tout demander à la société qu'il a sauvée.

En 1848, le général Cavaignac, personnage assez secondaire la veille, dut au développement de l'insurrection une dictature militaire et la présidence de la République. Assurément, il était incapable d'aggraver volontairement, à la pleine lumière de sa conscience, les dangers qui menaçaient le pays pour sa fortune particulière. Mais la nature humaine est ainsi faite, qu'avec les meilleures intentions du monde, et par l'action de ce que Pascal appelle « les pensées de derrière la tête », la plupart des hommes comprennent toujours plus mal les intérêts généraux quand ils sont opposés à leurs intérêts particuliers.

Ce n'est pas le lieu de raconter la guerre civile qui, pendant quelques jours, remplit Paris de ses épouvantables horreurs. Personne n'ignore combien la répression fut impitoyable. Ce ne fut pas assez du sang répandu dans le combat : il est malheureusement trop certain qu'un grand nombre de prisonniers furent massacrés dans la fureur de la victoire. Cinq mille malheureux, considérés comme moins coupables que ceux qu'on livrait à la justice, furent transportés sans jugement. Parmi les condamnés

se trouvait un nommé Lagarde, sur lequel il y avait une note de police ainsi conçue : « homme d'une probité incontestable, homme très paisible, instruit, généralement aimé, *et par cela même très dangereux pour la propagande.* » Cet exemple montre quel esprit régnait après le triomphe de l'ordre. Et l'on ne se contenta pas de frapper les révoltés, on frappa toutes les libertés du pays. L'état de siège fut établi, le cautionnement imposé aux journaux par une loi qui arracha à Lamennais ce cri terrible : « Silence aux pauvres ! » Les journaux qui purent payer restèrent soumis de longs mois à tous les caprices de l'arbitraire; le droit de réunion fut supprimé par l'obligation d'une autorisation préalable. En même temps, on essayait d'impliquer dans le soulèvement de Juin, et de proscrire, sous ce prétexte, les hommes les plus considérables du parti avancé. On dénonça Ledru-Rollin; on n'osa pas l'atteindre; mais on vota enfin des poursuites contre Louis Blanc dont l'exil date de cette époque.

On voit quelle sinistre application recevait le mot prophétique de Carrel : « Une fois la monarchie renversée, nous aurons une autre lutte à soutenir. » L'homme qui présidait à cette funeste politique n'était d'ailleurs qu'un disciple bien imparfait du grand journaliste. Carrel avait dans la main une plume vaillante comme son épée. Maintenant, c'était un sabre qui gouvernait. Le général Cavaignac, héritier du grand nom de son frère, ne fut au pouvoir qu'un soldat. La politique étroitement bourgeoise du *National* prit entre ses mains le caractère brutal et fermé du militarisme.

Au lendemain des journées de Juin, on avait tout à redouter pour l'avenir de la République. Elle avait décimé ses troupes les plus ardentes et engagé une lutte sans merci contre les idées qui étaient sa raison d'être. Ainsi le gouvernement se trouvait entre les classes réactionnaires, effrayées par son propre cri d'alarme, enhardies par l'affaiblissement de leurs adversaires, et les masses profondes et souffrantes du peuple exaspérées contre le régime qui aurait dû être le leur. Dès lors, le parti modéré qui détenait le pouvoir fut comme supprimé dans le pays : aux élections de l'année suivante, il allait en quelque sorte disparaître de l'Assemblée.

L'élection du 10 décembre le frappa tout d'abord. L'état d'exaspération où l'immense majorité de la nation se trouvait servit une équivoque mortelle pour la liberté et pour la France. Il y eut contre Cavaignac et les siens une coalition inconsciente, une coalition de fait entre les conservateurs impatients de s'abriter sous un nom monarchique, et les révolutionnaires poussés à jeter un nom populaire à la face des proscripteurs. La gloire de Napoléon couvrit cette contradiction grosse de désastres. Quand le peuple fut appelé à choisir son président, Louis-Napoléon réunit plus de cinq millions de suffrages. Cavaignac n'en avait qu'un million et demi.

VII

Comme on l'a vu, Victor Hugo, pendant toute la durée du gouvernement provisoire, se renferma dans une réserve absolue. Réserve d'autant plus significative qu'à ce moment tout le monde se jetait dans la mêlée. C'est le fait des révolutions de mettre toutes les têtes en l'air. Quiconque avait un nom voulait avoir un journal et faire parler quotidiennement ses idées ou ses passions sur les choses du jour. Victor Hugo attendit cinq longs mois qui valent par ce qui les remplit plus de cinq années ordinaires, pour créer l'*Événement*. On a vu que, jusqu'à la réunion de l'Assemblée, il resta à peu près muet; à tel point qu'en acceptant une candidature, il se bornait à renvoyer les électeurs à la collection de ses œuvres et de ses discours.

Quel mouvement se faisait dans ses idées, durant cette période? Il est difficile de le savoir. Cependant, on peut sans doute chercher, avec les restrictions que je vais indiquer tout à l'heure, dans les appréciations de l'*Événement*, un reflet de sa pensée sur le gouvernement provisoire. On le peut d'autant plus que l'*Événement* ne parut qu'après les journées de Juin, à une époque de réaction violente contre ce gouvernement; qu'il se rattachait, comme Victor Hugo, à un groupe politique fort conservateur, dont les membres, pour la plupart, profitaient du mouvement de réaction pour renier leurs déclarations républicaines du

premier moment; et qu'il lui fallait ainsi remonter le courant et contredire son parti, pour faire l'éloge des hommes de Février. Or, l'*Événement* n'a pas cessé de glorifier l'ancien chef du gouvernement provisoire, Lamartine, à l'heure même où il commençait à être abandonné de tous. « Lamartine, disait le journal, rentre dans sa demeure simple citoyen, sans titre, sans honneur... Il a la gloire : il ne cumule pas... Napoléon revenait d'Iéna, d'Austerlitz, de Marengo, de Wagram... Lamartine revient de la révolution de Février. » (23 octobre 1848.) Un tel éloge, dans le journal du poète qui avait célébré Napoléon avec tant d'enthousiasme, ne semble indiquer ni un refus de reconnaître le grand caractère du gouvernement provisoire, ni les sentiments étroits de rivalité jalouse, si obstinément prêtés à Victor Hugo par ses détracteurs. Ailleurs, il est vrai, des critiques se mêlent aux éloges (numéro du 4 septembre) : on reproche à Lamartine son « idéalisme ». Il semble impossible, pour quiconque a lu Victor Hugo, de croire que ce reproche ait été ou suggéré ou approuvé par lui. Il a presque mis une sorte d'affectation, depuis ses premières œuvres jusqu'aux dernières, à opposer l'idéalisme à la politique prétendue pratique. On lui attribuera difficilement d'avoir inspiré des phrases comme celle-ci : « Il reste tout un côté de la vie que M. Lamartine n'a pas saisi, qui est fermé à sa nature, et où, pour entrer, il faut des pieds et non des ailes. » Depuis les *Odes et Ballades* jusqu'à l'*Année terrible*, Hugo a toujours affiché le mépris de ceux qui considéraient comme un avantage de rester à terre.

Mais, quand le poète eut une tribune et un journal, le gouvernement provisoire avait disparu; l'Assemblée avait déjà accompli une partie de sa carrière. Victor Hugo fut élu trois semaines à peine avant les journées de Juin; l'*Événement* parut au mois d'août, plus de dix mois après la répression.

Rappelons d'abord le rôle du poète dans la guerre civile. Il faisait ses débuts à l'Assemblée sur les « ateliers nationaux », par un discours de peu d'étendue, rempli de critiques très justes et dépourvu de conclusion. Ajoutons que ce discours, où revient à plusieurs reprises la crainte d'un conflit violent, n'est nullement fait pour préparer la brusque suppression qui fut si fatale. Au contraire, il appuyait les projets de réforme de Trélat, ministre des travaux publics. Victor Hugo disait aux socialistes et à plus forte raison à l'Assemblée : « Aidez-nous! Aidez-nous! Il n'y a pas seulement la détresse des travailleurs : il y a la détresse de tous. N'irritez pas là où il faut concilier, n'animez pas une misère contre une misère, n'ameutez pas un désespoir contre un désespoir. Prenez garde! Deux fléaux sont à nos portes. Deux monstres attendent là et rugissent là dans les ténèbres, derrière nous et derrière vous, la guerre civile et la guerre servile; c'est-à-dire le lion et le tigre; ne les déchaînez pas; au nom du ciel, aidez-nous! »

Quand la bataille eut commencé, Victor Hugo fut un de ceux que l'Assemblée désigna pour aller porter aux barricades des paroles de paix. Il fit vaillamment son devoir. Quand une sanglante et impitoyable victoire eut été remportée, il prit l'initiative d'une réunion de repré-

sentants de tous les partis, ayant pour unique but, en dehors de toute pensée politique, « l'apaisement des haines et le soulagement des misères nées de la guerre civile. » Il s'agissait d'abord de visiter les forts, d'adoucir la situation des prisonniers et le sort de leurs familles; d'assurer à ces familles les moyens de suivre les transportés, comme le permettait le décret qui, sans des mesures spéciales ou des secours, serait resté illusoire pour les pauvres. En même temps, il protestait énergiquement à la tribune, contre les suppressions des journaux et les emprisonnements de journalistes, dont l'état de siège de M. Cavaignac frappait la presse[1].

Un mois après, environ, l'*Événement* paraissait. Victor Hugo avait un journal. Dans quelle mesure, il importe de

1. Il est curieux de voir comment un écrivain qui se pique d'exactitude, M. Biré, dénature tous ces faits. Pour le discours sur les ateliers nationaux, il écrit : « Victor Hugo appuya les propositions de M. de Falloux. » Or le discours de Victor Hugo est du 20 juin; le rapport de M. de Falloux (sur la dissolution immédiate des ateliers nationaux) est du 22, lu le 23. M. Biré fait comme s'il ignorait ce rapport fameux, dont les conclusions, connues avant la lecture, mirent le feu aux poudres. Il cite, au lieu de cela, des paroles de M. de Falloux antérieures de trois semaines, où le rusé royaliste n'avait garde d'annoncer ce qu'il comptait tâcher d'obtenir au plus tôt. Loin d'être d'accord avec M. de Falloux, Victor Hugo se ralliait aux propositions du ministre, qui protestait contre les conclusions du rapporteur clérical. Sur la visite aux barricades, M. Biré avoue bien que Victor Hugo « fit son devoir » (l'aveu a dû lui coûter). Mais suivant lui, cet acte courageux et humain est un « hommage à l'état de siège ». Les représentants n'allaient pas, au milieu du combat, essayer d'arrêter la guerre civile; ils allaient promulguer le décret d'état de siège. Étrange mode de promulgation! En ce qui regarde la réunion des représentants pour secours aux familles des condamnés, c'est Victor Hugo qui eut l'idée et prit l'initiative de grouper un certain nombre d'hommes de tous les partis pour cette œuvre d'humanité. M. Biré arrange les choses de la façon suivante. D'abord il supprime l'initiative de Victor Hugo. Puis, parmi les membres convoqués par le poète, il nomme Montalembert, La Rochejaquelein, Falloux, l'évêque Parisis, et supprime Considérant, Jules Favre, Félix Pyat, David d'Angers, Edgar Quinet. — J'ai voulu donner un échantillon de la façon dont M. Biré arrange l'histoire. Si la chose en valait la peine, on pourrait, pour chaque détail de la vie de Victor Hugo, relever des inexactitudes ou des omissions de ce genre.

le dire. Il fit publier, en tête de l'*Événement,* une lettre où il déclarait qu'il resterait absolument étranger à la rédaction de la feuille nouvelle, et que tout en y comptant tous ses amis et en lui accordant toutes ses sympathies, il entendait n'être engagé en rien par les articles qui y seraient publiés. Quoi qu'on ait dit, cette lettre exprimait la vérité. Si les rédacteurs de l'*Événement* étaient pris dans le groupe d'écrivains qui se serrait autour de Victor Hugo, chacun gardait son initiative et sa liberté d'allure.

Et d'abord, cette liberté tenait à la nature même du journal. L'*Événement* créa un genre nouveau dans la presse; et il devançait singulièrement son époque, car la transformation qu'il avait inaugurée ne devait s'étendre que longtemps après. Substituer à ce qu'était le journal d'autrefois, à l'espèce de groupe fermé, compact, formant comme une famille avec ses abonnés, étouffant presque toujours de son individualité collective les personnalités diverses qui s'y trouvaient, quelque chose d'ouvert et de vivant comme une agora où se rencontraient les talents les plus divers et les esprits les plus libres; briser les cadres des vieux journaux avec leurs dissertations politiques toujours aux mêmes places, et l'art, la littérature, tous les drames de l'existence étrangers aux questions de gouvernement parqués dans des compartiments spéciaux; créer une feuille toute vibrante de la chose du jour, quelle qu'elle fût, mêlant tous les éléments de la vie nationale, mettant en tête à la place du vieux premier Paris traditionnel l'événement philosophique, artistique, social, si c'est le plus digne d'intérêt; c'était alors

une pensée toute nouvelle, qui depuis a fait du chemin, et d'où est sortie une bonne partie de la presse actuelle, dans la mesure où une spéculation de vente peut être rattachée à une pensée large et féconde.

Avec ce caractère si nouveau, l'*Événement* restait un journal de conviction profonde et de passion ardente. Ceux qui ont repris l'idée plus tard, à commencer par Villemessant, n'étaient plus que des commerçants. Autour du grand nom de Victor Hugo étaient venus se grouper des hommes déjà célèbres, ou des jeunes appelés à le devenir. A côté de Charles et de François Hugo, de Vacquerie, de Meurice, il y avait là Gautier, Méry, Alphonse Karr, Gozlan, Gérard de Nerval, Banville, Vitu, Champfleury, Dumas fils, Murger.

Ceux qui veulent attribuer, en vertu d'une légende obstinée, au génie de Victor Hugo un besoin de despotisme jaloux, étouffant à son ombre toutes les pensées individuelles, reçoivent ici des faits un rude démenti. Toutes les fois que le grand poète fut représenté par un journal, ce journal fut le plus divers et le plus libre par la variété des tempéraments et des talents qui y avaient accès.

Le poète n'aurait d'ailleurs jamais accepté la besogne accaparante et minutieuse qu'il faut faire quotidiennement pour avoir dans un journal l'expression exacte de ses opinions. Ceux qui ont l'expérience des choses de la presse savent qu'en fait on n'arrive jamais à la discipline absolue, même avec des groupes restreints de rédacteurs exercés à ce métier, habitués à penser à l'unis-

son, comme il y en avait dans les feuilles d'autrefois, dans le *National* de Carrel par exemple. On n'aurait pas pu y arriver avec des collaborateurs aussi différents que ceux de l'*Événement*. D'ailleurs, Victor Hugo n'y pouvait pas songer. Son génie ne comportait ni le goût ni le loisir de ce genre de travail.

Cela ne veut pas dire que la pensée de Victor Hugo ne dominât pas l'*Événement* d'une façon générale. D'abord, dans les grandes lignes de la politique, les rédacteurs avaient pour lui une admiration trop passionnée pour l'abandonner. Il semble même parfois qu'ils sont de son avis plus que lui-même. Il est tel de ses votes émis, peut-être à regret, par concession à l'esprit de solidarité avec un groupe parlementaire, dont l'*Événement* dit : « qu'il ne sait pas pour quel motif M. Victor Hugo a voté dans un tel sens. » « Victor Hugo n'écrivait pas ostensiblement dans le journal, dit un des collaborateurs, Alphonse Karr, mais il l'inspirait et le dirigeait, tout en laissant sur beaucoup de points la bride sur le cou à ses jeunes associés. De temps en temps, on reconnaissait l'aigle à sa griffe : *Ex ungue leonem.* » La vérité est qu'il ne venait jamais aux bureaux de l'*Événement*, et qu'il n'y écrivit jamais une ligne; mais qu'en dehors de l'influence décisive qu'il exerçait sur la rédaction, ses fils et les deux jeunes écrivains qui étaient pour lui des fils intellectuels le voyaient incessamment et recevaient plus directement l'empreinte de ses idées. Tel article, par la pensée et la langue, le trahit comme une conversation toute vive prise sur les lèvres de Hugo. Mais il y avait dans le groupe des esprits de tout

autre tournure, notamment un césarien convaincu dont la prose détonne au milieu des autres. Il est aisé de reconnaître les morceaux, d'ailleurs rares, qui sont absolument contraires aux façons constantes de penser et de dire du grand poète.

Avec tout cela, l'*Événement* fut peut-être un journal unique dans l'histoire de la presse, avec sa politique haletante, ses luttes où l'on devine des poètes dans les polémistes, on ne sait quoi de vivant et d'alerte, ses passions trop libres pour s'enfermer dans les cadres d'une orthodoxie de parti et parfois des pages éclatantes qui sonnent la prose du maître.

Tout d'abord Hugo se retrouva à l'Assemblée ce qu'il était à la Chambre des pairs, homme d'un milieu conservateur et d'un génie démocratique; comme classement, il reste dans le groupe des hommes qu'il voyait aux Tuileries et au Luxembourg; quand ils fondent la fameuse réunion de la rue de Poitiers, il en fait partie. En réalité, il n'a ni leur esprit, ni leurs passions, ni leur but. Et cette situation mixte continue à le paralyser. Après son très court discours du début, il ne revient à la tribune que pour faire de très brèves observations, défendant des idées généreuses : la liberté de la presse, les encouragements aux lettres et aux arts, l'abolition de la peine de mort; s'abstenant de toutes les grandes questions de parti, de toutes les interventions qui auraient pu lui créer ce rôle politique auquel pourtant il songeait évidemment depuis huit ans. Ceux de ses votes qu'on peut connaître (il y avait alors très peu de scrutins publics) rendent difficile de le

classer. Rangé dans la droite, il mêle, dans nombre de questions de réformes, son bulletin à ceux de la gauche avancée, contre les bulletins de son parti apparent.

Dans une occasion plus significative, quand l'Assemblée met en accusation Louis Blanc, Victor Hugo se prononce en faveur du socialiste contre tous les conservateurs et la plupart des modérés. On le devine tiré, tiraillé entre son milieu et son génie, se cherchant encore; visiblement hésitant, lui l'homme né pour les décisions hardies et retentissantes.

C'est qu'entre la république d'alors et lui, il y a autre chose que ses souvenirs et ses relations : il y a toujours l'école du *National*. En ce qui la concerne, il n'est pas indécis. Il la combat avec une violente passion. C'est Cavaignac qui la représente. Toute la campagne de l'*Événement* est une campagne sans pitié contre Cavaignac et son groupe. J'ai déjà dit que le journal publiait sans s'arrêter des listes de tous les rédacteurs ou amis du *National* qui étaient placés. Plus tard, nouvelle série sous ce titre : « Coterie et patrie. » — « Coterie », c'est toujours le *National*. L'attaque est incessante, mélangée d'une double pensée comme le poète qui l'inspire; attaque de conservateurs contre le gouvernement nouveau, attaque de démocrates contre les répressions bourgeoises. On ne se douterait guère que c'est un journal allié à la rue de Poitiers qui, le 12 septembre, publie les lignes suivantes, trop nettement caractérisées par le style, pour qu'on n'y reconnaisse pas, jusque dans la forme, l'inspiration directe et probablement paternelle de Victor Hugo :

« Satisfaits de tout, satisfaits de leurs ministres, satisfaits d'eux-mêmes, voilà ce que sont les représentants. Et dans quelles circonstances? — Quand tout va de mal en pis; quand la France, au dehors, est dupée, au dedans est malheureuse; quand la France, au dehors, donne la main à l'Autriche, qui donne la main à la Russie, qui donne son grand cordon à Radetzky; quand la France au dedans refuse au peuple le pain de la famille et le sol de la patrie; quand on laisse des milliers de pauvres dans la misère, quand on envoie dix mille malheureux dans l'exil; quand on condamne deux représentants du peuple et qu'on les force à aller représenter la France en Angleterre; quand on ouvre Clichy, cette prison pour dettes de l'usure; quand on ouvre Vincennes, cette prison pour dettes de la tyrannie; lorsqu'enfin on frappe la pensée et on confisque la propriété, sous prétexte sans doute de la mieux garder; quand on enferme M. de Girardin pour un article qu'il ne connaît pas; quand on saisit M. de Villemessant pour des articles qu'il ne fait pas; quand la liberté est représentée à Paris par l'état de siège, l'égalité par le canon, la fraternité par la transportation. » — Un journal de la Montagne n'aurait guère fait d'autres reproches au gouvernement de Cavaignac.

Cette note n'est assurément pas celle de tous les jours dans l'*Événement;* mais elle s'y mêle parfois à une note très différente. J'ai déjà fait remarquer que la politique représentée alors par le gouvernement, celle de la République bourgeoise, soulevait contre elle les deux éléments du pays : les conservateurs qu'elle alarmait, les masses

avancées qu'elle indignait. Elle blessait Victor Hugo, encore indécis, des deux façons à la fois.

C'est ce sentiment dominant, complexe, de violente répugnance pour le gouvernement de Cavaignac, qui fit commettre en même temps à Victor Hugo et à la France la plus lourde, la plus funeste des fautes : l'adhésion à la candidature de Louis Bonaparte.

Victor Hugo ne s'y résolut ni sans répugnance, ni sans hésitations. On sait quelle était son admiration pour la gloire de Napoléon. Mais pour lui, comme pour beaucoup de ceux qui avaient célébré le nom du conquérant, cette gloire était personnelle : elle n'admettait pas d'héritier. Il avait, il est vrai, des relations et des liens de sympathie avec la famille de son héros, surtout avec Jérôme et son fils. Mais cette famille, surtout après les absurdes tentatives de Strasbourg et de Boulogne, semble avoir eu peu d'estime pour le Bonaparte contesté qui se livrait à de telles incartades. S'il était arrivé à se créer ainsi une place dans la légende napoléonienne pour les masses rurales où le culte bonapartiste gardait le caractère naïf d'une superstition populaire, il était devenu, pour les « classes dirigeantes », une sorte d'aventurier d'espèce assez suspecte ; et ses parents mêmes désavouaient la solidarité de ses coups de tête. Lorsqu'il fut réélu à l'Assemblée en septembre 1848, le journal de Victor Hugo le traitait assez durement : « Le peuple, disait-il, a voté non pour un homme, mais pour une idée. » Et il poursuivait : « Personne n'achète le portrait de M. Louis Bonaparte. Pourquoi ? Parce que tout le monde a le portrait de Napo-

léon. D'ailleurs, M. Louis Bonaparte a des moustaches, *et il n'est pas ressemblant*... Celui que le peuple vient de nommer représentant, ce n'est pas l'homme de l'échauffourée de Boulogne... c'est le héros d'Arcole. » Le journal, remarquant que M. Louis Bonaparte avait « déjà donné sa mesure », ajoutait : « *Nous croyons qu'il peut se tailler plusieurs vestes dans la redingote de l'empereur.* » Il concluait que la gloire de Napoléon n'appartenait nullement à M. Louis Bonaparte.

Ceci est du 25 septembre. Le 6 octobre, défendant la souveraineté nationale, l'*Événement* faisait remarquer que le peuple commencerait peut-être par commettre des fautes. « Il prendra un nom pour un homme, un reflet pour un rayon, un sophiste pour un philosophe, un masque pour un visage. Il nommera président M. Louis Bonaparte, M. Ledru-Rollin, ou même M. Prudhon... Mais espérons qu'il finira, Dieu aidant, par trouver la lumière et la vérité. »

Trois semaines après, l'*Événement* se ralliait à la candidature de Louis Bonaparte. Avec bien des réserves d'abord (27 octobre) :

« Personne n'a été plus juste que nous sur son passé ; mais personne aussi, plus que nous, ne sera impartial pour son avenir. *Sa vie politique recommence. Nous voulons bien déchirer le chapitre des échauffourées de Boulogne et de Strasbourg. Nous lui ouvrons un livre blanc où il est digne d'écrire de grandes choses.* »

Et le lendemain :

« Dans la nuit profonde où la France se trouve, elle peut bien prendre les reflets de la gloire pour le rayon

du génie... Vienne donc M. Louis Bonaparte!... Toutefois nous réservons encore notre assentiment... Nous regrettons Lamartine, nous attendons M. Louis Napoléon... Il faut qu'il annonce ce qu'il compte faire... Maintenant si on nous suppose un peu prévenus pour M. Bonaparte, on ne se trompera pas. Nous sommes comme le peuple et comme l'enfant, nous aimons ce qui brille. »

A ce moment, Louis Napoléon était venu voir Victor Hugo. Le poète déménageait à ce moment. Il reçut le candidat dans l'antichambre d'un appartement non meublé, assis sur un coffre à bois. On devine sans peine quelles déclarations rassurantes le futur proscripteur fit au futur proscrit.

Ces déclarations, il eût été bien imprudent de les considérer comme des garanties. On avait déjà l'expérience du personnage. On crut sans doute qu'on avait une garantie plus sérieuse contre des entreprises criminelles de Louis Bonaparte : son insuffisance apparente pour de telles entreprises. On avait peine à penser que ce jeune homme, fort seulement de la dévotion que les masses portaient à son oncle, très ridiculisé alors par les feuilles satiriques, avec son air gauche et emprunté, son regard fuyant, son masque atone, sa mine en dessous et l'embarras de son langage, non seulement pût préparer un attentat heureux, mais encore comptât exister et conduire les choses par lui-même. Tandis que les partis opposés, exaspérés contre les gouvernants du moment, rêvaient chacun à cette énigme le mot qu'ils préféraient, les cléricaux, la réaction, les ouvriers, le socialisme, les hommes politiques qui le sou-

tenaient imaginaient qu'il leur servirait à mettre le grand nom de Napoléon en tête de la page blanche où ils écriraient ce qu'ils voudraient. C'est ce que l'*Événement* indique tout le temps : « Nommons président une étiquette sous laquelle M. Louis Bonaparte voudra assurément faire mettre de grandes choses. » Trois hommes avaient à la fois cette illusion ; trois hommes auxquels leur candidat réservait ou l'exil, ou une cellule à Mazas : Victor Hugo, Thiers, Girardin. A des titres et à des degrés très différents, l'un par la hauteur de son génie, l'autre par la merveilleuse étendue de son intelligence, le dernier par son flair de limier pour le public, tous les trois avaient le sentiment des foules, et sentaient combien les autres candidats y correspondaient peu. Les masses, qui ont un besoin instinctif de simplifier les situations et qui voient en gros, jugèrent tout de suite que Louis Bonaparte était le seul adversaire de Cavaignac. Le plus grand nombre des socialistes exaspérés abandonnèrent ainsi leurs candidats naturels pour Louis Bonaparte ; Ledru-Rollin et Raspail, malgré leur popularité, eurent un chiffre insignifiant de voix. On s'explique ainsi comment les hommes qui devaient être les adversaires du prétendant soutinrent le candidat. C'est une explication, ce n'est pas une excuse. L'expérience devait prouver qu'on n'accorde rien impunément aux grossières superstitions fondées sur un nom propre, et qu'on provoque les plus redoutables châtiments de la destinée, quand on flatte pour l'exploiter ce qu'il peut rester de fétichisme dans un peuple libre.

Quoi qu'il en soit, le journal de Victor Hugo, une fois

engagé, se jeta dans la mêlée avec une véritable passion. Au surplus, le courant était irrésistible : Louis Bonaparte, le 10 décembre, avait cinq millions et demi de suffrages.

Cavaignac disparaissait. Il ne restait plus qu'à frapper la majorité. Dans l'irrésistible enivrement d'un succès formidable, ceux qui avaient gagné la première bataille voulurent gagner la seconde. Croyant que la victoire était à eux, ils étaient impatients de faire place nette, chacun à son point de vue. L'Assemblée était visiblement atteinte par le vote du 10 décembre. On la somma de se dissoudre. Victor Hugo prononça, à ce sujet, le premier de ses discours qui fût, à proprement parler, un acte de parti (29 janvier 1849). Discours serré, condensé, logique, très habilement politique, fort modéré d'ailleurs. Le principal argument était tout indiqué. Il est développé avec une force singulière. Le suffrage universel venait de prononcer contre ceux qui l'avaient créé, les plaçant ainsi dans cette situation contradictoire de se maintenir, en son nom et pour l'intérêt de sa cause, contre lui-même. Il n'en est pas moins vrai que la dissolution de la Constituante devait livrer la France à cette réaction aveugle dont Victor Hugo allait combattre les excès.

Durant les quelques mois qui s'étendent de ce discours aux élections nouvelles, le poète garda le silence. Il restait dans les rangs des « conservateurs », à la tête desquels se plaçait le nouveau président. Bien que les premiers actes de Louis Bonaparte eussent été une déception pour Victor Hugo, il attendait. L'*Événement* continuait à être un des journaux du parti. Journal ardent à la polémique, dénon-

çant à chaque instant les dangers de l' « anarchie », fort tiède pour la République. Il semble certain que, dans le feu de la lutte quotidienne, il dépasse souvent la pensée du poète, et représente souvent son parti plus que sa pensée.

On arriva ainsi jusqu'aux élections de mai 1849. Hélas! les vainqueurs du 10 décembre n'eurent qu'un succès trop complet quelques mois après. Tous les partis monarchistes triomphants; le parti républicain modéré presque anéanti; une terrible majorité à droite, en face de laquelle il ne restait plus guère qu'une minorité de *radicaux* — la Montagne, comme on disait alors : tels étaient les résultats des fautes commises.

VIII

Devant ce spectacle, Victor Hugo se retrouva.

La haine d'une coterie étroite tournant la République contre le peuple, la crainte du terrible inconnu dont l'affreuse guerre civile de Juin avait semblé la première explosion, avaient pu jusque-là l'empêcher de rompre avec les groupes conservateurs les liens établis une dizaine d'années avant par les circonstances connues du lecteur. Mais ce grand esprit ne pouvait pas, sans se renier lui-même, s'asservir à une politique de recul. Maintenant, les situations étaient claires. Victor Hugo se dégagea.

Dès le lendemain des élections, l'*Événement* avertissait

d'abord, attaquait ensuite ses amis de la veille. Il commenta le premier acte de l'Assemblée nouvelle, le choix du président Dupin : « Nous nous réjouissons, disait-il, de la puissante majorité acquise à la cause de l'ordre... et cependant nous avons assez peur, pour cette grande cause, de sa force même. » Il allait jusqu'à exprimer la crainte que la nouvelle Assemblée ne fût une « Chambre introuvable » (2 juin).

Le 4 juin, il accuse les hommes d'État de Juillet qui gouvernent : « Ils ont peut-être fait leur temps..., ils n'ont pas la conscience très nette de la génération qui se lève... Ils sont fiers d'avoir résisté dix-huit ans, et croient que, par les mêmes moyens, ils tiendraient longtemps encore. »

Le 8 juin, tout en disant qu'il ne craint pas l'accusation de socialisme, il proclame qu'au fond de théories chimériques, il y a « une souffrance réelle qui mérite l'attention immédiate du pouvoir » ; et que M. Louis Bonaparte semble méconnaître la révolution de Février, quand il croit qu'elle a été faite uniquement pour changer la forme du gouvernement.

Le 20 juin, il compare les situations avant et après les récentes élections. Avant, où était le danger? Il était dans l'improvisation d'un avenir prématuré et inconnu. « Après, où est-il? Dans la répétition d'un passé caduc et trop connu. »

Le 24 juin, il dit de la droite : « Il ne faut pas qu'elle croie que l'effacement de la Montagne lui permet désormais de tout faire. Il lui reste un adversaire plus redoutable que tout autre : elle-même. »

Et le lendemain, parlant du péril intérieur, il discute l'hypothèse où « après l'éclipse de la minorité factieuse, la majorité provocatrice à son tour entrerait délibérement dans la voie rétrograde. »

Tout cela, au début, reste mêlé d'attaques contre les radicaux ou les socialistes. Mais la note s'accentue à mesure que la lumière se fait sur la majorité nouvelle. Victor Hugo eut cette illusion étrange que les hommes avec lesquels il avait vécu, les hommes du régime de Juillet ou du bonapartisme, étaient comme lui des ennemis du désordre prêts à accomplir des réformes démocratiques et sociales sitôt que le danger de l' « anarchie » serait écrasé. C'est ce qu'il répétait depuis 1840. Il commence à ne plus le croire Mais après cette première désillusion, il rêve d'abord dans l'Assemblée de 1849, où les deux camps sont si tranchés, où il n'y a plus qu'une montagne en face d'une réaction, la constitution d'un tiers parti portant la majorité à gauche.

C'est ce que l'*Événement* demande dès le début, dès le 4 juin, invitant le président du 10 décembre à contribuer à cette œuvre par le choix de son ministère. Ce sera entre les « rouges » et les « blancs » le parti des « bleus ».

En octobre encore, au moment où l'Assemblée va revenir de ses premières vacances, il indique la politique de ce groupe intermédiaire. Ce ne sera pas un « juste milieu », ce sera un parti de « réformes ». Et il cite comme orateurs désignés de ce parti, Lamartine, Odilon Barrot, Dufaure, Victor Hugo. Étrange confusion entre des hommes de l'esprit le plus opposé. Cette dernière illusion va disparaître

à son tour au bout de quelques semaines et, cette fois, Victor Hugo reprendra sa place dans le camp de la révolution.

Il est nécessaire de rappeler ici les événements qui avaient marqué les débuts de l'Assemblée législative. Une question passionnait alors tous les esprits : l'expédition romaine. On sait l'histoire de cette expédition. Elle avait été résolue d'abord pour paralyser l'intervention de l'Autriche contre la révolution italienne; elle ne tarda pas à être tournée contre son but initial, par une véritable trahison du gouvernement de Louis Bonaparte. Pie IX avait été chassé des États pontificaux. On eut ce spectacle extraordinaire : la République française accablant par la force la République romaine pour rétablir le pouvoir temporel. La France, plus tard, le jour où elle fut envahie, devait expier cruellement le crime de ses gouvernants.

Il semble qu'une partie importante de l'esprit public ait mis un temps considérable à comprendre le caractère odieux de l'entreprise. Incontestablement, on fut troublé par le spectacle d'un mouvement populaire chassant le pape qui, paraissant réconcilier l'Église et la Révolution, avait, à une date récente, soulevé un véritable enthousiasme dans toute l'Europe. On voit mal, à quelques centaines de lieues de distance, des transformations complètes de situation comme celle qui s'opéra à Rome. Est-ce pour cela que des républicains comme Jules Favre, comme Bixio prirent à ce sujet l'initiative de déplorables équivoques; que l'Assemblée nationale se laissa tromper jusqu'à ses derniers jours et que, quand éclairée enfin sur sa

faute, elle eut frappé la conduite du gouvernement de la condamnation la plus rigoureuse, elle capitula presque le lendemain? Quoi qu'il en soit, non seulement des radicaux comme Ledru-Rollin et Schœlcher, mais des modérés tels que Lamartine virent clair dès le premier moment.

Victor Hugo avait soulevé des clameurs à la tribune de la Chambre des pairs en saluant en pleine monarchie de Juillet les droits et l'avenir de la patrie italienne. Il n'en est que plus surprenant qu'il ait été des derniers détrompés. Dans la période qui s'étend du 10 décembre à la dissolution de la Constituante, le langage de l'*Événement* indique un aveuglement singulier. Non qu'il se prononce contre les libertés de l'Italie menacées par l'Autriche, mais il s'obstine contre l'évidence à en attendre le salut des souverains italiens qui, au début, avaient pris part au mouvement, Pie IX et Charles-Albert. Il traite les révolutions de la nation voisine comme des émeutes opprimant les populations par la violence. Cette funeste erreur ne devait pas être de longue durée.

Elle se dissipa forcément quand l'armée française assiégea les murs de Rome. Cela se fit à l'heure même où la Constituante se séparait. La nouvelle arriva à Paris pour les débuts de l'Assemblée nouvelle. Ainsi la République française accomplissait, pour le compte de l'Autriche, la plus coupable et la plus sinistre des besognes de réaction, et égorgeait la république sœur que son exemple avait fait naître et qu'elle aurait dû défendre. Humiliations continuelles, trahison envers un peuple ami, crime contre l'indépendance des peuples, crime contre la cause des libertés,

crime contre la constitution votée, crime contre l'avenir de notre patrie, tout se réunissait pour soulever un long cri de réprobation.

Depuis quelques mois, la grande voix de Ledru-Rollin était, on peut le dire, celle de la nation républicaine. Les révolutions sont pleines de ces exemples d'inspirations soudaines. Dans les brusques illuminations de la tempête, elles électrisent, elles font éclater en lumière des hommes qui, auparavant, restaient dans le demi-jour et qui y rentreront après. Avec son large et noble esprit, sa passion démocratique, sa puissance oratoire, Ledru-Rollin, quand il entra dans les Chambres de Louis-Philippe, parut d'abord violent et emphatique. Une fois proscrit, il s'éclipsa pour toujours. J'étais à la séance de l'Assemblée de 1871 où, après vingt-deux ans de silence, il revint à la tribune. Le souffle n'y était plus : il ne restait rien. Mais depuis les derniers mois de Louis-Philippe jusqu'à la fatale journée du 15 mai, il fut magnifique. On raconte qu'un souverain demandait un jour à Thiers quel était, après lui, le plus grand orateur de l'Assemblée, et que Thiers répondit : « Avant moi, sire, c'est Ledru-Rollin. » Or il s'agissait d'une assemblée où siégeaient Berryer, Lamartine, Montalembert, Dufaure, etc. Et ce mot se comprend. Si l'éloquence est par excellence la passion dans le raisonnement, le don d'évoquer les grands côtés des choses et de pousser vigoureusement sur l'adversaire les objections directes, le talent de donner à l'argumentation des éclats de coups de tonnerre, Ledru-Rollin fut, dans cette période, un orateur dans toute la force du terme. Il manqua, il

est vrai, à sa parole, les qualités qui font d'un discours une œuvre d'art et de pensée restant entière après les circonstances qui l'ont inspirée. Cependant ses discours supportent beaucoup mieux la lecture que ceux de Berryer, par exemple. On y retrouve, toutes vives encore, la sensation, la passion, la lutte âpre des événements d'où ils ont jailli. Ledru-Rollin gardera le très grand honneur d'avoir été, après Lamartine, avant Victor Hugo, dans l'intervalle où le premier ne parlait plus, où le second ne s'était pas encore jeté dans l'action démocratique, le grand orateur de la révolution de Février.

Ledru-Rollin était désigné pour dénoncer à la tribune le siège de Rome. C'est sur cette question que, depuis le début de l'expédition, il prononça ses plus admirables discours. Il n'était pas douteux que la Constitution ne fût violée. Le paragraphe 5 du préambule dit en effet :

« La République respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne, n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquêtes, *et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.* »

C'est au nom de ce paragraphe que Ledru-Rollin concluait à la mise en accusation du président de la République et déclarait que les républicains défendraient la Constitution par tous les moyens, même par la force.

L'attitude de l'*Événement*, alors l'un des journaux amis de l'Élysée, fut assez significative. Déjà il semblait se rapprocher de Ledru-Rollin. Le matin même de l'interpellation, à propos de la mort du maréchal Bugeaud, il vantait particulièrement un mot du maréchal prononcé la

veille de sa mort. Approuvant l'orateur radical sur je ne sais quelle question, il ajoutait qu'il désirait « pouvoir le plus souvent possible se trouver d'accord avec M. Ledru-Rollin ». On conçoit sans peine que l'*Événement* n'était pas disposé à aller jusqu'à la mise en accusation de Louis-Bonaparte, qu'il venait de faire élire. Mais après un compte rendu de la séance absolument impartial, il se borna à plaider pour M. Louis Bonaparte les circonstances atténuantes. « Non, assurément, M. Louis Bonaparte n'a pas voulu, *de propos délibéré et de gaîté de cœur,* violer la Constitution.... Ce n'est pas le conseil d'une ambition criminelle et folle qui l'a entraîné, c'est la force des choses, c'est la logique fatale de prémisses faussement posées. »

L'*Événement* essayait même de rejeter la plus grande partie de la faute sur l'Assemblée constituante. Il s'en prenait aux funestes paroles prononcées le 17 avril par M. Odilon Barrot. Tout cela était peu concluant, surtout de la part de l'*Événement,* qui avait approuvé pleinement le langage d'Odilon Barrot et poussé des premiers aux prémisses faussement posées. Tout cela montrait que, devant le siège de Rome, l'*Événement* lui-même désapprouvait.

L'impression produite par les faits et par l'éloquence de Ledru-Rollin serait bien vite devenue irrésistible. Nombre d'esprits modérés dans l'Assemblée et dans le pays éprouvaient profondément cette impression. La situation était admirable pour l'orateur radical et les intérêts qu'il avait en mains. La fatale journée du 13 juin perdit tout.

Ledru-Rollin se laissa entraîner; il appela le peuple à

descendre dans la rue; c'était livrer la République à la réaction.

Remarquons-le en passant, rien de plus légitime que cette descente dans la rue. Le mot est encore trop faible. On pouvait la considérer comme un devoir. L'insurrection, le 13 juin, était à la lettre commandée par la loi fondamentale. Un juriste scrupuleux n'avait pour s'en convaincre qu'à rapprocher deux articles de la Constitution, d'abord celui que nous avons cité, interdisant à la République « d'employer jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple », puis l'article 110 :

« L'Assemblée nationale confie le dépôt de la présente Constitution *à la garde* et au patriotisme de tous les Français. »

C'était assurément un souvenir de la Constitution de 1793 qui disait, dans des termes plus énergiques :

« Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion de peuple, à la fois le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. »

Il faut ajouter que rien ne ressemblait moins à une insurrection que le 13 juin. La manifestation n'était pas armée; elle ne paraît même pas avoir essayé de s'armer; ses promoteurs ne songèrent point à dresser des barricades. S'il y eut violence, ce fut du côté de ceux qui furent chargés de réprimer le mouvement.

Cette journée n'en fut pas moins une faute irréparable. D'abord, on n'avait aucune chance de succès. Il y avait à peine un an que le peuple de Paris avait été écrasé dans

la plus cruelle des guerres civiles. Tous les hommes d'influence ou d'énergie qui avaient formé les cadres des journées précédentes étaient ou tués ou emprisonnés ou exilés ou déportés. Ceux qui restaient étaient contenus par le découragement de la défaite et par le souvenir de la répression. On allait donc à une déroute certaine; si certaine que, comme je l'ai dit, on ne put pas essayer d'engager le combat.

Puis on avait autour de soi une nation qui venait de traverser les plus tragiques émotions et les plus affreuses épouvantes, qui avait vécu, dans la crainte de bouleversements inconnus, d'une existence intolérable d'alarmes incessantes, qui, enfin en possession de repos, devait fatalement sentir ses rêves de terreur à peine dissipés l'assaillir de nouveau au premier bruit dans la rue, et était prête à considérer comme ses plus coupables ennemis ceux qui la rejetaient dans les angoisses passées. C'est à la faveur du calme que l'esprit public se ressaisissait et s'écartait d'une réaction aveugle. Si juste, si anodine que fût une démonstration de la rue, il était trop aisé de prévoir qu'elle affolerait la masse des gens paisibles, et permettrait au gouvernement, après la répression la plus odieuse, de se présenter en sauveur. C'est ce qui eut lieu en effet; la grande puissance d'opinion que Ledru-Rollin avait su conquérir disparut en quelques heures dans une sorte de panique; et l'on put proscrire à l'aise un groupe des plus fermes républicains avec le grand orateur qui était alors la force de la démocratie avancée.

La réaction qui suivit n'arrêta pas l'évolution de Victor

Hugo. Au moment où le 13 juin se produisit, il était encore dans les rangs de la majorité, il votait avec elle, tout en lui faisant donner, par son journal, les avertissements que l'on a lus. Moins d'un mois après, il faisait son premier discours de rupture, — son discours sur la misère.

Il croyait d'autant plus nécessaire de faire d'une sorte de socialisme modéré et pratique l'œuvre principale de la politique gouvernementale, que le socialisme qui l'avait effrayé était plus abattu et plus impuissant. Il y avait du reste entre le caractère audacieux de son génie et celui du parti au milieu duquel il avait vécu une divergence si profonde que, pour lui, ce programme si modéré consistait, non dans la diminution, mais dans la destruction de la misère. Prenant prétexte d'une proposition d'un membre de la droite, M. de Melun, qui contenait quelques mesures restreintes, mais utiles, il ébauchait dans un admirable langage toute une vaste politique de réformes. Il marquait avec une singulière clairvoyance la prépondérance des questions sociales qu'on a été si longtemps à reconnaître. Mais il ne voulait pas se borner à ces pacifiques recommandations : il prit encore à partie ses amis de la veille dont il apercevait enfin l'esprit; et traduisant en pleine lumière leurs arrière-pensées qu'il avait vues se manifester, il les accusa, malgré le zèle dont ils faisaient montre pour le projet de M. de Melun, de considérer, en ces matières, les réformes les plus simples comme « du socialisme déguisé » et de ne comprendre vis-à-vis des souffrances des foules d'autre politique que celle de répression.

L'avenir ne devait que trop montrer l'exactitude de cette appréciation. Si la majorité votait encore unanimement les projets d'un des siens, conçus et élaborés dans l'Assemblée précédente, ces projets étaient un reste de l'époque où les monarchistes criant à l'envi : Vive la République, étalaient pour la cause populaire un dévouement illimité. Mais il est toujours plus que délicat d'accuser dans une Assemblée tout un parti d'hypocrisie et d'opposer aux sentiments dont il fait montre ceux qu'il avoue dans la sincérité de la conversation. Un tel procédé est deux fois plus blessant quand il vient d'un homme que l'on considérait comme l'un des siens, et le langage de Victor Hugo, tout en reliefs et en lumières violentes, n'était pas fait pour atténuer les difficultés de l'opération. La majorité fut à la fois surprise et exaspérée : c'était une rupture[1].

A la fin d'août, Victor Hugo présidait le Congrès de la Paix. Il prononça, pour l'ouvrir et le clore, deux admirables discours. Le second tombait le jour de la Saint-Barthélemy. On devine si le poète devait laisser échapper l'antithèse. Il eut un si superbe élan oratoire, qu'à ses paroles l'abbé Deguerry et le pasteur protestant Coquerel tombèrent dans les bras l'un de l'autre. Le premier dis-

1. Le pamphlet de M. Biré et les *Mémoires* de M. de Melun attribuent assez naïvement la rupture de Victor Hugo et de la majorité à une blessure d'amour-propre, parce qu'il n'avait pas eu de succès auprès de la droite en l'accusant avec cette netteté. C'est retourner singulièrement les choses. M. de La Palisse comprendrait sans peine, au contraire, que si Victor Hugo accusait la droite de la sorte, c'était pour rompre, au moins avec la plus grande partie de la majorité. Comme on l'a vu, le langage de l'*Événement*, dès le lendemain des élections, indique cette orientation politique nouvelle. Mais M. Biré, qui a laborieusement fouillé la collection de l'*Événement*, s'est bien gardé d'y trouver les déclarations répétées, constantes, qui indiquent, dès le début de juin, les sentiments de Victor Hugo devant la réaction triomphante.

cours, beaucoup plus important, est une des œuvres les plus magnifiques du poète, par la hauteur de l'idée, et la splendeur du style. Étrange conservateur qui, à quelques semaines de distance, développait ces deux pensées : l'extinction de la pauvreté et la fin de la guerre! C'est là que fut prononcé, peut-être pour la première fois, ce mot profond : Les États-Unis d'Europe.

L'Assemblée partait en vacances peu après le discours sur la misère; quand elle revint, en octobre, la question romaine avait pris un nouveau caractère. Pie IX, rentré au Vatican, y était devenu aussi absolutiste qu'il s'était jadis montré libéral. Une réaction implacable s'était manifestée sous la double forme du régime théocratique le plus irritant et d'une répression impitoyable, aggravée par le titre ironique d'*amnistie*. Ce fut si fort, que Louis Bonaparte lui-même fut obligé de se fâcher; dans une lettre adressée à l'un de ses aides de camp, Edgar Ney, il écrivait : « Dites de ma part au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse déshonorer le caractère de notre intervention. Je résume ainsi le rétablissement du pouvoir temporel du pape : amnistie générale, sécularisation de l'administration, code Napoléon et gouvernement libéral... Lorsque nos armes firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des abus de la féodalité et les germes de la liberté, et il ne sera pas dit, qu'en 1849, une armée française ait pu agir autrement, et amener d'autres résultats. »

On a essayé d'insinuer que Victor Hugo, en se prononçant à ce propos sur la question romaine, avait je ne sais quelle pensée d'adresser une avance au président. Il s'y serait pris singulièrement; car en approuvant l'idée de la lettre, l'*Événement* faisait sur le style des réserves médiocrement flatteuses pour l'auteur. Dans une première note, tout en louant « la netteté et la fermeté » de ce document, il avouait qu'on pourrait « en blâmer la forme un peu impériale. » « Assurément, disait-il le lendemain, nous préférerions que M. Louis Bonaparte couvrît moins aisément de sa personne la figure universelle de la France. » Ces réflexions ne sont pas d'un solliciteur du pouvoir. Il y avait d'ailleurs longtemps que l'*Événement* s'expliquait énergiquement sur la question romaine. Il disait, dès Juillet, à propos de l'envoi de M. Bedeau en Italie : « Puisse-t-il amener à une heureuse fin cette malheureuse expédition, dont il a été permis de louer l'intention, mais dont il faut déplorer le résultat! Le général Bedeau n'aura jamais mieux mérité du pays qu'en terminant sans regrets et sans remords pour nous cette guerre fatale où la République a l'air de combattre la liberté, où la France semble attaquer l'Italie, où Paris peut être accusé de vouloir bombarder Rome! »

Un débat solennel eut lieu dès la rentrée de l'Assemblée. Victor Hugo se jeta dans la lutte. Avec quelle vigueur, avec quel éclat! on le sait. C'étaient des flétrissures terribles contre les atrocités autrichiennes, contre le monstrueux absolutisme du moyen âge réinstallé au Vatican. C'étaient des mots superbes comme celui-ci :

« Un grand évêque a dit dans un livre fameux que le pape a ses deux mains toujours ouvertes, et que de l'une découle incessamment sur le monde la liberté et de l'autre la miséricorde. Vous le voyez, Messieurs, le pape a fermé ses deux mains. »

C'était encore un tableau magistral de ce gouvernement de prêtres, restauré dans toute sa barbarie en plein XIXe siècle.

C'était enfin cette péroraison : on disait qu'il n'était pas possible de vouloir un pape à la fois souverain dans l'ordre spirituel et limité dans le temporel.

« Ce qui n'est pas possible, s'écriait Victor Hugo, c'est qu'une expédition entreprise, nous disait-on, dans un but de liberté et d'humanité, aboutisse au rétablissement du Saint Office! Ce qui n'est pas possible, c'est que nous n'ayons pas même secoué sur Rome ces idées généreuses et libérales que la France porte partout avec elle dans les plis de son drapeau! Ce qui n'est pas possible, c'est qu'il ne sorte de notre sang versé ni un droit, ni un pardon! c'est que la France soit allée à Rome et qu'aux gibets près, ce soit comme si l'Autriche y avait passé! Ce qui n'est pas possible, c'est d'accepter le *Motu proprio* et l'amnistie du triumvirat des cardinaux! c'est de subir cette injure, cet avortement, cet affront, c'est de laisser souffleter la France par la main qui devait la bénir! Ce qui n'est pas possible, c'est que cette France ait engagé une des choses les plus grandes et les plus sacrées qu'il y ait dans le monde, son drapeau; c'est qu'elle ait engagé ce qui n'est pas moins grand ni moins sacré, sa responsabilité morale devant

les autres nations; c'est qu'elle ait prodigué son argent, l'argent du peuple qui souffre, c'est qu'elle ait versé, je le répète, le glorieux sang de ses soldats; c'est qu'elle ait fait tout cela pour rien : je me trompe, pour de la honte! »

Ce fut une explosion de bravos sur les bancs républicains. M. de Montalembert s'élança à la tribune et, furieux :

« Messieurs, le discours que vous venez d'entendre a déjà reçu le châtiment qu'il méritait dans les applaudissements qui l'ont accueilli. »

Puis, comme en face des acclamations de la droite, les républicains se révoltaient contre cette grossière injure :

« Puisque le mot de châtiment vous blesse, je le retire, et j'y substitue celui de récompense. »

Victor Hugo venait de quitter la salle, il répondit le lendemain :

« Hier, dans un moment où j'étais absent, l'honorable M. de Montalembert a dit que les applaudissements d'une partie de cette Assemblée, des applaudissements sortis de cœurs émus par les souffrances d'un noble et malheureux peuple, que ces applaudissements étaient mon châtiment. Ce châtiment, je l'accepte et je m'en honore.

« Il y a d'autres applaudissements que je laisse à qui veut les prendre. Ce sont ceux des bourreaux de la Hongrie et des oppresseurs de l'Italie. »

On le voit, Victor Hugo avait rompu avec les conservateurs, et était salué des acclamations de la Montagne.

Les circonstances de sa vie l'avaient arrêté douze ans sur le seuil de l'idée où le conduisaient le caractère et le

développement de son esprit, et où il semblait presque arrivé dès le lendemain de 1830. Comme je l'ai montré, il y avait dans son génie comme une sorte de résistance invincible contre la cause du côté de laquelle il semblait se ranger. Pair de France ou député conservateur, il a pu émettre avec son parti des votes qui semblent mal d'accord avec sa passion de la liberté ; il a pu laisser ceux de ses amis qui lui faisaient un journal jeter au jour le jour des polémiques, des attaques ardentes aux hommes auxquels ils allait se joindre ; il n'y a, depuis les premières *Odes,* qu'il composa presque enfant, ni dans l'œuvre littéraire, ni dans l'œuvre oratoire de Victor Hugo, aucun mot qui porte l'empreinte d'une pensée réactionnaire ; on en détacherait à grand'peine quelques phrases où se trouve une pensée conservatrice. Fidèle à son profond sentiment de progrès populaire et de révolte contre toutes les oppressions et tous les abus, cherchant longtemps à les concilier contre l'évidence avec une situation et des relations opposées, Victor Hugo fut retenu pendant quatre ans de tribune par cette étrange antinomie. Enfin, il s'était reconquis, et quel brusque changement ! Une magnifique série de discours qui restent parmi les chefs-d'œuvre éclatants de l'éloquence ; — les plus beaux poèmes politiques qu'on ait écrits dans aucune langue, les *Châtiments ;* — la plus prodigieuse épopée qu'on ait conçue pour la souffrance humaine, les *Misérables,* refaits et complétés en exil, sans compter l'*Année terrible,* une bonne partie de la *Légende des Siècles,* des pages admirables dans chacun de ses ouvrages, voilà ce qu'allait lui inspirer la cause qui, au fond,

avait toujours été la sienne, et à laquelle il se donnait enfin sans réserve.

IX

Victor Hugo a été, de 1849 à 1852, un des quelques grands orateurs politiques qu'ait eus la France. On ne s'en est pas encore tout à fait aperçu. Il est vrai qu'on commence à peine à constater le même fait pour Lamartine. Parmi les hommes qui ont occupé la tribune, il est du petit nombre de ceux qui, ajoutant une haute pensée et un style définitif aux conflits contemporains, ont mêlé, dans leurs discours, ces deux éléments des grandes œuvres : ce qui leur donne la passion et la vie du jour, ce qui leur donne l'idée et la forme durables.

Beaucoup de gens, ayant sans doute un souvenir très vague des productions dont il s'agit, croient ce que Sainte-Beuve a écrit fort inexactement : « Hugo, Lamartine, ne font que transporter sur les matières et les thèmes dits politiques leur faculté lyrique ou descriptive ; ils font l'analogue d'une harmonie ou d'une grande ode, ils le font un peu avec une transposition plus ou moins habile, selon les conditions nouvelles ; mais, en le faisant, ils se croient des hommes politiques. Erreur d'enfant ! » Rien n'est plus faux que cette appréciation. Il n'y a pas de discours plus *politiques* que ceux que Lamartine a prononcés

sous Louis-Philippe. On peut en dire autant de ceux de Victor Hugo entre 1849 et le 2 décembre. Avant, il est vrai, il n'avait pas pris sur les choses publiques un parti assez arrêté pour donner sa mesure à la tribune. Après, quand il reparut dans l'Assemblée, à dater de 1871, il ne songeait plus à y jouer un rôle actif. Ses discours sont surtout des pages superbes qu'il laisse tomber du haut de sa gloire sur les événements, mais qui indiquent le penseur et le poète plus que l'orateur proprement dit. Dans les luttes ardentes qui précèdent le coup d'État, c'est un orateur incomparable. Non qu'il devienne un homme de polémique incessante, mais il choisit avec une rare hauteur de vue les occasions dominantes; et chacun de ses discours est un acte et un événement. Il est impossible de dénoncer plus magnifiquement la réaction qui sévit sur la France, et de la frapper plus juste. Il est impossible de joindre une passion plus superbe et plus poignante à une pensée plus politique. Il est impossible de prononcer avec plus d'éclat des paroles plus décisives. Il y a, dans cette suite de six grands discours immortels, comme une magnifique introduction aux *Châtiments*.

Avant d'aborder l'examen de ces puissants morceaux, il faut donner une idée de Victor Hugo à la tribune. Quelques réflexions sur l'éloquence parlementaire semblent d'abord nécessaires.

C'est une chose toute particulière que ce qu'on appelle « l'art oratoire »; surtout le véritable art oratoire, celui qui n'est pas chose d'apparat, et qui, se mêlant aux évé-

nements, aux âpres conflits des idées et des hommes, combine ce qu'il a de pensée abstraite et de forme littéraire avec la vie, l'action et le drame de la bataille : l'art oratoire de Démosthène et de Mirabeau. Ce qui en fait l'un des caractères décisifs, c'est qu'ici, l'homme de doctrines est directement et corporellement en face de ses auditeurs, plus encore, si je puis parler ainsi, que l'acteur en face de son public, puisqu'il se bat pour et contre eux, puisqu'ils entrent en quelque sorte dans son œuvre par leurs passions, par les apostrophes qu'ils lui jettent; puisqu'il est forcé de prendre la doctrine contraire corps à corps, sous la forme tangible d'adversaires de chair et d'os. Ceux qui n'ont point l'expérience de ces situations doivent avoir quelque peine à comprendre, dans toute son étendue, le singulier phénomène physique qui s'y produit. Une sorte de communication matérielle s'établit entre l'orateur et la foule à laquelle il parle, comme si un immense réseau nerveux invisible faisait aboutir à sa chair et à son cerveau les passions, les résistances, les fatigues, les sensations collectives des quelques centaines d'hommes qui l'entendent. Il serait difficile d'expliquer, d'une façon positive, l'espèce de sensibilité avec laquelle les impressions les plus fugitives du public ont leur contre-coup direct sur l'orateur, comme le contact le plus léger sur une chair dénudée de son épiderme. En revanche, il y a incontestablement une très curieuse action physique de l'orateur sur le public; action qu'on aurait grand'peine à analyser et que paraît servir quelquefois un timbre de voix en apparence malheureux ou un aspect plutôt désagréable. En

réalité, l'orateur qui vit, pense, sent, souffre sous les yeux du public, le prend bien vite par un échange de magnétisme irrésistible. Avec le débordement méridional de vie qui caractérisait M. Thiers, sa personne exiguë d'idole de porcelaine et la flûte aigrelette et agile de sa petite voix, il arrivait à produire de ces effets : plus encore Gambetta, avec sa lourde masse toute vibrante de ses mouvements passionnés et les grands éclats de sa voix profonde rehaussés par l'accent du Languedoc de rauques sonorités.

Mais, pour que cette communication réciproque, qui donne une action personnelle au discours, s'établisse dans toute sa force, il faut évidemment que le public sente devant lui un homme et non un morceau de littérature politique; il faut que l'orateur sorte de la région pure du style et de l'idée pour se mêler en quelque sorte à ses auditeurs, pour entrer en contact avec eux. Et c'est sans doute pour cette raison que les discours les plus puissants par la pensée et la forme peuvent passer au-dessus d'une assemblée sans l'émouvoir, tandis que souvent un langage incorrect, rendant à peine à moitié des pensées déjà médiocres, mais semblant sortir des circonstances, naissant tout entier dans l'esprit de l'orateur sous le regard du public, ayant presque les dehors de sincérité familière d'une conversation, produit des effets qu'il est impossible ensuite de s'expliquer à la lecture.

Cette raison contribua, sans nul doute, à modifier complètement les habitudes de tribune vers le début de la monarchie de Juillet. Jusque-là, depuis les premiers jours de la Révolution, l'habitude était d'arrêter autant que

possible par l'écriture la forme et le fond des discours. Cette habitude était si bien admise que non seulement un grand nombre de discours étaient lus, mais qu'on publiait, à la suite de la discussion, les manuscrits qui n'avaient pas pu trouver place. On lut, après la mort de Mirabeau, dans un grand débat, un discours qu'il avait préparé sur la question. Car Mirabeau lui-même, la plus complète incarnation de l'éloquence moderne, écrivait ses discours jusqu'au dernier mot, sauf à les vivifier par l'inspiration du moment. Encore sous la Restauration, les discours les plus illustres de Royer-Collard, de Benjamin Constant, étaient écrits à loisir. Assurément cela n'ôtait rien à la puissance de ces grands orateurs pour les improvisations nécessaires; mais ils n'avaient jamais pensé que les grands discours destinés aux occasions décisives pussent être abandonnés au hasard du moment, ni pour le fond, ni pour la forme.

Une réaction se produisit après 1830. Au bout de quelques années, on renonça presque à écrire, le désordre de l'improvisation semblant un élément nécessaire de l'éloquence. On entendait déjà, à l'occasion des discours visiblement écrits et appris, les plaisanteries d'un goût plus ou moins douteux, qui se sont reproduites depuis dans toutes les Chambres. Les plus grands orateurs laissaient, dans leurs discours les plus importants, l'incohérence et la diffusion du langage qui coule spontanément des lèvres. La parole qu'on n'avait pas cherché à serrer ne mettait plus qu'un vêtement lâche autour de l'idée. La forme abandonnait à la chance de l'improvisation ses phrases mal assises,

parfois oubliées en route, ses termes souvent incorrects, et ses images désaccordées. Tout système de pensée creusée devenait impossible. Si l'argument qui naît du débat même arrivait souvent plus vif, les grands ensembles d'idées étaient forcément sacrifiés. De là ces œuvres oratoires qui ont arraché à l'auditoire de véritables transports, et dont, à la lecture, il ne reste presque rien. Il faut un examen attentif pour y retrouver, sous le désordre des mots mal joints, la largeur de conception et le mouvement passionné du raisonnement que, sur le moment même, le sentiment des circonstances présent à tous les esprits et le débit vivant de l'orateur rendaient intelligibles pour tous, mais qui disparaissent aujourd'hui parce qu'ils n'ont pas été fixés dans une forme durable.

Deux orateurs surtout, en ce siècle, auront privé l'avenir des très réels chefs-d'œuvre qu'ils pouvaient lui léguer : Berryer, et plus peut-être Gambetta, que sa large intelligence des idées et des situations, le sens du mouvement et des amples périodes oratoires, le relief et la couleur du mot semblaient destinés à laisser d'incomparables exemples d'éloquence. Il y avait peut-être dans Berryer, si grand qu'il ait été, plus du ténor qu'il n'avait rêvé de devenir. Sa voix merveilleuse, sa superbe prestance, la passion communicative de son action oratoire tenaient une plus grande place dans les effets prodigieux qu'il produisait. Dans tous les cas, la parole des deux orateurs, exactement reproduite, semble s'être flétrie comme un bouquet desséché.

Victor Hugo avait une véritable horreur de la langue

lâchée des improvisateurs. Bien qu'il ait eu personnellement les plus vives sympathies pour l'intelligence, la personne, et même la gloire de quelques-uns d'entre eux, il ne pouvait se défendre, pour cette espèce de coulage du style et de l'idée, d'une aversion que je lui ai maintes fois entendu exprimer. Il divisait les orateurs en deux classes, l'une où il rangeait tous ces grands improvisateurs; l'autre où il plaçait Mirabeau, Royer-Collard, Lamartine, où sans doute il se réservait une place, à bon droit, et qui représentait pour lui la véritable éloquence. Berryer lui semblait le type de la première, et il citait volontiers la phrase fameuse qui se trouve, en effet, dans les œuvres de l'orateur légitimiste : « Agir ainsi, ce serait proscrire les bases du lien social. » Il aimait à raconter comment au début d'une séance de la cour des Pairs, où Berryer devait défendre je ne sais quel accusé, Villemain, à qui sa délicatesse littéraire inspirait la même antipathie, lui avait décrit l'éloquence du grand orateur, que Victor Hugo n'avait pas encore entendu.

— Ainsi, Hugo, disait Villemain, nous aurions, vous ou moi, à dire : « Messieurs, mon esprit, mon cœur, ma conscience, se refusent à accepter cette opinion », nous le dirions comme je vous le dis. Vous allez entendre Berryer... « Messieurs (Villemain donnait à ces messieurs un ton extraordinaire, puis une pause, puis prenant sa tête dans ses mains)... mon esprit... (nouvelle pause, la main posée sur le sein gauche, puis avec un accent dramatique)... mon cœur... (ses deux mains frappant sa poitrine; la voix devient grave)... ma conscience... (enfin rapidement

et s'animant...) se refusent à accepter cette opinion. »

La caricature était forcée ; mais Hugo la goûtait fort. Il n'aimait pas l'improvisation. Ce n'était pas qu'il ne pût être lui-même un improvisateur surprenant. Combien de fois, dans son salon, quand un mot, une idée qu'il repoussait allumait en lui l'étincelle, l'avons-nous entendu partir en morceaux superbes qui, recueillis, seraient restés parmi ses plus belles pages! Il me souvient qu'un jour (c'était le jour de sa fête), à un dîner tout intime, Gambetta, au dessert, se leva et prit la parole. Lui de répondre. Gambetta de riposter. Lui de répliquer encore. Ce fut merveilleux de part et d'autre; et il eût été difficile de dire lequel avait l'inspiration plus soudaine et plus éclatante. Mais on conçoit sans peine l'horreur qu'avait pour l'à peu près le génie puissant entre tous par l'intensité dans l'idée et dans le style, dont la pensée et le langage ont des reliefs si forts et des colorations si vigoureuses, et qui, d'ailleurs, avait au plus haut degré le sentiment des œuvres plus durables que l'airain du poète latin.

Il était inévitable que le caractère de ses productions oratoires augmentât la résistance des assemblées à ses plus beaux discours. Nulle familiarité, nulle souplesse dans son éloquence; tour à tour il plane, il domine, il combat, il écrase. Une telle parole a une puissance incomparable, soit pour surexciter, dans le Parlement, l'enthousiasme et l'énergie du parti auquel elle s'adresse, soit pour propager au dehors les idées auxquelles elle se consacre, par la splendeur de l'éloquence, par la force de la passion, par la hauteur de l'idée, par des mots terribles qui restent,

par l'appel aux sentiments les plus profonds de la nature humaine. Elle n'en exaspère que plus, sur le champ de bataille parlementaire, les partis qu'elle accable. De là l'orchestre discordant de clameurs et d'injures qui accompagnait chacune de ses interventions à la tribune. Les combats acharnés étaient dans la destinée du poète : drame ou discours, peu importe ; son discours sur la revision rappelle, par les luttes acharnées qui s'engagent dans l'auditoire, une représentation de *Hernani*.

Il faut le dire, le président encourageait ces musiques parlementaires et s'y serait mêlé au besoin. Ce que l'Assemblée réactionnaire de 1849 eut de plus laid, ce fut son président. C'était le fameux Dupin, dont Victor Hugo a tracé un portrait si éternel, qu'on n'a plus qu'à le répéter. Chacun connaît, comme s'il l'avait vu, cet ex-libéral, jadis fameux par son esprit aux dehors paysans et sa finesse de juriste, affectant l'apparence d'un rustre pour couvrir une nature de valet prêt à toutes les besognes. L'histoire ne trouvera guère que Fouché à placer à côté de l'affreux drôle, qui, après avoir mis au service de Louis-Philippe son talent de procédurier, pour lui donner les moyens de soustraire à la nation la fortune des d'Orléans, mit au service de l'homme du 2 Décembre le même talent, pour lui permettre de dépouiller des mêmes biens les héritiers de Louis-Philippe. Qui donc a oublié la terrible pièce des *Châtiments* sur « ce lâche avec qui on n'a pas daigné faire un traître ».

Rustre exploiteur des rois, courtisan du Danube,
Hideux flatteur bourru !

Le poète peint d'un mot la façon dont il présidait :

Ses gros lazzi marchaient sur l'éloquence ailée,
Avec leurs gros souliers.

Le fait est que ceux qui comme moi ont vu à l'œuvre tous les présidents de nos Assemblées, depuis M. de Morny, qui ont assisté à des séances de conflits décisifs, pour lesquelles le fauteuil avait été réservé exprès à un homme de combat, qui ont connu à la place qu'avait Dupin les serviteurs les plus hardis d'un régime dictatorial et les lutteurs les plus passionnés des partis engagés dans un duel à mort avec le pays, n'ont rien vu de pareil à ce que fut Dupin et restent étonnés, à la lecture des séances d'alors, qu'une Assemblée quelle qu'elle fût ait supporté l'insolence de sa partialité. J'ai quelque peu fouillé nos annales parlementaires depuis la Révolution; je n'y ai pas trouvé d'exemple analogue. Cette partialité avait cette brutalité de plus qu'elle était goguenarde. Elle abondait en plaisanteries.

Son quolibet mordait l'orateur au cœur chaud.

Il n'était pas difficile de mettre l'auditoire au même diapason. Les mœurs ont notablement changé depuis lors, et si l'on met à part les premières journées de l'Assemblée de 1871 à Bordeaux, nos Parlements actuels sont calmes à côté de ce qu'était la réaction de 1849. Victor Hugo n'eut pas le privilège des manifestations les plus incroyables. Comme après le 13 juin Bac racontait à la tribune que le gendre de Pierre Leroux avait été arrêté sans motifs,

qu'avant qu'il fût relâché sa jeune femme enceinte avait failli mourir de saisissement, et que l'enfant était mort dans son sein, un membre de la droite eut le triste courage de faire cette plaisanterie : « Est-il mort de chagrin? » Et la majorité partit d'un éclat de rire.

On a peine à imaginer tout ce que la même majorité a vomi contre Victor Hugo, de huées et d'insultes. Les plus douces étaient dans le genre de celles-ci :

— C'est un insulteur à gages!

— Laissez-le jouer sa pièce!

— Portez cela à la Porte-Saint-Martin.

Je note en passant que Victor Hugo trouvait souvent à ces interruptions des répliques dignes d'être retenues. Témoin celle qu'il fit à cette dernière apostrophe :

— Portez cela à la Porte-Saint-Martin, monsieur Victor Hugo!

Victor Hugo. — Vous savez mon nom, à ce qu'il paraît. Et moi je ne sais pas le vôtre. Comment vous appelez-vous?

L'interrupteur. — Bourboussou.

Victor Hugo. — C'est plus que je n'espérais.

C'est au milieu de pareils tumultes que furent prononcés les cinq grands discours qui suivent le discours sur Rome, et dont chacun est à la fois une terrible mise en accusation de la réaction victorieuse, et un immortel exposé des plus hautes questions. D'abord celle du cléricalisme (loi sur l'enseignement), puis celle des répressions barbares qui révoltent l'humanité (loi sur la déportation), puis celle du suffrage universel (loi du 31 Mai), puis celle

de la liberté (loi sur la Presse). Et le dernier, et le plus puissant ferme la série; c'est la flétrissure du Coup d'État, alors à l'état de complot.

Victor Hugo est tout entier dans ces discours incomparables : avec sa vigoureuse et prodigieuse netteté, qui, frappant l'idée dans le heurt des phrases, fait jaillir une étincelle au-dessus de chaque argument; avec sa forme ample par le mouvement de la période, coupée par l'accumulation de courtes formules éclatantes; avec sa passion terrible, qui fait sonner à la tribune, dans toute leur colère vengeresse ou dans toute leur pitié déchirante, les cris les plus pathétiques du cœur; avec sa puissance d'inspiration qui parfois d'un mot brusque ouvre d'énormes et splendides horizons. Une façon de dire étrange et saisissante, complétait le caractère de cette éloquence. Ceux qui ont entendu le poète prononcer un de ses derniers discours à la tribune de Versailles, ou lire chez lui, à ses amis, des vers encore inédits, n'oublieront jamais cette voix profonde, un peu solennelle, dédaigneuse des nuances d'intonation, grondant à la façon de la foudre, qui, détachant brusquement chaque vers dans le poème, chaque groupe de mots solides et éclatants dans la période, le lançait comme un coup de tonnerre. Le Victor Hugo d'alors était le Victor Hugo sans barbe que David, dans son buste, couronnait de lauriers. Au-dessus d'un corps qui resta jusqu'au bout prodigieusement robuste, le masque d'Olympio, fort et impérieux; le rayon perçant du regard sous l'arcade puissante des sourcils froncés d'un pli grave; la ligne sévère de la bouche accentuée par le dessin vigoureux du menton; le tout do-

miné, comme écrasé par le front énorme dont la plénitude géniale s'encadrait dans une large chevelure romantique tombant à flots épais. Certes, ce devait être un spectacle inoubliable, que de le voir au milieu de l'Assemblée soulevée et pleine de tumulte, frapper à coups d'éclairs flamboyants la coalition en révolte contre le génie de la France moderne, comme Jupiter déchaînant les orages.

On sait ce que fut la réaction qui domina la France de 1849 au 2 décembre 1851. Une revanche aveugle et impitoyable contre la révolution de Février, contre la démocratie, contre le progrès. Soit par la terreur des aspirations populaires et des conflits violents qu'elles avaient soulevés, soit par haine et par rancune contre le mouvement qui avait renversé et distancé les hommes d'État bourgeois de Juillet comme les absolutistes de 1823, on vit, confondus dans une fureur commune contre leur pays et leur temps, les hommes de toutes les monarchies, même ceux qui en d'autres temps avaient fait le plus de bruit de leur zèle pour la liberté : Berryer, qui avait donné à la défense de la royauté de principe, un caractère si large et souvent si sympathique; Thiers, qui de la tribune disait passionnément, deux mois avant, qu'il serait toujours « du parti de la Révolution »; Odilon Barrot, qui de 1830 aux journées de Février, avait représenté l'orléanisme le plus voisin des républicains; Montalembert, jadis le disciple le plus radical de Lamennais, naguère le défenseur de toutes les nationalités écrasées. Sous de tels chefs une majorité exaspérée semblait avoir juré de tuer l'esprit moderne.

Comme vingt-cinq ans auparavant sous le ministère Villèle, un cléricalisme violent caractérisait le mouvement réactionnaire; l'Église catholique semblait diriger la campagne antirépublicaine. Nulle page de notre histoire, mieux que celle-là, ne met en relief l'antagonisme profond des deux principes qui se sont disputé ce siècle : le principe du dogme, et le principe de la liberté. En dehors de cet antagonisme fondamental, il serait impossible d'expliquer la haine acharnée que l'Église voua alors à la République. Elle n'avait aucun motif récent de la détester : en Février, elle n'était pas parmi les vaincus. La monarchie de Juillet, ayant donné le spectacle d'une réaction voltairienne, avait été détestée des prêtres. Ils avaient salué sa chute avec joie. Cela avait suffi pour provoquer d'abord, entre la Révolution et le clergé, des échanges de démonstrations sympathiques quelque peu naïves du côté du parti populaire. On faisait volontiers bénir aux curés les arbres de la liberté; on aimait à confondre l'Évangile et la démocratie; il y avait un groupe important de républicains catholiques. Il serait impossible de trouver dans les actes ou du Gouvernement provisoire, ou de l'Assemblée nationale, une seule mesure qui fût de nature à atteindre ou à inquiéter la religion. Dans la révolution de Février comme dans le romantisme qui l'a précédée, si l'on met à part quelques hommes, comme Michelet, Quinet et Proudhon, l'esprit moderne semblait avoir oublié sa lutte éternelle avec le dogme.

L'Église n'en montra que plus de passion à se mettre à la tête de la réaction, aussitôt que la réaction eut

retrouvé sa force et son ardeur à la suite de la guerre civile de Juin. D'autre part, tous les « conservateurs » acceptèrent plus que son alliance, sa direction, et travaillèrent sans hésitation à lui livrer la France. C'était alors une attitude toute nouvelle de la part de la bourgeoisie dite libérale, et l'on était stupéfait de voir les voltairiens agressifs d'autrefois, encore notoirement et ouvertement incrédules comme les Dupin et les Thiers, s'engager à fond dans une réaction cléricale identique à celle qu'au temps de Charles X, Royer-Collard lui-même flétrissait. Ils avaient vu que la bourgeoisie était par elle-même sans action sur les masses populaires, auxquelles la Révolution avait donné le droit de vote; ils cherchaient à faire du clergé, une sorte de gendarmerie qu'ils voulaient armer contre les idées de rénovation sociale; les privilégiés de la fortune se jetaient épeurés dans les bras des jésuites. Utilisation intéressée et hypocrite de l'idée catholique, qui abaissait à la fois et la religion et l'esprit bourgeois.

La France vit alors ce qu'elle devait revoir vingt ou vingt-deux ans plus tard : une majorité parlementaire conspirant sans se cacher la ruine du régime au nom duquel elle gouvernait. Seulement cette fois il y avait une constitution déjà votée. Tandis que le président travaillait au rétablissement de l'Empire, les chefs de cette majorité travaillaient à la restauration de l'une ou l'autre des deux formes de la royauté. Ces deux complots gouvernaient ensemble au grand jour; tantôt unis pour frapper la liberté et la démocratie, tantôt en querelle, quand l'un des deux rivaux semblait vouloir jouer l'autre.

Il était trop facile de prévoir que si l'un des deux devait avoir le dernier mot, c'était le complot impérialiste. La politique de la majorité de 1849 était absurde. Les œuvres de compression tuent les majorités qui les entreprennent. La première condition de succès pour une réaction, c'est la force matérielle, et une Assemblée est trop divisée, trop réduite à vivre en pleine lumière, trop lente dans l'action, pour avoir jamais de force contre l'opinion publique. En outre, pour un pareil travail, il faut au point de vue du prestige, non une collectivité, mais un homme, si médiocre qu'il soit. Les trembleurs ont besoin du culte d'un maître. C'est folie de vouloir faire par ces moyens de liberté qui sont les assemblées élues, une œuvre contraire à leur nature. Toutes les Chambres qui ont risqué cette tentative s'y sont perdues. Les chefs de la réaction de 1849, les Thiers, les Berryer, les Montalembert, ne devaient pas tarder à l'apprendre à leurs dépens.

Le premier discours de Victor Hugo s'adressait au cléricalisme (15 janvier 1850). Il s'agissait de la fameuse loi Falloux. C'est contre l'enseignement que la réaction dirigeait ses premiers coups. Étrange politique qui voyait le péril dans l'école, et dans les instituteurs des ennemis! Victor Hugo ne s'arrêta pas à l'objet spécial de la loi, il aborda bien vite une question plus générale. C'est l'obscurantisme catholique qu'il dénonça.

Le discours s'ouvre par un large tableau de ce que devrait être l'enseignement républicain, enseignement qu'il veut gratuit et obligatoire. En passant, il détruit d'une formule définitive le sophisme de la liberté de l'ignorance.

« L'instruction primaire obligatoire, dit-il, c'est le droit de l'enfant, qui est plus sacré encore que le droit du père, et qui se confond avec le droit de l'État. » Le droit de l'enfant! On a depuis tant répété cette idée, qu'elle est tombée dans le domaine commun; elle était neuve alors. A la gratuité, à l'obligation, Victor Hugo ajoute la laïcité de l'enseignement de l'État, tout en accordant la liberté d'enseigner à tous. Il formulait, en 1849, le programme de 1881.

Mais il se hâte d'en venir à la question politique et il ajoute : « Je viens de dire ce que je voulais; maintenant voici ce que je ne veux pas. Je ne veux pas de la loi qu'on nous apporte. — Pourquoi? — Cette loi est une arme. Une arme n'est rien par elle-même, elle n'existe que par la main qui la saisit. Et quelle est la main qui se saisira de cette loi? — C'est la main du parti clérical. »

Naturellement, le poète commence par séparer l'esprit clérical de l'esprit religieux. Chez lui, cette distinction n'était pas, on le sait, une précaution oratoire. Il avait sa religion à lui, qu'il commençait à peine à dégager d'une sorte de solidarité spiritualiste avec le catholicisme. Mais aussitôt après, il s'attache au parti catholique qu'il appelle le parti clérical, et il le marque de mots impitoyables.

« Il ne me suffit pas que les générations nouvelles nous succèdent, je veux qu'elles nous continuent. Voilà pourquoi je ne veux ni de votre main, ni de votre souffle sur elles. Je ne veux pas que ce qui a été fait par nos pères, soit défait par vous. Après cette gloire, je ne veux pas de cette honte. »

« Votre loi est une loi qui a un masque, c'est une pensée d'asservissement qui prend les allures de la liberté!... C'est votre habitude. Quand vous forgez une chaîne, vous dites : voilà une liberté. Quand vous faites une proscription, vous criez : Voici une amnistie.

« Ah! nous vous connaissons, nous connaissons le parti clérical. C'est ce vieux parti qui a des états de service... Tous les pas qu'a faits l'intelligence de l'Europe, elle les a faits malgré lui. Son histoire est écrite dans l'histoire du progrès humain, mais elle est écrite au verso. »

Puis dans un mouvement superbe, terminé par une de ces images énormes et terribles que Victor Hugo fait éclater parfois :

« Et vous voulez être les maîtres de l'enseignement! Et il n'y a pas un poète, pas un écrivain, pas un philosophe, pas un penseur que vous acceptiez! Et tout ce qui a été écrit, trouvé, rêvé, déduit, illuminé, imaginé, inventé par les génies, le trésor de la civilisation, l'héritage séculaire des générations, le patrimoine commun des intelligences, vous le rejetez!... *Si le cerveau de l'humanité était là, devant vos yeux, à votre discrétion, ouvert comme la page d'un livre, vous y feriez des ratures!* »

Puis il poursuit, qualifiant la liberté d'enseigner qu'on réclame « c'est la liberté de ne pas enseigner...; » — montrant ce qu'a fait le cléricalisme de l'Italie et de l'Espagne, de l'Italie qui a appris à lire au genre humain, et qui aujourd'hui ne sait pas lire, de l'Espagne dont le génie a été ravagé par l'inquisition; — parlant superbement de « cette énorme quantité de lumière libre qui se dégage de

la France depuis trois siècles... de telle sorte qu'on aperçoit la clarté de la France sur la face de tous les peuples de l'univers! » Alors résumant sa pensée sur la loi proposée : « Je la repousse, s'écrie-t-il, parce que je suis un de ceux qui ont un serrement de cœur et la rougeur au front, toutes les fois que la France subit, par une cause quelconque, une diminution, que ce soit une diminution de territoire, comme par les traités de 1815, ou une diminution de grandeur intellectuelle, comme par votre loi. »

Et il termine :

« Quoi! c'est dans ce siècle, ce grand siècle des mouvements, des avènements, des découvertes, des conquêtes, que vous rêvez l'immobilité! C'est dans ce siècle d'espérance, que vous proclamez le désespoir! Quoi! vous jetez à terre comme des hommes de peine fatigués, la gloire, la pensée, l'intelligence, le progrès, l'avenir, et vous dites : C'est assez, n'allons pas plus loin! arrêtons-nous! Mais vous ne voyez donc pas que tout va, vient, se meut, s'accroît, se transforme et se renouvelle autour de vous, au-dessus de vous, au-dessous de vous!

« Ah! vous voulez vous arrêter! Eh bien! je vous le répète avec une profonde douleur, moi qui hais les catastrophes et les écroulements, je vous avertis, la mort dans l'âme, vous ne voulez pas du progrès? Vous aurez la révolution. Aux hommes assez insensés pour dire : l'humanité ne marchera pas! Dieu répond par la terre qui tremble! »

Le gouvernement de réaction allait se hâter dès le vote de la loi, de prouver que Victor Hugo n'exagérait pas en

parlant de l'atteinte portée au génie de la France. En même temps qu'on destituait tout un groupe de professeurs républicains, Jacques, Deschanel, Vacherot — Vacherot frappé pour la façon dont il avait écrit l'*Histoire de l'École d'Alexandria*, — on suspendait le cours du grand historien de la patrie française, Michelet.

La loi qui livrait l'enseignement à l'Église, était surtout l'œuvre de la majorité cléricale. La loi qui livrait les transportés à la plus cruelle des agonies était surtout l'œuvre du président. Après quelques mois, Louis Bonaparte avait jeté le masque ; il avait chassé ses ministres parlementaires, il avait pris des ministres purement napoléoniens, pour la plupart encore peu connus ; ce qui n'empêcha pas les deux réactions, celle de l'Élysée et celle de l'Assemblée, de travailler contre toutes les libertés dans une étroite collaboration. Quelques jours après son entrée au ministère, le nouveau garde des sceaux, M. Rouher, proposait cette loi de la transportation qu'on appela si bien la guillotine sèche. Quelques mois plus tard (avril 1850), la loi venait en discussion, et Hugo montait à la tribune pour la combattre.

De tous ses discours, celui-là est peut-être le plus parfait. Là, le poète faisait vibrer les cordes qui lui étaient familières : l'indignation contre la cruauté, la pitié pour la souffrance. Avec quelle puissance incomparable, on le sait. Jamais, peut-être, on n'entendit à aucune tribune d'accents si pathétiques.

Un exorde d'un grand souffle met en face l'un de l'autre ces deux grands faits : d'abord, une révolution

populaire, dès le lendemain de Février, supprimant la peine de mort en matière politique; puis quelques années après, l'Assemblée et le Gouvernement la rétablissant quand le calme est rétabli; car, la déportation qu'on veut établir, c'est la mort.

Et quel tableau il trace de cette mort lente :

« Quoi! voilà un homme! un homme que le tribunal spécial a condamné, un homme frappé pour le plus incertain de tous les délits, un délit politique, par la plus incertaine de toutes les justices, la justice politique!...

« Ce condamné, ce criminel selon les uns, ce héros, selon les autres, vous le saisissez! vous le saisissez au milieu de sa renommée, de son influence, de sa popularité; vous l'arrachez à tout, à sa femme, à ses enfants, à ses amis, à sa famille, à sa patrie; vous le déracinez violemment de tous ses intérêts et de toutes ses affections; vous le saisissez encore tout plein du bruit qu'il faisait et de la clarté qu'il répandait, et vous le jetez dans les ténèbres, dans le silence, où on ne voit plus que la distance effrayante du sol natal. Vous le tenez là, seul, en proie à ses regrets, s'il croit avoir été un homme nécessaire à son pays, à ses remords, s'il reconnaît avoir été un homme fatal. Vous le tenez libre, mais gardé, sans moyen d'évasion; gardé par une garnison qui occupe l'île, gardé par l'Océan qui met entre cet homme et la patrie un gouffre de quatre mille lieues. — Vous tenez cet homme là, incapable de nuire, sans échos autour lui, rongé par l'isolement, par l'impuissance et par l'oubli, découronné, désarmé, brisé, anéanti!

« Et cela ne vous suffit pas !

« Ce vaincu, ce proscrit, ce condamné de la fortune, cet homme politique détruit, cet homme populaire terrassé, vous voulez l'enfermer !... Il ne vous suffit pas d'avoir mis sur cette tête la voûte d'un ciel tropical, vous voulez y ajouter encore le plafond du cabanon ! Cet homme, ce malheureux homme, vous voulez le murer vivant dans une forteresse qui, à cette distance, nous apparaît avec un aspect si funèbre, que vous qui la construisez, oui, je vous le dis, vous ne savez pas vous-mêmes si c'est un tombeau !

« Vous voulez que lentement, jour par jour, heure par heure, à petit feu, cette âme, cette intelligence, cette activité, — cette ambition, soit ! — ensevelie toute vivante, je le répète, à quatre mille lieues de la patrie, sous ce soleil étouffant, sous l'horrible pression de cette prison-sépulcre, se torde, se creuse, se dévore, désespère, demande pardon, appelle la France, implore l'air, la vie, la liberté, et agonise et expire misérablement ! Ah ! c'est monstrueux ! Ah ! je proteste d'avance au nom de l'humanité ! Ah ! vous êtes sans pitié et sans cœur ! Ce que vous appelez une expiation, je l'appelle un assassinat !

« Mais levez-vous donc, catholiques, prêtres, évêques, hommes de la religion qui siégez à cette assemblée et que je vois au milieu de nous. Levez-vous, c'est votre rôle. Qu'est-ce que vous faites sur ces bancs ?... »

Puis après cet appel, qu'il savait ne point devoir être entendu, à la miséricorde chrétienne, le poète poursuivait le tableau : il rappelait ce que pouvait faire là-bas, sans contrôle possible, un directeur cruel, il évoquait l'idée

sinistre des tortures que pouvait essayer « une âme méchante et basse »; il citait l'exemple de Jeannet le bourreau de Sinamary; il montrait « l'ombre et le silence de la nuit planant sur cet effroyable bagne politique ».

« Oui, là-bas, à cette épouvantable distance, dans cette solitude murée, où n'arrivera et d'où ne sortira aucune voix humaine, à qui se plaindra le misérable prisonnier? Qui l'entendra? Il y aura entre ses plaintes et vous, le bruit de toutes les vagues de l'Océan...

« Rien n'en transpirera, rien n'en arrivera jusqu'à vous, rien!... si ce n'est de temps en temps, par intervalles, une nouvelle sinistre qui traversera les mers, qui viendra frapper la France et l'Europe, comme un glas funèbre sur le timbre vibrant et douloureux de l'opinion, et qui vous dira : Tel condamné est mort!

« Ce condamné, ce sera..., car à cette heure suprême on ne voit plus que le mérite d'un homme, ce sera un publiciste célèbre, un historien renommé, un écrivain illustre, un orateur fameux. Vous prêterez l'oreille à ce bruit sinistre, vous calculerez le petit nombre de mois écoulés, et vous frissonnerez!

« Ah! vous le voyez bien! c'est la peine de mort! c'est la peine de mort désespérée! C'est quelque chose de pire que l'échafaud! C'est la peine de mort sans le dernier regard du ciel de la patrie! »

Alors se retournant vers la majorité : « Qui sait, lui disait-il, si ce n'est pas vous-mêmes que je défends contre vous? Qui sait quel parti appliquera la loi? » Et par un souvenir saisissant des incertitudes politiques, il ajoutait :

« Tous les noms qui rappellent des triomphes, rappellent aussi des catastrophes... tous, depuis le captif d'Olmutz qui avait été La Fayette, jusqu'au captif de Sainte-Hélène qui avait été Napoléon. Voyez et réfléchissez. Qui a repris le trône après 1814? L'exilé de Hartwell. Qui a régné après 1830? Le proscrit de Reichenau redevenu aujourd'hui le banni de Claremont. Qui gouverne en ce moment? Le prisonnier de Ham. Faites des lois de proscription maintenant!...

« L'avenir est un édifice mystérieux que nous bâtissons nous-mêmes de nos propres mains dans l'obscurité, et qui doit plus tard nous servir de demeure. Un jour vient où il se referme sur ceux qui l'ont bâti... Songez-y au moment du vote. Quand les hommes mettent dans une loi l'injustice, Dieu y met la justice, et il frappe avec cette loi ceux qui l'ont faite. »

Une péroraison magnifique terminait dignement ce discours. « Mon Dieu! s'écriait Victor Hugo, quand donc cesserons-nous de nous menacer et de nous déchirer? Nous avons pourtant autre chose à faire! Nous avons autour de nous les travailleurs qui demandent des ateliers, les enfants qui demandent des écoles, les vieillards qui demandent des asiles, le peuple qui demande du pain, la France qui demande de la gloire! Nous avons une société nouvelle à faire sortir des entrailles de l'ancienne, et quant à moi, je suis de ceux qui ne veulent sacrifier ni l'enfant ni la mère! Ah! nous n'avons pas le temps de nous haïr! »

Je ne crois pas qu'il y ait dans les annales de l'éloquence française de la chaire ou de la tribune, un chef-

d'œuvre supérieur à celui-là. L'effet en fut du reste prodigieux. Le lendemain, une souscription s'ouvrait pour répandre le discours dans toute la France; on résolut de faire frapper une médaille à l'effigie de l'orateur, et d'y graver avec la date de la séance, cette phrase du discours :

« Quand les hommes mettent dans une loi l'injustice, Dieu y met la justice, et il frappe avec cette loi ceux qui l'ont faite. »

Le gouvernement défendit l'inscription; il n'osa pas défendre la médaille.

La loi fut votée, bien entendu. Chose inouïe, elle fut appliquée, malgré son texte même, par effet rétroactif, à des condamnés pour faits antérieurs! Un des anciens représentants de la Constituante, condamné pour complot à Lyon, subit ainsi la transportation à Noukahiva. C'est Alphonse Gent, qu'on n'arriva pas à tuer et qui, vingt-cinq ans après, de nouveau représentant du peuple, devait inscrire son nom parmi les fondateurs de la nouvelle république.

Il ne suffisait pas à la réaction de tuer, en livrant l'instruction au clergé, les germes de l'esprit de liberté, et d'essayer, par une loi de répression barbare, de jeter l'épouvante dans les rangs de ses adversaires : la France se réveillait du cauchemar de la guerre civile qui l'avait jetée dans les mains de ses ennemis; chaque élection partielle était une victoire pour la démocratie avancée; la majorité, furieuse, se laissa entraîner à porter la main

sur la souveraineté du peuple, dont elle tenait tous ses pouvoirs, et à mutiler le suffrage universel.

Le conspirateur de l'Élysée fut, dans cette occasion, fort habile. On peut dire qu'il fut l'instigateur de ce crime; mais il sut en faire porter tout le poids sur les chefs parlementaires de la réaction. Ainsi il recueillait les profits de cette triste besogne ; il en laissait retomber l'odieux sur les meneurs des complots monarchistes rivaux du sien; et il préparait pour le coup d'État la mesure d'apparence populaire qui devait couvrir l'égorgement de la loi.

Son ministre de l'intérieur, Baroche, confia perfidement, par un décret du 3 mai, le soin de préparer la *modification* de la loi électorale à une commission composée des hommes politiques les plus connus des deux partis royalistes, et où se trouvaient réunis Berryer, Thiers, Montalembert, Molé, de Broglie, etc. La Constitution leur interdisait de restreindre le droit de suffrage : cette considération ne les arrêta pas. Par des conditions habilement combinées, notamment par des conditions de domicile, le projet rayait trois millions d'électeurs; le tiers du suffrage universel.

On alla vite en besogne : le projet fut discuté avant la fin du mois. Un débat solennel s'ouvrit. Nous avons peine à imaginer les transports de violence injurieuse auxquels se livraient les orateurs les plus illustres des partis « conservateurs ». C'est surtout à cette époque que Montalembert se fit une grande réputation de tribune. Quand on relit ses discours tant de fois loués, on est surpris d'y trouver, à la place d'arguments, de furieux cris de haine et de rage.

« Pour résumer ma pensée dans un seul mot, s'écriait-il, je dis qu'il faut recommencer l'expédition de Rome à l'intérieur, qu'il faut entreprendre, contre le socialisme qui nous menace et qui nous dévore, une campagne comme l'expédition de Rome... Il ne faut pas souffrir que les lois du pays servent d'arsenal et de repaire au monstre du socialisme, afin qu'il puisse en sortir à son heure, tantôt à pas comptés, tantôt avec un formidable et irrésistible élan, pour fondre sur la société et pour la dévorer. » Il me paraît que cela ne ressemble à de l'éloquence, ni au point de vue littéraire, ni au point de vue politique. Au premier point de vue, rien de si comique que ce « monstre », qui a un « arsenal » d'où il sort « à pas comptés », pour « dévorer la société ». Au point de vue politique, on ne se dit pas de ces choses-là à soi-même, on n'avoue pas qu'on fait une loi de pure guerre civile. Berryer lui-même n'était guère mieux inspiré : il prononça un mot révoltant : « Rappelez-vous, disait-il, que les républicains de la veille, nous ne les avons connus que par Louvel et Alibaud. »

Seul Thiers, dans un discours important, sut tenir un langage plus habile, déparé pourtant par un mot bien imprudent : « la vile multitude. » Il essaya tout au moins de faire croire qu'on ne voulait supprimer que la foule suspecte, prête à se jeter sous la dictature du premier César venu. Mais la thèse était trop fausse et le sophisme trop apparent.

De tous les discours prononcés par Victor Hugo, celui qu'il fit entendre en cette occasion n'est ni le plus pathétique, ni le plus éclatant : c'est le plus puissant par la

pensée politique. Il y a des préjugés qu'il faut presque renoncer à dissiper. Il est entendu, pour certaine opinion bourgeoise, que des hommes tels que Thiers, Berryer, Montalembert étaient des hommes d'État et que les poètes, comme Victor Hugo, n'ont été que des fantaisistes en politique. Que faisaient, que disaient pourtant ce jour-là ces prétendus hommes d'État? — Ce qu'ils faisaient? — Ils préparaient leur cellule de Mazas ou leur longue exclusion de la vie politique. —Ce qu'ils disaient? — Ils soutenaient sur les périls du suffrage universel une énormité qui fait aujourd'hui hausser les épaules, tant elle a été confondue par l'expérience! — Ils le disaient, sans même essayer un argument et dans un français assez médiocre. Mais ce n'est pas une compensation.

Ce qui fait la grandeur durable du discours de Victor Hugo, c'est que jamais on n'a compris, jamais on n'a traduit d'une façon aussi complète, dans toutes ses conséquences, cette grande idée du suffrage universel qui domine la politique moderne et qui conquiert le monde entier.

Il renouvelait d'abord, par une rare magnificence de pensée et de langage, l'argument connu sur le droit de suffrage détruisant l'appel à la force. La grande pensée de Février, disait-il, « ce fut d'aller chercher dans l'accablement, dans le délaissement, dans l'abandon, dans cet abaissement qui conseille si mal, l'homme de désespoir, et de lui dire : espère! l'homme de colère, et de lui dire : raisonne! le mendiant, comme on l'appelle, le vagabond, comme on l'appelle, le pauvre, l'indigent, le déshérité, le

malheureux, le misérable, comme on l'appelle et de le sacrer citoyen! »

Et quel superbe tableau du jour des élections :

« Méditez, en effet, ceci : sur cette terre d'égalité et de liberté, tous les hommes respirent le même air et le même droit. Il y a dans l'année un jour où celui qui vous obéit se voit votre pareil; où celui qui vous sert se voit votre égal; où chaque citoyen, entrant dans la balance universelle, sent et constate la pesanteur spécifique du droit de cité, et où le plus petit fait équilibre au plus grand. Il y a un jour dans l'année où le gagne-pain, le journalier, le manœuvre, l'homme qui porte les fardeaux, l'homme qui casse des pierres au bord des routes prend dans sa main durcie par le travail les ministres, les représentants, le président de la République et dit : la puissance, c'est moi! Il y a un jour dans l'année où le plus imperceptible citoyen, où l'atome social participe à la vie du pays tout entier, où la plus étroite poitrine se dilate à l'air vaste des affaires publiques; un jour où le plus faible sent en lui la grandeur de la souveraineté nationale, où le plus humble sent en lui l'âme de la patrie! »

Qu'est-ce que tout cela? concluait-il. C'est la fin de la violence. C'est la fin de l'émeute. Et vous, qui vous dites hommes d'ordre, vous allez tout remettre en question!

Mais la pensée devenait bien vite plus originale et plus profonde. Et, abordant l'autre côté de la question, le poète s'écriait : « Vous dites que le suffrage universel est le mode de création de l'anarchie. Je vous réponds : c'est le mode de création du pouvoir... Ce qui sort du suffrage universel,

c'est la liberté sans nul doute; mais c'est encore plus le pouvoir que la liberté!... Oui, grâce au suffrage universel, vous créez et vous mettez au service de l'ordre un pouvoir où se condense toute la force de la nation. »

Il faudrait suivre pas à pas tout cet admirable discours et montrer Victor Hugo essayant de faire comprendre à une majorité aveugle la faute mortelle qu'elle commet; lui arrachant l'aveu que si Voltaire vivait, elle le dépouillerait de son droit de vote (Et l'on ferait bien! cria la droite), prédisant enfin à cette réaction furieuse les conséquences de son attentat.

« Allez! s'écriait-il, retranchez trois millions d'électeurs, retranchez-en quatre, retranchez-en neuf... Ce que vous ne retrancherez pas, ce sont vos fautes; ce sont tous les contre-sens de votre politique de compression; c'est votre incapacité fatale; c'est votre ignorance du pays actuel; c'est l'antipathie qu'il vous inspire et l'antipathie que vous lui inspirez. Ce que vous ne retrancherez pas, c'est le temps qui marche, c'est l'heure qui sonne, c'est la terre qui tourne, c'est le mouvement des idées, c'est la progression décroissante des préjugés, c'est l'écartement de plus en plus profond entre ce siècle et vous, entre les jeunes générations et vous, entre l'esprit de liberté et vous, entre l'esprit de philosophie et vous! Ce que vous ne retrancherez pas, c'est ce fait indéniable que, pendant que vous allez d'un côté, la nation va de l'autre, que ce qui est pour vous l'orient est pour elle le couchant, et que vous tournez le dos à l'avenir, tandis que ce grand peuple de France, la face tout inondée de lumière par l'aube de

manité nouvelle qui se lève, tourne le dos au passé. »

Admirable leçon qui s'applique à tous les gouvernements de combat!

L'effet de ce discours fut grand, s'il faut en juger par la rage de la majorité. Nombre d'autres républicains ont pris part à cette solennelle discussion. Cavaignac, grave et froid, Lamartine avec une éloquence toujours large et élevée, mais moins vigoureuse qu'autrefois; Jules Favre, amer et impitoyable; Grévy, sentencieux et juridique, que sais-je encore? car le débat fut une mêlée où se jetèrent tous les orateurs réputés des deux partis. C'est sur Victor Hugo que la droite s'acharna. Pas un qui n'ait tenu à lui jeter quelque injure. Lasteyrie, puis un certain Béchard commencèrent par dire que Victor Hugo n'était pas « sérieux ». Il n'est pas jusqu'à M. Thiers, d'habitude plus réservé, qui n'ait donné en passant un coup de patte à « cette littérature *vaine*, déclamatoire, *née de la corruption des esprits* et qui était très digne de devenir le langage de la démagogie ». Mais déjà Montalembert avait passé toute mesure. Aux puissantes et hautes idées exprimées par Victor Hugo, c'est par l'injure personnelle qu'il répondait. Victor Hugo n'était pas à son banc. Montalembert accable ainsi cet absent :

« Si M. Victor Hugo était ici, je lui rappellerais toutes les causes qu'il a chantées, toutes les causes qu'il a reniées. Mais il n'est plus ici. C'est une vieille habitude chez lui. Comme il se dérobe au service des causes vaincues, il se dérobe aussi aux représailles qu'on a le droit d'exercer sur lui. »

Il paraît que pour Montalembert, en 1850, les vainqueurs qu'il était lâche de flatter, c'etaient les républicains avancés, traqués, persécutés, dépouillés de leur droit de vote, implacablement poursuivis.

Victor Hugo répondit le lendemain.

Il commença par repousser, sans grand'peine, l'accusation injurieuse d'avoir « flatté et renié » toutes les causes. Étrange reproche à un homme qui, après la ferveur royaliste de ses premières années, avait, on l'a vu, poursuivi sa marche vers la liberté et la démocratie, en refusant de se lier à aucun parti ! Étrange reproche à un homme dont le génie ne savait pas s'assouplir au métier de flatteur et qui avait toujours gardé une honnête et respectueuse fidélité, en ce qui concerne les personnes, à ses sympathies antérieures ! On sait en quels termes il parlait de Charles X après 1830, et de Louis-Philippe jusque dans l'exil.

Aussi avait-il beau jeu à sommer Montalembert de dire qui il avait flatté, qui il avait renié... Et dans la courte énumération qu'il faisait à ce propos, un trait frappait droit et fort. Le poète s'écriait :

« Est-ce Mme la duchesse de Berry, dont j'ai flétri le vendeur et condamné l'acheteur? »

Et aussitôt les regards allaient chercher Thiers sur les bancs de la majorité.

Il concluait d'un mot :

« Il est vrai que depuis que la République existe, je n'ai pas conspiré contre la République : est-ce cela qu'on me reproche? »

C'était bien en effet ce qu'on lui reprochait; mais on éprouvait quelque embarras à le dire.

Après avoir ainsi fait tomber à ses pieds l'injure qu'on lui lançait, l'orateur se retournait vers Montalembert :

« Quant à vous, je ne dirai pas quelles sont les causes que vous avez flattées et que vous avez reniées, je ne me sers pas légèrement de ces mots-là : mais je vous dirai quels sont les drapeaux que vous avez, tristement pour vous, abandonnés; il y en a deux, le drapeau de la Pologne et le drapeau de la liberté ! »

Enfin, revenant à l'étrange reproche d'absence :

« Oui, dit-il, quand je serai épuisé de fatigue par une heure et demie de lutte, contre messieurs les interrupteurs ordinaires de la droite... qui recommencent comme vous le voyez!... (la droite, en effet, criait de la belle manière); quand j'aurai la voix éteinte et brisée, quand je ne pourrai plus prononcer une parole, et vous voyez que c'est à peine si je puis parler aujourd'hui, quand je jugerai que ma présence n'est plus nécessaire à l'Assemblée, surtout quand il ne s'agira que de luttes personnelles, quand il ne s'agira que de vous et de moi, oui, monsieur de Montalembert, je pourrai vous laisser la satisfaction de me foudroyer à votre aise, moi absent, et je me reposerai pendant ce temps-là. Mais, attaquez par votre politique, vous et le parti clérical, attaquez les nationalités opprimées, la Hongrie suppliciée, l'Italie garrottée, Rome crucifiée; attaquez le génie de la France par votre loi d'enseignement; attaquez le progrès humain par votre loi de déportation; attaquez le suffrage universel par votre loi de mutilation; attaquez

la souveraineté du peuple, attaquez la démocratie, attaquez la liberté, et vous verrez, ces jours-là, si je suis absent! »

A ces magnifiques paroles, saluées par les républicains d'un tonnerre de bravos, Montalembert répondit par de nouvelles injures. « Vous avez, lui disait-il, adressé au roi Louis-Philippe les plus basses adulations qui aient jamais frappé mon oreille. » Le lecteur a vu si ce mot de « basses adulations » était justifié. Mais les derniers mots sont plus curieux.

« Voici ce que je prédis, s'écriait l'orateur clérical. Si jamais, dans ce pays-ci, sur les ruines de la liberté déshonorée et dégradée par le parti auquel s'est rallié M. Victor Hugo, il s'élève un despotisme quelconque, il sera le premier à le flatter, il essayera de faire respirer à ce despotisme futur cet encens qu'il offre aujourd'hui à l'ouvrier et qu'il a déjà fait respirer à deux dynasties! »

La droite éclata en bravos.

L'année suivante, le despotisme prévu par l'orateur s'établissait dans le sang et jetait en prison les amis de Montalembert.

Quant à Montalembert, il se rangeait du côté du coup d'État et acceptait une place dans le gouvernement nouveau.

Victor Hugo, après avoir lutté désespérément contre le crime, était proscrit, et l'encens qu'il devait « faire respirer au despote » s'appela les *Châtiments!*

J'ajoute que l'orateur clérical devait subir une juste expiation. Devenu bientôt l'adversaire de l'Empire, après en avoir été le complice et la dupe, il eut en même temps sa part dans la honte de la victoire et dans l'écrasement

des vaincus. Et tandis que la gloire de Victor Hugo grandissait rayonnante sur son rocher d'exil, Montalembert se rongeait longuement, dans l'impopularité, le silence et les regrets qui, on doit l'espérer pour lui, étaient mêlés de quelques remords.

Le discours sur la liberté de la presse, qu'on pourrait appeler un discours sur la liberté, et que Victor Hugo prononça le 9 juillet, est digne de ceux qui l'ont précédé. A propos d'une nouvelle loi de réaction, il dénonçait tout ce que la politique de l'Assemblée et du gouvernement avait fait pour imposer silence aux journaux et aux réunions, c'est-à-dire aux deux modes d'expression de l'opinion publique. Mais bientôt, examinant la question dans des termes plus larges encore, il donnait à la majorité des avertissements d'une superbe énergie.

Montrant comment les mesures de compression ne faisaient qu'irriter le pays, il ajoutait :

« Ainsi vous vous serez frappés avec vos propres lois, vous vous serez blessés avec vos propres armes !

« Les principes se dresseront de toutes parts contre vous : persécutés, ce qui les fera forts ; indignés, ce qui les fera terribles.

« Vous direz : le péril s'aggrave. Vous direz : nous avons frappé le suffrage universel, cela n'a rien fait. Nous avons frappé le droit de réunion, cela n'a rien fait. Nous avons frappé la liberté de la presse, cela n'a rien fait. Il faut extirper le mal dans sa racine.

« Et alors, poussés irrésistiblement, comme ces malheureux hommes possédés, subjugués, traînés par la plus

implacable de toutes les logiques, la logique des fautes qu'on a faites, sous la pression de cette voix fatale qui vous criera : Marchez! marchez toujours!... que ferez-vous?

« Je m'arrête. Je suis de ceux qui avertissent, mais je m'impose silence quand l'avertissement peut ressembler à une injure!.. »

Et un peu avant, il venait de dire :

« On vous parle beaucoup de l'abîme, de l'abîme qui est là béant, ouvert, terrible, de l'abîme où la société peut sombrer.

« Messieurs, il y a un abîme, en effet, seulement il n'est pas devant vous, il est derrière vous.

« Vous n'y marchez pas, vous y reculez. »

Et, dans une péroraison magnifique, accablant une fois de plus l'esprit clérical, et après avoir rappelé comment on dénonçait le désordre moral et le péril social, il s'écriait :

« Qui est-ce qui a fait tout ce ravage? Qui est-ce qui a fait tout le mal? Qui faut-il punir? Qui faut-il frapper?

« Le parti de la peur en Europe dit : c'est la France. En France il dit: c'est Paris. A Paris, il dit : c'est la presse. L'homme froid qui observe et qui pense dit : le coupable, ce n'est pas Paris, ce n'est pas la France; le coupable, c'est l'esprit humain!

« C'est l'esprit humain. L'esprit humain qui a fait les nations ce qu'elles sont; qui, depuis l'origine des choses, scrute, examine, discute, doute, contredit, approfondit, affirme et poursuit sans relâche la solution du problème éternellement posé à la créature par le créateur! C'est

l'esprit humain qui s'est nommé Jean Huss et qui n'est pas mort sur le bûcher de Constance; qui s'est nommé Luther et qui a ébranlé l'orthodoxie; qui s'est nommé Voltaire et qui a ébranlé la foi; qui s'est nommé Mirabeau et qui a ébranlé la royauté! C'est l'esprit humain qui, depuis que l'histoire existe, a transformé les sociétés et les gouvernements selon une loi de plus en plus acceptable par la raison, qui a été la théocratie, l'aristocratie, la monarchie, et qui est aujourd'hui la démocratie! C'est l'esprit humain qui a été Babylone, Tyr, Jérusalem, Athènes, Rome et qui est aujourd'hui Paris; c'est l'esprit humain qui est le grand pasteur des générations et qui, en somme, a toujours marché vers le juste, le beau et le vrai, éclairant les multitudes, agrandissant les âmes, dressant de plus en plus la tête du peuple vers le droit, et la tête de l'homme vers Dieu...

« Que le grand parti de la peur mesure l'immensité de la tâche que, dans son héroïsme, il veut se donner. Il aurait anéanti la presse jusqu'au dernier journal, Paris jusqu'au dernier pavé, la France jusqu'au dernier hameau, il n'aurait rien fait, il lui resterait à détruire quelque chose qui est toujours debout, au-dessus des générations, et en quelque sorte entre l'homme et Dieu, quelque chose qui a écrit tous les livres, inventé tous les arts, découvert tous les mondes, fondé toutes les civilisations; quelque chose qui reprend toujours, sous la forme révolution, ce qu'on lui refuse sous la forme progrès; quelque chose qui est insaisissable comme la lumière et inaccessible comme le soleil, et qui s'appelle l'esprit humain! »

Devant un autre mouvement offensif du parti jésuite et une autre loi sur la presse, Royer-Collard avait eu une inspiration analogue ; c'est à propos de la fameuse loi de justice et d'amour, que dans son plus admirable discours et dans un des plus beaux de la langue française, le vieux royaliste montrait le ministère clérical « blâmant le Créateur d'avoir donné l'intelligence à l'homme, et essayant de ramener la France à l'heureuse innocence des brutes ». Il poursuivait en avertissant la réaction qu'elle n'aurait rien fait tant qu'elle ne détruirait pas la civilisation tout entière et ne ferait point « passer la charrue » sur les ruines des villes. Le discours de Victor Hugo rappelle par l'idée celui de Royer-Collard : mais avec autant d'élan, de lyrisme et de foi dans le progrès, qu'il y avait chez l'orateur légitimiste d'indignation attristée et d'angoisse pour l'avenir.

Tels furent les quatre grands discours par lesquels le poète marqua la réaction que l'Assemblée et l'Élysée imposaient à la France. Comme on a prétendu que Victor Hugo, élaborant lentement ses chefs-d'œuvre oratoires, était condamné à ne faire qu'un discours tous les six mois, il n'est pas inutile de remarquer que tous les quatre ont été prononcés coup sur coup dans la même session, aux dates suivantes : 15 janvier, 5 avril, 20 mai, 9 juillet. La situation n'allait pas tarder à changer de caractère, et l'éloquence du poète allait avoir à soutenir un combat plus âpre.

Dans l'intervalle qui sépare le discours sur le suffrage universel du premier que Victor Hugo ait adressé ensuite

à l'Assemblée (sur la revision), il parla devant un autre auditoire : il défendit son journal l'*Événement*, et son fils Charles Hugo, traduit devant le jury pour avoir attaqué... la peine de mort.

Une telle poursuite juge une époque. Mettre à l'abri de la discussion, comme un des principes essentiels de la société!... quoi? l'échafaud, c'était oser ce qu'aucune réaction antérieure n'avait osé. De tout temps, la peine de mort avait été attaquée par les hommes les plus modérés, les plus considérables. De tout temps, on avait pu discuter librement les lois existantes, surtout les lois pénales. On avait bien entendu un théoricien paradoxal de l'absolutisme déclarer que le bourreau était l'institution fondamentale de l'ordre ; mais il n'était venu à l'idée de personne d'appliquer, sous forme de poursuites judiciaires, cette doctrine qui ressemblait à un défi.

Le discours prononcé à cette occasion par Victor Hugo devant la cour d'assises est digne en tous points des grands discours politiques auxquels il est mêlé. Rien de si pathétique que le récit du supplice au sujet duquel l'article avait été écrit :

« Quoi ! un homme, un condamné, un misérable homme est traîné un matin sur une de nos places publiques ; là, il trouve l'échafaud. Il se révolte, il se débat, il refuse de mourir ; il est tout jeune encore, il a vingt-neuf ans à peine... Mon Dieu ! Je sais bien qu'on va me dire : c'est un assassin. — Mais écoutez ! — Deux exécuteurs le saisissent ; il a les mains liées, les pieds liés ; il repousse ses deux exécuteurs. Une lutte affreuse s'engage. Le condamné embarrasse ses

pieds garrottés dans l'échelle patibulaire, il se sert de l'échafaud contre l'échafaud. La lutte se prolonge, l'horreur parcourt la foule. Les exécuteurs, la sueur et la honte au front, haletants, terrifiés, désespérés de je ne sais quel horrible désespoir, courbés sous cette réprobation publique qui devrait se borner à condamner la peine de mort, et qui a tort d'écraser l'instrument passif, le bourreau ; — les exécuteurs font des efforts sauvages. Il faut que force reste à la loi, c'est la maxime. L'homme se cramponne à l'échafaud et demande grâce ; ses vêtements sont arrachés, ses épaules sont en sang ; il résiste toujours. Enfin, après trois quarts d'heure, trois quarts d'heure !... (mouvement de dénégation de l'avocat général). On nous chicane sur les minutes : trente-cinq minutes, si vous voulez ! de cet effort monstrueux, de ce spectacle sans nom, de cette agonie, agonie pour tout le monde, entendez-vous bien? agonie pour le peuple qui est là, autant que pour le condamné ; après ce siècle d'angoisse, messieurs les jurés, on ramène le misérable à la prison. Le peuple respire, le peuple qui a des préjugés de vieille humanité, et qui est clément parce qu'il se sent souverain, le peuple croit l'homme épargné. Point. La guillotine est vaincue, mais elle reste debout ; elle reste debout tout le jour, au milieu d'une population consternée. Et le soir, on prend un renfort de bourreaux ; on garrotte l'homme de telle sorte qu'il ne soit plus qu'une chose inerte, et, à la nuit tombante, on le rapporte sur la place publique, pleurant, hurlant, hagard, tout ensanglanté, demandant la vie, appelant Dieu, appelant son père et sa mère, car devant la mort, cet homme était

redevenu enfant! On le hisse à l'échafaud, et sa tête tombe! Et alors un frémissement sort de toutes les consciences; jamais le meurtre légal n'avait apparu avec plus de cynisme et d'abomination; chacun se sent, pour ainsi dire, solidaire de cette chose lugubre qui vient de s'accomplir; chacun sent au fond de soi ce qu'on éprouverait, si l'on voyait, en pleine France, la civilisation insultée par la barbarie. »

Le plaidoyer fini, Victor Hugo se tourna vers son fils et lui dit :

« Mon fils, tu reçois aujourd'hui un grand honneur : tu as été jugé digne de combattre, de souffrir peut-être pour la cause de la vérité. A dater d'aujourd'hui, tu entres dans la véritable vie virile de notre temps, c'est-à-dire dans la lutte pour le juste et pour le vrai. Sois fier, toi qui n'es qu'un simple soldat de l'idée humaine et démocratique, de t'asseoir sur ce banc où s'est assis Béranger, où s'est assis Lamennais!

« Sois inébranlable dans tes convictions, et que ce soit là ma dernière parole, si tu avais besoin d'une pensée pour t'affermir dans ta foi au progrès, dans ta croyance à l'avenir, dans ta religion pour l'humanité, dans ton exécration pour l'échafaud, dans ton horreur des peines irrévocables et irréparables, songe que tu es assis sur ce banc où s'est assis Lesurques! »

Le jury de 1851 condamna. Charles Hugo obtint six mois de prison!

L'Assemblée nationale prit trois grands mois de va-

cances, peu après ce dernier discours; elle ne devait revenir qu'au milieu de novembre. Dans cette période, les coalisés se brouillèrent; ils étaient pressés d'aboutir de part et d'autre. Leur œuvre de réaction ne leur suffisait plus : ce qu'il leur fallait détruire maintenant, c'était la République. Et là, ils étaient réduits à se diviser et à se combattre. Les chefs de la majorité parlementaire voulaient chacun leur royauté; l'homme de l'Élysée voulait l'Empire. Et le parti républicain allait avoir le spectacle de deux complots en querelle, ne se rapprochant plus que pour le frapper.

Aussitôt la session close, les uns allaient à Wiesbaden, les autres à Claremont, chacun chez son prétendant; pendant que Louis Bonaparte parcourait les provinces, essayant de susciter partout le cri de : Vive l'empereur!

Les deux complots se poursuivaient à ciel ouvert. Mais quelle différence de force entre les deux! D'abord les royalistes divisés n'arrivaient pas à réunir par la fusion la légitimité avec l'orléanisme. D'ailleurs les Assemblées sont impuissantes pour ces sortes de conspirations. Leur action lente, collective, publique, désarmée des ressources du pouvoir, est forcément impuissante. Pendant ce temps, le futur auteur du 2 Décembre travaillait l'armée, achetait des consciences avec l'argent des contribuables, organisait des démonstrations, défiait l'Assemblée, s'assurait de fonctionnaires prêts à tout, tâtait les officiers, soldait une presse à son service, et réunissait tout à son aise les éléments du coup d'État. Quand l'Assemblée se réunit, vers

le milieu de novembre, le conflit était inévitable. Il ne tarda pas à éclater.

Comment expliquer qu'à ce moment même les royalistes n'aient pas compris le besoin de se rendre moins impopulaires et de se rapprocher des républicains? Un seul des chefs de la droite, amenant avec lui un petit groupe, tenta d'organiser une alliance contre le péril commun. C'est Thiers, qui bientôt, dans un mémorable discours, essayant d'amener la majorité à un acte d'énergie contre le complot de l'Élysée, termina par ces paroles célèbres : Si vous tardez encore, l'*empire est fait.* Les autres royalistes, étalant follement leur dessein arrêté d'en finir avec la République, combattaient tantôt l'Élysée avec les républicains, tantôt les républicains avec l'Élysée; se faisant haïr d'un côté et jouer de l'autre. D'ailleurs, ils concentraient avec tant de soin sur leur tête toute l'impopularité de la réaction enragée à laquelle ils avaient collaboré avec le président, que celui-ci, froidement reçu dans nombre de régions durant son voyage de vacances, trouva plus tard un accueil plus chaleureux, dès qu'il fut en lutte avec la majorité de l'Assemblée. L'horreur que la démocratie avait à bon droit pour cette majorité fut, on le sait, le meilleur moyen de succès du 2 Décembre.

Victor Hugo n'intervint pas dans les discussions soulevées par les querelles entre les deux complots, ni dans celles qui se produisirent sur la demande de rappel des lois d'exil portées contre les familles monarchiques. Mais un grand débat, le plus grand qu'ait eu l'Assemblée de 1849, allait s'ouvrir. Les monarchistes de toute nuance

avaient provoqué un vaste pétitionnement pour la « revision de la Constitution ». Ils entendaient par là la destruction de la République. Pour les amis de l'Élysée, il s'agissait de faire abroger l'article qui interdisait la réélection du président. Cette mesure préliminaire était le chemin de la présidence à vie et de l'empire. Pour les royalistes, il s'agissait de faire décider que la prochaine Assemblée, nommée par un corps électoral mutilé, sous une pression effroyable, pourrait rappeler un Bourbon. Calcul absurde. Celui qui avait en main tous les moyens de pression travaillait pour lui-même.

Les partisans de la revision ainsi comprise étaient d'avance sûrs d'un échec. Il fallait, pour remettre la Constitution en question, une majorité des trois quarts. Les républicains, grossis de la partie de la majorité qui se groupait autour de M. Thiers, étaient certains de faire échouer la proposition. En réalité, le débat devait être un grand tournoi oratoire entre les partis.

Trois des discours qui y furent prononcés restent dans l'histoire de la tribune : ceux de Michel (de Bourges), de Berryer et de Victor Hugo. Les deux premiers ne s'élevèrent peut-être jamais plus haut. Tous deux avaient dans le sang, la flamme oratoire, et dans la poitrine la chaleur de l'éloqueuce. Rien de si différent pourtant que ces deux paroles : l'une, celle de Michel (de Bourges), d'allure brève et coupée dans l'énergie de sa passion; l'autre, laissant couler à flots nombreux son large courant. Malgré l'insuffisance de la forme, les deux discours restent très beaux par l'ampleur de la pensée. Mais tous deux indiquent une

vue bien courte et bien troublée des réalités ambiantes. Chose étrange! Michel (de Bourges) et Berryer étaient exclusivement des hommes politiques ; et le poète qui parla après eux fut le seul à prendre les situations et les événements corps à corps.

Le discours de Michel (de Bourges) est une très belle apologie de la république; celui de Berryer est une très belle apologie de la royauté. L'un prouve par tous les souvenirs du passé que la France devient forcément républicaine; que toute son histoire aboutit à la forme définitive de la démocratie; et, s'adressant aux monarchistes, aux furieux ennemis du régime populaire, il leur montre qu'eux-mêmes, malgré eux, subissent le pouvoir de cette nécessité. Berryer veut établir que la France est monarchiste dans le sang, et qu'elle ne peut pas arracher d'elle-même le régime qui s'est amalgamé à son existence tout entière. Au nom de la légitimité, il répudie le droit divin, et par une légende quelque peu audacieuse, attribue à la royauté les libertés de 89. Dans l'histoire telle qu'il la refait, Louis XVI collabora, avec la Constituante, à la destruction de tous les abus. Les grands orateurs de l'Assemblée devenaient son état-major, quand soudain des révoltés sanguinaires, troublant cette belle entente, massacrent le bon roi et ses bons réformateurs, pour fonder le despotisme de la Convention. Ce roman historique était un peu trop fantaisiste, mais il était développé avec tant de chaleur, l'orateur y mêlait si éloquemment les souvenirs et les grandes impressions de sa jeunesse, que l'effet fut considérable.

Tout cela est fort beau ; mais il ne s'agissait pas de tout cela. Pendant que le fidèle républicain et le fidèle légitimiste exaltaient à l'envi, avec un admirable lyrisme, le mérite de leurs deux principes opposés, on préparait à l'Élysée le rétablissement de l'empire. C'est devant la plus formidable conspiration, depuis longtemps visible, déjà toute prête, attendant son heure, qu'elle n'attendra plus que quelques mois et qu'on avait redouté plus prochaine, c'est devant cette conspiration qui va envelopper, dans une ruine commune, les deux orateurs, — qu'avec un bandeau sur les yeux ils chantent les airs de bravoure les plus dignes d'applaudissements en l'honneur de leur double idéal ; — le moment était singulièrement choisi.

Seul, dans l'Assemblée, Victor Hugo vit clair : il fallait dénoncer, déshonorer le complot de l'Élysée; il fallait adresser un brûlant appel à cette démocratie menacée, que la haine pour la majorité parlementaire pouvait livrer à l'homme du coup d'État; il fallait, au point de vue républicain, confondre dans une réprobation commune toutes les réactions, pour ramener à un effort commun l'esprit du peuple qui pouvait, égaré par leurs divisions, laisser à moitié faire l'Élysée. C'est l'œuvre que Victor Hugo accomplit dans le plus puissant de tous ses discours.

Discours violent, discours de justicier. C'est ce jour-là que Victor Hugo empoigne, pour la première fois, le fer rouge des *Châtiments*. Aussi quelle colère dans l'Assemblée! Elle avait écouté, avec une sorte de dilettantisme parlementaire les deux belles harangues de Michel (de Bourges) et de Berryer. Maintenant la majorité se révolte.

Le poète accomplit, d'un bout à l'autre, sa tâche au milieu d'une tempête déchaînée. Des soulèvements d'injures, des explosions de huées et de clameurs couvrent à tout instant sa voix. Il va jusqu'au bout. Après cela, on peut lui prodiguer les insultes, sa tâche est accomplie.

Tout d'abord, en quelques mots, Victor Hugo rappelle, sous une forme saisissante, deux objections : l'une, déjà exprimée maintes fois dans le débat. Pour faire une revision valable, il faudrait une Assemblée élue par le véritable suffrage universel et la liberté de discussion dans le pays, c'est-à-dire l'abrogation de la loi du 31 mai et des lois dirigées contre la presse, contre les réunions, etc.

Puis cette proposition de revision, on sait qu'elle échouera devant l'Assemblée, qu'elle n'aura pas les trois quarts des voix. Ainsi, sans résultat de vote possible, on soulève cette énorme discussion. « Pourquoi? Pour les orages du débat! Pour agiter la France, pour faire bouillonner les masses, pour réveiller les colères, pour paralyser les affaires... Pour le plaisir... le parti de l'ordre a la fantaisie de faire du désordre. C'est un caprice qu'il se passe. »

Enfin il confond en quelques paroles décisives la tentative faite par Berryer et Falloux pour dissimuler que ce qu'ils poursuivaient dans la constitution démocratique, c'était toutes les libertés conquises depuis la chute de l'ancien régime.

« Votre attaque contre la république française, s'écrie-t-il, est une attaque contre la révolution française, contre la révolution française tout entière, entendez-vous bien,

depuis la première heure qui a sonné en 1789 jusqu'à l'heure où nous sommes.

« Nous ne distinguons pas, nous; à moins qu'il n'y ait pas de logique au monde, la révolution et la république sont indivisibles. L'une est la mère, l'autre est la fille. L'une est le mouvement humain qui se manifeste, l'autre est le mouvement humain qui se fixe. La république, c'est la révolution fondée... »

Après ces préliminaires, il entre dans la question. — On veut la revision, quelle revision? — Il y en aurait une bien belle à faire. — Et Victor Hugo trace un large programme de ce que devrait être la république. Liberté complète de la presse, des réunions, de l'art et de la science, le travail assuré, l'assistance organisée, la peine de mort abolie, l'enseignement gratuit, la magistrature élective, le jury étendu, les municipalités nommées par le suffrage universel, le peuple consulté directement sur certaines grandes questions, un moyen d'appel devant le pays, pour les minorités, contre l'omnipotence d'une assemblée. Toutes les réformes qu'il indique, sauf la dernière, sont réalisées aujourd'hui, ou en France, ou en d'autres républiques. Dès ce début, la droite devenait tumultueuse et commençait à se fâcher. Alors il poursuivait : Cette revision-là, oui, je la comprendrais. Mais vous voulez faire le contraire. Vous voulez faire reculer la France, supprimer la révolution, détruire la république.

Et se retournant vers les partis de droite, il leur demandait alors : Qui êtes-vous, pour entreprendre une pareille œuvre? Vous êtes la monarchie... Quelle monarchie?...

Il y en avait deux : la monarchie dite de principe, la royauté. La monarchie dite de gloire, l'empire. Il s'en prenait d'abord à la royauté.

Cette première partie de sa discussion était fort modérée. Le poète commençait par mettre de côté les princes bannis avec « la sympathie qu'on doit à des Français et le respect qu'on doit à des exilés ». Il remarquait ensuite que la possession d'un peuple par un homme ne peut pas être un principe; que ce ne peut être qu'un fait. Puis, comme on reprochait à la république les troubles, les séditions, les finances compromises, il montrait, l'histoire en main, que la royauté méritait au moins les mêmes reproches. Ici, il répondait à Berryer, il était dans la discussion purement théorique, ce qui n'empêcha pas la droite de commencer à l'injurier. Comme il parlait des finances, de Louis XIV, quelqu'un cria :

— Et les pensions des poètes!

Voilà les interruptions déchaînées. Et Falloux lui-même, Falloux connu par la douceur courtoise et habile sous laquelle il cachait sa haine de la démocratie, Falloux se mit de la partie. Ce fut un tumulte effroyable, qui ne s'apaisa un peu qu'au bout de longtemps.

La réponse de Victor Hugo était facile; il commença :

« J'avais dix-neuf ans!...

Bah! j'étais si jeune, cria une voix à droite.

C'est avec cette délicatesse qu'on accueillait des explications personnelles.

Sommé de se nommer, l'interrupteur se tut. Et Victor Hugo raconta comment, à dix-neuf ans, il avait reçu de

Louis XVIII une pension sans l'avoir demandée; comment plus tard Charles X, ayant interdit *Marion de Lorme,* voulait élever cette pension de deux mille à six mille francs; et comment il avait refusé, par une lettre publique, où il disait que d'ailleurs il n'offenserait jamais Charles X,... et il avait tenu parole.

Ce récit fit taire la droite pendant quelques minutes. Mais vite lassée de cet effort, comme Victor Hugo rappelait la condamnation du maréchal Ney, elle se mit à lui crier :

— Votre fauteuil de pair de France!

Des plaisanteries de ce genre coupaient à chaque instant la démonstration qui devenait plus pressante. Comment, disait Victor Hugo, après avoir vu tant de royautés tomber, vous voulez tenter la fortune encore une fois! « Mon Dieu! cette place que vous traversez tous les jours, pour venir à ce palais, ne vous dit donc rien? Mais frappez du pied ce pavé qui est à deux pas de ces funestes Tuileries, que vous convoitez encore : frappez du pied ce pavé fatal, et vous en ferez sortir à votre choix l'échafaud qui précipita la monarchie dans la tombe, ou le fiacre qui emporta la royauté nouvelle dans l'exil! »

Le président trouva moyen de relever cette frappante parole. « Mais qui menacez-vous donc là?... Écartez cela!... » Étrange président d'une assemblée, sous la république, interdisant de « menacer » la monarchie que les conspirateurs voulaient substituer au régime légal du pays!

Cette première, partie adressée aux royalistes, se ter-

minait par une cruelle comparaison... — Au moins, leur disait-il, les royalistes d'autrefois, les vendéens, attaquaient la république en face : « Ils faisaient une chose odieuse, insensée, abominable, impie : la guerre civile; mais ils la faisaient, et ils ne la provoquaient pas!... Ils ne venaient pas dérober à la révolution, l'un après l'autre et pour s'en servir contre elle, ses principes, ses conquêtes, ses armes! Ils cherchaient à la tuer, non à la voler. Ils jouaient franc jeu, en hommes hardis, en hommes convaincus, en hommes sincères qu'ils étaient; et ils ne venaient pas en plein midi, en plein soleil, ils ne venaient pas en pleine assemblée de la nation balbutier : Vive le roi! après avoir crié vingt-sept fois dans un seul jour : Vive la république! »

Le reproche portait. On se montrait, en entendant ces mots, la foule des royalistes qui avaient, au lendemain de Février, fait retentir en acclamations leur tendresse pour le régime nouveau.

Mais le poète arrivait au complot bonapartiste et, là, le discours devenait terrible.

« Et d'abord la monarchie de gloire, dites-vous? Tiens, vous avez de la gloire? Montrez-la-nous. Je serais curieux de voir de la gloire sous ce gouvernement-ci...

« Qu'est-ce que nous avons devant les yeux? Toutes nos libertés prises au piège l'une après l'autre, et garrottées; le suffrage universel trahi, livré, mutilé; les programmes socialistes aboutissant à une politique jésuite. Pour gouvernement, une immense intrigue, l'histoire dira peut-être un complot; je ne sais quel sous-entendu inouï qui donne à la république l'empire pour but, et qui fait de cinq cent

mille fonctionnaires une sorte de franc-maçonnerie bonapartiste au milieu de la nation; toute réforme ajournée ou bafouée; les impôts improportionnels et onéreux au peuple rétablis; l'état de siège pesant sur cinq départements; Paris et Lyon mis en surveillance; l'amnistie refusée; la transportation aggravée; la déportation votée; des gémissements à la kasbah de Bône; des tortures à Belle-Isle; des casemates où on ne veut pas laisser pourrir des matelas, mais où on laisse pourrir des hommes; la presse traquée, le jury trié, pas assez de justice et beaucoup trop de police, la misère en bas, l'anarchie en haut; l'arbitraire, la compression, l'iniquité! Au dehors, le cadavre de la république romaine; la potence, c'est-à-dire l'Autriche, debout sur la Hongrie, sur la Lombardie, sur Milan, sur Venise; la Sicile livrée aux fusillades, l'espoir des nationalités dans la France détruit; le lien intime des peuples rompu; partout le droit foulé aux pieds, au Nord comme au Midi, à Cassel comme à Palerme; une coalition de rois latente, et qui n'attend que l'occasion; une diplomatie muette, je ne veux pas dire complice; quelqu'un qui est toujours lâche devant quelqu'un qui est toujours insolent; la Turquie laissée sans appui contre le Czar et forcée d'abandonner les proscrits; Kossuth agonisant dans un cachot de l'Asie Mineure; voilà où nous en sommes! La France baisse la tête; Napoléon tressaille de honte dans sa tombe, et cinq à six mille coquins crient : Vive l'Empereur! — Est-ce tout cela que vous appelez votre gloire, par hasard? »

On devine si les clameurs éclatèrent sous cette éloquence accablante. Toute la partie du discours relative à

Louis-Bonaparte est hachée d'interruptions. « Vous insultez le président! vous le calomniez! Vous savez bien qu'il ne veut pas manquer à son serment! » Victor Hugo, en publiant son discours par la suite, a eu l'idée ingénieuse d'ajouter en note, au nom de chaque interrupteur, la place et le chiffre du traitement qu'il a obtenus sous cet empire que, d'après lui, Bonaparte ne pouvait, sans une odieuse calomnie, être accusé de rêver.

Le poète poursuivait :

« Un empereur! discutons un peu la prétention...

« Quoi! parce qu'il y a dix siècles de cela, Charlemagne, après quarante années de gloire, a laissé tomber sur la face du globe un sceptre et une épée tellement démesurée que personne depuis n'a osé y toucher — et pourtant il y a eu dans l'intervalle des hommes qui se sont appelés Philippe-Auguste, François Ier, Henri IV, Louis XIV. — Quoi! parce que mille ans après, car il ne faut pas moins d'une gestation de mille ans à l'humanité pour produire de pareils hommes, un autre génie est venu qui s'est dressé debout sur le continent, qui a fait l'histoire gigantesque dont l'éblouissement dure encore, qui a enchaîné la révolution en France et qui l'a déchaînée en Europe, qui a donné à son nom, pour synonymes éclatants, Rivoli, Iéna, Essling, Friedland, Montmirail! Quoi! parce qu'après dix ans d'une gloire immense, d'une gloire fabuleuse à force de grandeur, il a, à son tour, laissé tomber d'épuisement ce sceptre et ce glaive qui avaient accompli tant de choses colossales, vous venez, vous, vous voulez, vous, les ramasser après lui, comme il les a ramassés, lui, Napoléon, après Char-

lemagne et prendre dans vos petites mains ce sceptre des Titans, cette épée des géants! Pourquoi faire? Quoi! après Auguste, Augustule! Quoi! parce que nous avons eu Napoléon le Grand, il faut que nous ayons Napoléon le Petit! »

Cette fois ce fut un déchaînement d'apostrophes et de cris. Entre les bravos répétés de la gauche, les invectives de la droite, les coups de sonnette du président, on ne s'entendait plus. Il faut dire pourtant que Dupin, à qui Louis Bonaparte avait fait récemment une sorte d'avanie, se montrait là un peu moins acharné contre l'orateur que quand il attaquait la royauté. A la fin pourtant, les gosiers se lassèrent de crier. Mais Victor Hugo allait porter au complot un coup encore plus cruel. Un des écrivains aux gages de l'Élysée, le fameux Romieu, devenu préfet, sous Louis-Philippe, après avoir été le bohème, le buveur et le viveur le plus connu de Paris, venait de publier, contre la république, un pamphlet intitulé *le Spectre rouge* où il déclarait qu'il faudrait bien en finir avec le péril social, dût cette besogne urgente être accomplie par les armées du czar envahissant la France. C'est ce pamphlet payé par Louis Bonaparte que Hugo relevait dans les termes suivants :

« Que dirait ce soldat, ce grand soldat, qui est couché là, aux Invalides, et à l'ombre duquel on s'abrite, et dont on invoque si étrangement le nom; que dirait ce Napoléon qui, après tant de combats prodigieux, est allé à huit cents lieues de Paris provoquer la vieille barbarie moscovite à ce grand duel de 1812; que dirait ce sublime esprit qui n'entrevoyait qu'avec horreur la perspective d'une Europe

cosaque, et qui certes, quels que fussent ses instincts d'autorité, lui préférait l'Europe républicaine; que dirait-il, lui, si du fond de son tombeau, il pouvait voir que son empire, son glorieux et belliqueux empire, a aujourd'hui pour panégyristes, pour apologistes, pour théoriciens et pour reconstructeurs, qui? des hommes qui, dans cette époque rayonnante et libre, se tournent vers le Nord avec un désespoir qui serait risible s'il n'était monstrueux; des hommes qui, chaque fois qu'ils nous entendent prononcer les mots démocratie, liberté, humanité, progrès, se courbent à plat ventre avec terreur, et se collent l'oreille contre terre, pour écouter s'ils n'entendent pas enfin venir le canon russe! »

Ces derniers mots se perdaient déjà dans un soulèvement furieux. On ne se contentait pas de crier : toute la droite s'était levée avec les ministres; c'étaient des poings tendus, des menaces. Au milieu d'un tumulte inexprimable on entendait des cris comme ceux-ci : « Insulteur à gages! C'est une lâcheté et une insolence! etc., etc. »

Il est assez singulier que la droite, à l'Assemblée, ait pris pour elle une accusation qui s'adressait aux porte-plume de l'Élysée. Il est vrai que de Falloux, dans le même débat, avait exprimé une idée analogue, mais sous une forme qui lui ôtait une partie de son caractère révoltant. Il s'était borné à dire qu'il fallait se hâter de fonder la monarchie parce que, sans cela, les socialistes infligeraient à la France une anarchie si épouvantable et si menaçante pour l'Europe, que les cosaques viendraient mettre le holà. — Victor Hugo s'épuisait dans ce bruit à essayer de faire

comprendre qu'il parlait des pamphlets césaristes. On ne voulait rien entendre.

Une longue série d'explications, d'observations du président, d'interruptions, d'apostrophes, pendant lesquelles les colères se rallumèrent une ou deux fois, interrompit le discours. A la fin, soit qu'on fût las de ces violences, soit qu'on se fût aperçu qu'on s'était trompé, le silence se rétablit.

Après s'être adressé successivement à chacune des deux monarchies, Victor Hugo s'adressa aux deux à la fois. Il eut, au sujet de leur coalition contre la république, un mot superbe : « Légitimistes, l'empire a tué le duc d'Enghien. Impérialistes, la légitimité a fusillé Murat. Vous vous touchez les mains ; prenez garde, vous mêlez des taches de sang ! »

Une péroraison magnifique ramena un peu de calme dans l'Assemblée. « On ne tuera pas la république, disait l'orateur ; savez-vous ce qui fait la république impérissable ? C'est qu'elle s'identifie d'un côté avec ce siècle, et de l'autre avec le peuple. C'est qu'elle est l'idée de l'un et la couronne de l'autre. » Puis il ajoutait : « Il y a deux sortes de questions : les questions fausses, les questions vraies. Les questions fausses, ce sont les questions de légitimité, d'empire, de fusion, de choix entre les prétendants. Les questions véritables, c'est le crédit, c'est la valeur, c'est le travail. Eh bien ! on s'obstine à agiter le pays avec les questions fausses. Les partis tiraillent la constitution dans l'espoir de déchirer la république ; les hommes se démentent ; l'un oublie ce qu'il a juré, les autres oublient ce qu'ils ont crié,

et pendant cette agitation misérable, le temps, c'est-à-dire la vie, se perd! » Et quel moment choisit-on pour cela? « Celui où les problèmes les plus formidables sont posés, celui où les hommes prévoyants, attentifs, penchés sur l'avenir, l'œil levé vers toutes ces obscurités accumulées, croient entendre distinctement le bruit monstrueux de la porte des révolutions qui se rouvre. »

Il ajoutait : « Cette discussion, si orageuse qu'elle soit, n'est qu'un prélude. » En effet, l'échéance de 1852 arrivait. Le renouvellement des pouvoirs. Le poète voyait le moment où toutes les forces du passé livreraient un assaut décisif au droit populaire. Mais il affirmait que ce droit ne périrait pas. Il n'a pas péri, en effet. Écrasé pendant dix-huit ans, il a fini par triompher.

On devine sans peine quelles rancunes un tel discours avait laissées à droite. Comme après le discours sur le suffrage universel, ce fut à qui s'acharnerait sur Victor Hugo. Falloux d'abord, Baroche ensuite. Puis le président lui refusa obstinément le droit de répondre.

Peu importe : le discours restait. Le complot avait été dénoncé avec un éclat incomparable. Ce qu'on pouvait faire du haut d'une tribune avait été fait. Hélas! l'éloquence ne pouvait plus rien contre la force brutale.

A l'heure où Victor Hugo parlait, le coup d'état était préparé. Il l'était, sinon dans ses détails, par ceux qui allaient l'accomplir, au moins dans tous ses éléments de succès, par une partie de ceux contre lesquels il allait se faire. L'Assemblée, hypnotisée par le « spectre rouge », tout à sa haine du socialisme, avait laissé le président se

faire une administration et une armée prêtes à toutes les complicités. Elle avait rendu l'attentat facile en accumulant sur sa tête tant d'impopularités, que le jour où on le mettrait à la porte, beaucoup devaient dire : « C'est bien fait. » Elle avait laissé voir clairement qu'elle aurait volontiers applaudi le complot qui étranglerait la République, s'il se faisait au profit d'un roi au lieu de se faire au profit d'un empereur. Elle avait exaspéré, avec une passion furieuse, les masses populaires hors lesquelles elle ne pouvait pas attendre de défenseurs, si l'on portait la main sur elle. Saisie de cet esprit de vertige, que nous avons depuis connu tant de fois aux majorités de réaction, elle avait frappé de ses mains les libertés, sauvegarde des institutions parlementaires, et travaillé à sa perte avec un acharnement incomparable.

Le châtiment ne devait pas tarder.

Un peu plus de quatre mois après le discours de Victor Hugo, Napoléon le Petit accomplissait son crime.

